



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

### PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 28 AVRIL, 1894.

#### AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le **jeudi** de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

481

#### Nominations

##### BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil en date du 18 avril 1894, de faire les nominations suivantes de juges de paix, savoir :

District d'Ottawa :—MM. Henri Clément, Frs. Duval, X. Brazeau, Paul Patri et Cyprien Laframboise, tous cultivateurs, de l'Ange-Gardien, comté d'Ottawa.

District de Pontiac :—M. Henry Newham, d'Upper Thorne Centre, comté de Pontiac.

District de Québec :—MM. Patrick J. Brown, du Lac Beauport, comté de Québec, et David Smith, agent d'assurance, de la cité de Québec.

District de Chicoutimi :—MM. Alphonse Poirier, Jean-Baptiste Carbonneau, Aubert Hamel et Honoré Hébert, de Normandin, Alfred Ouellet, de Saint-Louis de Métabetchouan, et Alcide Hébert, de Saint-Méthode, comté du Lac Saint-Jean.

District de Montréal :—M. Jean-Baptiste Bourassa, commerçant, de la cité de Montréal.

LOUIS P. PELLETIER,  
Secrétaire de la province.

1703

### PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 28th APRIL, 1894.

#### GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

482

#### Appointments

##### SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the 18th of April, 1894, to make the following appointments of justices of the peace, to wit :

District of Ottawa :—Messrs. Henri Clément, Frs. Duval, X. Brazeau, Paul Patri and Cyprien Laframboise, all farmers, of l'Ange Gardien, county of Ottawa.

District of Pontiac :—Mr. Henry Newham, of Upper Thorne Centre, county of Pontiac.

District of Québec :—Messrs. Patrick J. Brown, of Lake Beauport, county of Québec, and David Smith, insurance agent, of the city of Québec.

District of Chicoutimi :—Messrs. Alphonse Poirier, Jean Baptiste Carbonneau, Aubert Hamel and Honoré Hébert, of Normandin, Alfred Ouellet, of Saint Louis de Métabetchouan, and Alcide Hébert, of Saint Méthode, county of Lake Saint John.

District of Montreal :—Mr. Jean Baptiste Bourassa, trader, of the city of Montreal.

LOUIS P. PELLETIER,  
Provincial Secretary.

1704

## Proclamation

Canada,  
Province de }  
Québec. }  
(L. S.) } J. A. CHAPLEAU.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGT-SEPTIEME jour du mois de MARS, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-quatorze, et à chacun de vous—  
SALUT :

## PROCLAMATION

**A**TTENDU que l'Assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGT-SEPTIEME jour du mois de MARS mil huit cent quatre-vingt-quatorze, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec :

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présents vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, S A M E D I, le CIN-QUIEME jour du mois de MAI prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable JOSEPH ADOLPHE CHAPLEAU, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de Québec.

Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-SEPTIEME jour de MARS, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-quatorze, et de Notre Règne la cinquante-septième.

Par ordre,  
EUG. ROUILLARD,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
Québec.

863

## Avis du Gouvernement

## BUREAU DU SECRÉTAIRE PROVINCIAL.

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du dix-neuvième jour d'avril courant, incorporant Thomas McDonald, manufacturier ; Alexander Ramsay, marchand ; Honorable Francis Edward Gilman, avocat ; William Alexander McDonald, commis, et Frank Mead Gilman, commis, tous de la cité de Montréal, pour faire les affaires de manufacturiers et gardes-magasins, avec le droit d'acheter, louer ou

## Proclamation

Canada,  
Province of }  
Québec. }  
(L. S.) } J. A. CHAPLEAU.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWENTY-SEVENTH day of the month of MARCH in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-four, you and each of you—  
GREETING :

## PROCLAMATION

**W**HEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the TWENTY-SEVENTH day of the month of MARCH, one thousand eight hundred and ninety four, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

Now Know Ye, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on S A T U R D A Y, the F I F T T H day of the month of M A Y next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable JOSEPH ADOLPHE CHAPLEAU, Lieutenant Governor of the said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY-SEVENTH day of MARCH, in the year of Our Lord one thousand eight hundred and ninety-four, and in the fifty-seventh year of Our Reign.

By order,  
EUG. ROUILLARD,  
Clerk of the Crown in Chancery,  
Québec.

864

## Government Notices

## PROVINCIAL SECRETARY'S OFFICE.

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies' Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the nineteenth day of April instant, incorporating Thomas McDonald, manufacturer ; Alexander Ramsay, merchant ; Honorable Francis Edward Gilman, advocate ; William Alexander McDonald, clerk, and Frank Mead Gilman, clerk, all of the city of Montreal, to carry on business as manufacturers and warehousemen, with right to purchase, hire or

acquérir autrement aucun meuble ou immeuble, et en général tous les pouvoirs nécessaires pour leur permettre de faire leurs dites affaires, sous le nom de "The Thomas McDonald Manufacturing Company", avec un fonds social de cent mille piastres (\$100,000), divisé en mille (1000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce dix-neuvième jour d'avril 1894.

LOUIS P. PELLETIER,

1705 Secrétaire de la province.

DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE ET DE LA COLONISATION.

Ordonnance pour fermer une partie de route dans le canton de Denonville.

Attendu que le conseil municipal de la paroisse de Saint-Clément, dans le comté de Témiscouata, a, le onzième jour d'avril 1892, passé un règlement à l'effet de fermer une partie de route depuis la maison d'école du 5e rang du canton Denonville, courant au nord jusque sur la côte sud de la rivière Maria-cache, dont une partie sur le 4e rang du même canton.

Attendu qu'il n'y a eu aucune opposition à la demande de fermeture de cette route et que tous les intéressés sont unanimes à ce qu'elle soit fermée.

Attendu qu'en vertu de l'article 1717 sec. 9 ch. 7 des statuts refondus de la province de Québec, tels qu'amendés par l'acte 52 Vict., le dit conseil n'avait pas le droit de fermer la dite route sans une ordonnance du Commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation, vu qu'elle avait été construite en partie au moyen des deniers du gouvernement.

Attendu que le conseil demande de ratifier le règlement mentionné plus haut.

En conséquence, et pour me conformer à la demande du conseil municipal de la paroisse de Saint-Clément, dans le comté de Témiscouata, en ma qualité de Commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation, j'ordonne que la partie de route dans les rangs 5 et 4 du canton Denonville, depuis la maison d'école courant au nord jusque sur la côte sud de la rivière Maria-cache demeure fermée et que les lots des terres qu'elle traverse retournent à son ou ses anciens propriétaires ou à leurs successeurs.

LOUIS BEAUBIEN,

Commissaire.

Département de l'Agriculture  
et de la Colonisation.

Québec, 16 avril 1894. 1707

PROVINCE DE QUÉBEC

Département des Terres de la Couronne.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'acte 45 Vict., ch. 10, et ses amendements, que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Canton Fox.

Lot 38, du 1er rang ouest, à Bte Dupré.

Canton De Calonne.

Lot 16, du 2e rang, à Benj. Beauclair.

Canton Matapédia.

2e rang, rivière Matapédia.

Lot 34, à Joseph Poirier.

Canton Jonquière.

Lot 7, du 5e rang, à X. Boulanget.

E. E. TACHE,

Assistant-commissaire.

Département des Terres de la Couronne,  
Québec, 28 avril 1894.

1717

otherwise acquire any real or personal property, and generally all powers necessary to enable them to carry on their said business, by the name of "The Thomas McDonald Manufacturing Company," with a total capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000), divided into one thousand (1000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this nineteenth day of April, 1894.

LOUIS P. PELLETIER,

1706 Secretary of the province.

DEPARTMENT OF AGRICULTURE AND COLONIZATION.

Order to close part of a by-road in the township Denonville.

Whereas the municipal council of the parish of Saint-Clément, in the county of Témiscouata, has, on the eleventh of April, 1892, passed a by-law to the effect of closing a part of a by-road from the school house of the 5th range of the township Denonville, running north up to the south side of the river Maria-cache, of which a part is on the 4th range of the same township.

Whereas there is no opposition to the application for the closing of this road and all the interested parties are unanimous that it be closed.

Whereas in virtue of article 1717, sec. 9, ch. 7, of the revised statutes of the province of Quebec, as amended by the act 52 Vict., the said council had no right to close the said road without an order from the Commissioner of Agriculture and Colonization, seeing that it was built partly from government moneys.

Whereas the council asks that the by-law above mentioned be ratified.

Accordingly, and to comply with the request of the municipal council of the parish of Saint-Clément, in the county of Témiscouata, in my quality of Commissioner of Agriculture and Colonization, I order that the part of by-road in ranges 5 and 4 of the township Denonville, from the school house running north up to the south side of the river Maria-cache do remain closed and that the lots of land which it crosses do revert to their owner or owners or to their successors.

LOUIS BEAUBIEN,

Commissioner.

Department of Agriculture  
and Colonization.

Quebec, 16th April, 1894. 1708

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the Act 45 Vict., ch. 10, and its amendments, that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Township Fox.

Lot 38, of 1st range west, to Bte Dupré.

Township De Calonne.

Lot 16, of 2nd range, to Benj. Beauclair.

Township Matapédia.

2nd range, Matapédia river.

Lot 34, to Joseph Poirier.

Township Jonquière.

Lot 7, of 5th range, to X. Boulanget.

E. E. TACHE,

Assistant Commissioner.

Department of Crown Lands,  
Quebec, 28th April, 1894.

1718

## PROVINCE DE QUÉBEC.

*Département des Terres de la Couronne.*

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'Acte 45 Vict., ch. 10, et ses amendements, que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Adj. 6220.

*Maddington.*

Lot 1, du 14e rang, à Joseph Sévigny.  
E. E. TACHE,  
Assistant-Commissaire.

Département des Terres de la Couronne,  
Québec, 16 avril 1894.

## PROVINCE DE QUÉBEC.

*Département des Terres de la Couronne.*

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'Acte 45 Vict., ch. 10, et ses amendements, que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

*Canton Roberval.*

Lot 6, du 3e rang, à Joséphine Godin.

*Canton Charlevoix.*

Lot 3, du 6e rang, à Joseph Laberge.

*Canton Nouvelle.*

Lot 4, du 1er rang, à Laz. Bugeole et Pitre LeBlanc.

*Canton Armagh.*

Lot 25, du 2e rang N. O., à George Roy.

E. E. TACHE,

Assistant-commissaire.

Département des Terres de la Couronne,  
Québec, 21 avril 1894. 1611-2

No 642-94.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Délimitation de municipalités scolaires*

Détacher de la paroisse de Saint-André d'Acton, comté de Bagot, tout le territoire désigné en la proclamation du 11 mars 1890, et l'annexer, pour les fins scolaires, à la paroisse de "Saint-Théodore d'Acton," même comté.

Cette annexion ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1894.

GEDEON OUMET,

Surintendant.

Québec, 21 avril 1894. 1657-2

460-94.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Eriger en municipalité scolaire, sous le nom de "Saint-Benoit-Joseph", la nouvelle paroisse de Saint-Benoit-Labre, dans le comté de Beauce, dans les limites décrites dans la proclamation du 23 août dernier.

Pour prendre effet le premier de juillet prochain.

GEDEON OUMET,

Surintendant.

Québec, 13 avril 1894. 1653-2

## PROVINCE DE QUÉBEC.

DÉPARTEMENT DES TERRES DE LA COURONNE.

*Section des Bois et Forêts.*

Québec, 14 avril 1894.

Avis est par le présent donné que, conformément

## PROVINCE OF QUEBEC.

*Department of Crown Lands.*

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the Act 45 Vict., ch. 10, and its amendments, that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Adj. 6220.

*Maddington.*

Lot 1, in the 14th range, to Joseph Sévigny.  
E. E. TACHE,  
Assistant Commissioner.

Crown Lands Department,  
Quebec, 16th April, 1894.

## PROVINCE OF QUEBEC.

*Department of Crown Lands.*

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the Act 45 Vict., ch. 10, and its amendments, that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

*Township Roberval.*

Lot 6, of 3rd range, to Joséphine Godin.

*Township Charlevoix.*

Lot 3, of 6th range, to Joseph Laberge.

*Township Nouvelle.*

Lot 4, of 1st range, to Laz. Bugeole and Peter LeBlanc.

*Township Armagh.*

Lot 25, of 2nd range N. W., to George Roy.

E. E. TACHE,

Assistant Commissioner.

Department of Crown Lands,  
Quebec, 21st April, 1894. 1912

No. 642-94.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Bounding of school municipalities*

To detach from the parish of Saint-André d'Acton, county of Bagot, all the territory designed in the proclamation of the 11th March, 1890, and to annex it, for school purposes, to the parish of "Saint-Theodore d'Acton," same county.

This annexation to take effect only on the 1st of July next, 1894.

GEDEON OUMET,

Superintendent.

Quebec, 21st April, 1894. 1658

460-94.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

To erect into a school municipality by the name of "Saint-Benoit-Joseph", the new parish of Saint-Benoit-Labre, in the county of Beauce, with the limits described in the proclamation of the 23rd of August last.

To take effect on the first of July next.

GEDEON OUMET,

Superintendent.

Quebec, 13th April, 1894. 1654

## PROVINCE OF QUEBEC.

DEPARTMENT OF CROWN LANDS

*Woods and Forests.*

Québec, 14th April, 1894.

Notice is hereby given that, conformably to sec-

aux sections 1334, 1335 et 1336 des Statuts refondus de la province de Québec, les coupes de bois suivantes seront mises à l'enchère, dans la salle des ventes du département des Terres de la Couronne, en cette ville, le jeudi, 14 juin prochain, à dix heures et demie A. M., aux conditions insérées plus bas, savoir :

*Agence de Gaspé-Centre.*

Limite-rivière St-Jean, No. 3, 43 milles carrés.

" " " No. 4, 44 " "

" " " No. 5, 44 " "

Limite-branche sud de la rivière Saint-Jean, 23 milles carrés.

*Conditions de la vente.*

Les locations ci-dessus décrites, suivant l'étendue donnée, plus ou moins, et dans l'état où elles sont actuellement, seront offertes en vente à une mise à prix de cinq piastres (\$5.00) par mille carré. Ces locations seront adjugées au plus haut enchérisseur.

Les locations ne seront finalement adjugées que sur paiement du prix d'achat au comptant ou par des chèques acceptés par une banque incorporée.

Le commissaire pourra imposer comme condition, le jour de la vente, dans aucun cas particulier, qu'une location vendue devra être exploitée dans un délai de deux ans, sous peine d'annulation de la licence.

Les locations, une fois adjugées, seront sujettes aux dispositions des règlements concernant les bois de la Couronne, maintenant en force ou qui pourront le devenir plus tard.

Des plans, indiquant les terrains ci-dessus désignés, sont déposés au département des terres de la Couronne, en cette ville, et au bureau de l'agent des terres et des bois à Gaspé Bassin, et seront visibles jusqu'au jour de la vente.

E. J. FLYNN,

Commissaire des Terres de la Couronne.

P. S. D'après la loi, les journaux indiqués par ordre en conseil sont les seuls autorisés à publier cet avis. 1587-3

No 656-94.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Eriger en municipalité scolaire sous le nom de "Betsiamites", la presqu'île bornée au nord par la rivière Betsiamites, au nord-est et sud par le fleuve Saint-Laurent, elle tient à la terre par le côté nord-ouest, dans le comté de Saguenay.

Cette érection ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1894.

GEDEON OUMET,

Surintendant.

Québec, 21 avril 1894.

1655-2

EXTRAITS DES RÈGLES ET RÈGLEMENTS DU CONSEIL LÉGISLATIF.

*Relatifs aux avis de Bills Privés.*

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant

tions 1334, 1335 and 1336 of the Consolidated Statutes of the province of Quebec, the following timber limits will be offered for sale at public auction, in the sales' room of the department of Crown Lands, in this city, on Thursday, the 14th June, at half-past ten A. M., subject to the conditions mentioned below, namely :

*Gaspé Centre Agency.*

Limit River St John, No. 3, 43 square miles.

" " " No. 4, 44 " "

" " " No. 5, 44 " "

Limit south branch of River Saint John, 23 square miles.

*Conditions of sale.*

The above timber limits, at their estimated area, more or less, and in their present state, will be offered at an upset price of five dollars (\$5.00) per square mile, and will be adjudged to the highest bidder.

No limits to be adjudged unless the purchase price be immediately deposited in cash or by cheques accepted by duly incorporated banks.

The commissioner may, in any particular case, at the sale, impose as a condition, that any limits sold will have to be worked within a delay of two years under pain or forfeiture of the license.

These timber locations will be subject to the provisions of all timber regulations now in force or which may be enacted hereafter.

Plans of limits offered for sale will be opened for inspection in the department of Crown Lands, in this city, and at the office of the Crown Lands and Timber Agent at Gaspé Basin, up to the day of sale.

E. J. FLYNN,

Commissioner of Crown Lands.

P. S. According to law, no newspaper other than those named by order in council are authorized to publish this notice. 1588

No. 656-94.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

To erect into a school municipality by the name of "Betsiamites," the peninsula bounded on the north by the river Betsiamites, on the north east and south by the river Saint Lawrence, it adjoins the main land on the north west side, in the county of Saguenay.

This erection to take place only on the 1st of July next, 1894.

GEDEON OUMET,

Superintendent.

Québec, 21st April, 1894.

1656

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway; a turnpike road or telegraph line the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works, the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of an individual, profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line

toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette officielle* et dans le journal d'un district voisin

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit, ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été vu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone,

or concession, or otherwise for grantin, to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments, or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to all on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting

d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

3

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bills privées.*

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçu après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législation de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables. soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélevement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant,—doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et s'il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches—l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires—et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou

company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

4

G. C. L.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

*Private Bills*

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private

conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centins par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

"Les bills pour incorporer les villes ne doivent contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désire éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

"Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs."

5

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de l'Assemblée Législative.

### Avis Divers

Avis public est par le présent donné que Jean-Baptiste Laliberté, négociant; John U. Gregory, gentilhomme; Bernard Leonard, peintre décorateur; Philippe Benjamin Dumoulin, gérant de banque; Jean François Guay, électricien, et Thomas M. W. Pampalon, notaire, tous de la cité de Québec, s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur pour en obtenir des lettres patentes sous le grand Sceau de la province de Québec, les constituant en corporation en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social.

1° Le nom de la compagnie projetée est "La Compagnie de Tramways Electriques de Québec."

2° L'objet pour lequel la constitution en corporation de la dite compagnie est demandée, est la construction et exploitation d'un tramway de surface ou élevé mû par l'électricité ou par tout autre système de traction, la vapeur excepté, de la largeur convenable depuis un point quelconque situé dans ou près de la cité de Québec, en passant par les quartiers Saint-Valier, Saint-Sauveur, Jacques-

or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the english or french language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in english and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets.

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

6

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Legislative Assembly

### Miscellaneous Notices

Public notice is hereby given that Jean Baptiste Laliberté, merchant; John U. Gregory, gentleman; Bernard Leonard, painter; Philippe Benjamin Dumoulin, bank manager; Jean François Guay, electrician engineer, and Thomas M. W. Pampalon, notary, all of the city of Quebec, will apply to His Honor the lieutenant governor for letters patent under the great Seal of the province of Quebec, a body politic and corporate under the Joint Stock Companies' Act.

1° The name of the proposed company is "La Compagnie de Tramways Electriques de Québec."

2° The object for which the incorporation of the said company is sought, is to construct and operate an elevated or surface tramway driven by electricity or other motive power of such gauge, as it may deem advisable from a point in or near the city of Quebec, passing through Saint Valier, Saint Sauveur, Jacques Cartier, Saint Roch, Saint John, Montcalm, Saint Lewis, Palace, Saint Peter and Champlain wards,

Cartier, Saint-Roch, Saint-Jean, Montcalm, Saint-Louis, du Palais, Saint-Pierre et Champlain, pour aboutir à un point quelconque dans ou en dehors de la cité de Québec, mais pas à plus de cinq milles de ses limites, avec pouvoir d'installer des poteaux dans les rues, chemins publics et ruelles, de suspendre des fils ou câbles pour les dites fins électriques, de traverser toute ligne de tramway ou chemins de fer.

3° Le siège principal des affaires de la dite compagnie sera en la cité de Québec.

4° Le capital action de la dite compagnie sera de deux cent mille piastres.

5° Le dit capital sera divisé en deux mille actions de cent piastres chacune.

6° Les noms, prénoms et adresses des personnes qui demanderont les dites lettres patentes, sont :

Les dits Jean Baptiste Laliberté, négociant ; John U. Gregory, gentilhomme ; Bernard Leonard, peintre décorateur ; Philippe B. Dumoulin, gérant de banque ; Jean François Guay, électricien ; Thomas M. W. Pampalon, notaire, tous de la cité de Québec.

7° Les dits J. B. Laliberté, J. U. Gregory, B. Leonard, P. B. Dumoulin, J. F. Guay et T. M. W. Pampalon seront les premiers directeurs de la dite compagnie, et ils sont tous sujets britanniques.

J. I. LAVERY,

Procureur des requérants.

Québec, 25 avril 1894.

1719

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Chicoutimi. }  
No. 343.

Dame Marie Luce Emma Potvin, de la paroisse de Saint-Gédéon, district de Chicoutimi, épouse de Wilfrid Simard, marchand, du même lieu, a intenté une action en séparation de biens contre son dit époux, le dix-huitième jour d'avril 1894.

CYR. O. LABRECQUE,

Avocat de la demanderesse.

Chicoutimi, 18 avril 1894.

1701

Province de Québec, }  
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*  
No. 362.

Avis est par le présent donné que Dame Marietta Côté, du canton de Compton, dans le district de Saint-François, épouse de Solime Dion, cultivateur, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit mari.

G. H. ST-PIERRE,

Avocat de la demanderesse.

Sherbrooke, 3 avril 1894.

1689

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite, suivant la loi, à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, articles 4694 et suivants des statuts révisés de Québec, et amendements, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la dite compagnie, en corps politique et incorporé sous le nom et dans le but ci-après décrits :

Le nom incorporé de la compagnie proposée sera "The Crescent Watch Case Company."

L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est dans le but de manufacturer et vendre des boîtes de montre, bijouteries et autres articles de la même nature.

La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Le montant proposé du fonds social sera de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en mille actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Les noms au long, résidences et professions de chacun des requérants sont comme suit :

John H. Jones, marchand en gros de bijouteries ; Alfred Eaves, marchand en gros de bijouteries ; James B. Williamson, bijoutier, tous de la dite cité de Mont-

to lead into another point in or out of the city of Québec, but not farther than five miles of his limits, with power of establish posts in the streets, public roads and lanes, to instal wires or cables for the said electric purposes, to cross other tramway or railway's tracks.

3 The principal place of business of the said company shall be in the city of Québec.

4° The capital stock of the said company will be two hundred thousand dollars.

5° The said capital stock will be divided into two thousand shares of one hundred dollars each.

6° The names, address and calling of each of the applicants for the said letters patent, are :

The said Jean Baptiste Laliberté, merchant ; John U. Gregory, gentleman ; Bernard Leonard, painter ; Philippe B. Dumoulin, bank manager ; Jean François Guay, electrician ; Thomas M. W. Pampalon, notary, all of the city of Québec.

7° The said J. B. Laliberté, J. U. Gregory, B. Leonard, P. B. Dumoulin, J. F. Guay and Thomas M. W. Pampalon will be the first directors of the said company, and they are all british subjects.

J. I. LAVERY,

Attorney for petitioners.

Quebec, 25th April, 1894.

1720

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Chicoutimi. }  
No. 343.

Dame Marie Luce Emma Potvin, of the parish of Saint Gédéon, district of Chicoutimi, wife of Wilfrid Simard, merchant, of the same place, has instituted an action in separation as to property on the eighteenth day of April, 1894, against her said husband.

CYR. O. LABRECQUE,

Attorney for plaintiff.

Chicoutimi, 18th April, 1894.

1702

Province of Quebec, }  
District of Saint Francis. } *Superior Court.*  
No. 362.

Notice is hereby given that Dame Marietta Côté, of the township of Compton, in the district of Saint Francis, wife of Solime Dion, farmer, of the same place, has, this day, instituted an action for separation of property against her said husband.

G. H. ST-PIERRE,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 3rd April, 1894.

1690

Notice is hereby given that application will be made according to law to His Honor the lieutenant governor in council, for the issue of letters patent under the provisions of the Joint Stock Companies' Incorporation Act, articles 4694 and following of the revised statutes of Quebec, and amendments, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the said company, a body politic and corporate under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

The corporate name of the proposed company is to be the Crescent Watch Case Company.

The object for which incorporation is sought is for the purpose of manufacturing and dealing in watch cases, jewelry and other articles of a kindred nature.

The chief place of business of such proposed company is to be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

The proposed amount of capital stock is to be one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one thousand shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The names in full, addresses and callings of each of the applicants are as follows :

John H. Jones, wholesale jeweller ; Alfred Eaves, wholesale jeweller ; James B. Williamson, jeweller, all of said city of Montreal ; John M. Graham,

réal ; John M. Graham, banquier, de la cité de Boston, dans l'Etat de Massachusetts, un des Etats-Unis ; George A. Carpenter, horloger ; Alvin T. Morrill, bijoutier, les deux derniers aussi de Boston susdit, et Selkirk Cross, de la dite cité de Montréal, Conseil de la Reine.

Les dits John Jones, Alfred Eaves, James B. Williamson et Selkirk Cross, tous résidants en Canada et sujets de Sa Majesté, seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,  
Solliciteurs des requérants.  
Montréal, 20 avril 1894. 1693

#### CHEMIN DE FER QUEBEC CENTRAL.

Avis est par le présent donné que l'assemblée générale annuelle de la compagnie du chemin de fer Québec Central, aura lieu à Londres, dans le bureau de la compagnie, No. 5, rue Great Winchester, Londres, E. C., lundi, le 4<sup>e</sup> jour de juin 1894, à midi, pour recevoir le rapport des directeurs et l'état des comptes jusqu'au 31 décembre 1893, et pour l'élection des directeurs.

Les livres de transfert seront fermés depuis lundi, le 28<sup>e</sup> jour de mai jusqu'à lundi, le 4<sup>e</sup> jour de juin, ces deux jours inclusivement.

Les porteurs de débetures désirant assister ou voter à l'assemblée devront déposer leurs bons au bureau de la compagnie, No. 5, rue Great Winchester, Londres, trois jours au moins avant l'assemblée.

Par ordre,

EDWARD DENT, Président.  
T. LINDLEY, Secrétaire.

No. 5, rue Great Winchester.  
Londres, E. C., 28 avril 1894. 1619-2

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 2104. }

Dame Loellah Maria Stoddart, épouse de Francis McCaffrey, commerçant, des cité et district de Montréal, judiciairement autorisée aux fins des présentes.  
Demanderesse ;

vs.

Le dit Francis McCaffrey, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause.

J. F. DUBREUIL,  
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 8 juillet 1893. 821-3

*Cour Supérieure— Québec.*

No. 819.

Dame Marie Josephine Aubert, épouse commune en biens d'Arthur Lafond, de la ville de Lévis, journalier, dûment autorisée à ester en justice,  
Demanderesse ;

vs.

Le dit Arthur Lafond, Défendeur.  
Une action en séparation des biens a été instituée en cette cause.

CHS. DARVEAU,  
Procureur de la demanderesse.

Québec, 26 février 1894. 1475-4

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 589. }

Dame Denise Bastien, de la cité de Sainte-Cunégonde, district de Montréal, épouse commune en biens de Maurice Leclaire, du même lieu,  
Demanderesse ;

vs.

Le dit Maurice Leclaire, Défendeur.  
La demanderesse donne par les présentes, avis qu'elle a, le treize mars dernier, poursuivi en séparation de biens son époux, le dit Maurice Leclaire, le défendeur en cette cause.

SAINT-PIERRE & PELISSIER,  
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 5 avril 1894. 1503-3

banker, of the city of Boston, in the State of Massachusetts, one of the United States ; George A. Carpenter, watchmaker ; Alvin T. Morrill, jeweller, the two last named also of Boston aforesaid, and Selkirk Cross, of said city of Montreal, Queen's Counsel.

Of whom the said John Jones, Alfred Eaves, James B. Williamson and Selkirk Cross, all of whom are residents in Canada and subjects of Her Majesty, are to be the first or provisional directors of said company.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,  
Solicitors for applicants.  
Montreal, 20th April, 1894. 1694

#### QUEBEC CENTRAL RAILWAY.

Notice is hereby given that the annual general meeting of the Quebec Central Railway Company, will be held in London, at the office of the company, No. 5, Great Winchester street, London, E. C., on Monday, 4th June, 1894, at 12 o'clock noon, to receive the report of the directors and statement of accounts to the 31st December, 1893, and to elect directors.

The transfer books will be closed from Monday, the 28th May to Monday, the 4th June, both days inclusive.

Income bondholders desirous of attending or voting at the meeting must deposit their bonds at the office of the company, No. 5, Great Winchester street, London, three days at least before the meeting.

By order,

EDWARD DENT, Président.  
T. LINDLEY, Secretary.

No. 5, Great Winchester street.  
London, E. C., 28th April, 1894. 1620

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 2194. }

Dame Loellah Maria Stoddart, of the city and district of Montreal, wife of Francis McCaffrey, of the same place, trader, hereto judicially authorized,  
Plaintiff ;

vs.

The said Francis McCaffrey, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted by plaintiff against defendant.

J. F. DUBREUIL,  
Attorney for plaintiff.

Montreal, 8th July, 1893. 822

*Superior Court— Québec.*

No. 819.

Dame Marie Josephine Aubert, wife common as to property of Arthur Lafond, of the town of Lévis, laborer, duly authorized to sue,  
Plaintiff ;

vs.

The said Arthur Lafond, Defendant.  
An action in separation as to property has been instituted in this cause.

CHS. DARVEAU,  
Attorney for plaintiff.

Québec, 26th February, 1894. 1476

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 589. }

Dame Denise Bastien, of the city of Sainte-Cunégonde, district of Montreal, wife common as to property of Maurice Leclaire, of the same place,  
Plaintiff ;

vs.

The said Maurice Leclaire, Defendant.  
The plaintiff hereby gives notice that she has, on the thirteenth of March last, sued her husband, the said Maurice Leclaire, the defendant in this cause, for separation as to property.

SAINT-PIERRE & PELISSIER,  
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 5th April, 1894. 1504

*Cour Supérieure.—Montmagny.*

No. 519.

Dame Marie Aurélie Beaudry, du township Montminy, épouse de François Carbonneau, du même lieu, cultivateur, dûment autorisée à ester en justice,  
Demanderesse ;

vs.

Le dit François Carbonneau, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 28 mars courant.

P. AUG. CHOQUETTE,  
Procureur de la demanderesse.

Montmagny, 28 mars 1894. 1505-3

District of Terrebonne. } *Cour Supérieure.*  
No. 579.

Dame Melodie Laroque, de la paroisse de Saint-Benoit, épouse de Augustin Neveu, du même lieu, hôtelier, donne avis qu'elle a, ce jour, poursuivi son mari en séparation de biens.

J. D. LEDUC.

Avocat de la demanderesse.

Sainte-Scholastique, 5 avril 1894. 1555-3

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Québec. }  
No. 1145.

Avis est par le présent donné que Dame Marie Angélique Emma Fafard, épouse de Charles François Thomas Letellier de St. Just, de Québec, marchand, dûment autorisée à ester en justice, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son époux.

FLYNN &amp; DIONNE,

Procureurs de la demanderesse.

Québec, 12 avril 1894. 1213-3

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Beauharnois. }  
No. 1282.

Avis est donné que Dame Adéline Gravel, de la paroisse de Saint-Timothée, dit district, épouse de David Durocher, cultivateur et ci-devant boulanger, du même lieu, a, ce jour, poursuivi son dit mari en séparation de biens.

THOMAS BROSSOIT,

Avocat de la demanderesse.

Beauharnois, 3 avril 1894. 1421-4

Canada, } *Cour Supérieure.*  
Province de Québec, }  
District de Montréal. }  
No. 312.

Dame Albertine Lefebvre, de la paroisse de Notre-Dame-de-Grâces, dit district, a institué une action en séparation de biens contre Godfroy Charlebois, son époux, du même lieu.

BEAUDIN, CARDINAL &amp; LORANGER,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 2 avril 1894. 1447-4

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Saint-François. }  
No. 10.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, devant la dite cour, par Dame Amélie Moreau, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, épouse de William Murray, commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, contre son dit époux, William Murray.

PANNETON, MULVENA &amp; LÉBLANC,

Procureurs de la demanderesse.

Sherbrooke, 2 avril 1894. 1449-4

Province de Québec, } *Cour Supérieure, Montréal.*  
District de Montréal. }  
No. 929.

Dame Eliose Daoust, de la cité et du district de Montréal, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son mari Louis Lalonde, conducteur, du même lieu.

PELLAND &amp; GIRARD,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 15 mars 1894. 1477-4

*Superior Court.—Montmagny.*

No. 519.

Dame Marie Aurélie Beaudry, of the township Montminy, wife of François Carbonneau, of the same place, farmer, duly authorized to sue,  
Plaintiff ;

vs.

The said François Carbonneau, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 28th of March instant

P. AUG. CHOQUETTE,  
Attorney for plaintiff.

Montmagny, 28th March, 1894. 1506

District of Terrebonne. } *Superior Court.*  
No. 579.

Dame Melodie Laroque, of the parish of Saint-Benoit, wife of Augustin Neveu, of the same place, hotelkeeper, hereby give notice that she has, this day, sued her husband in separation as to property.

J. D. LEDUC,

Attorney for the plaintiff.

Saint Scholastique, 5th April, 1894. 1556

Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Quebec. }  
No. 1145.

Notice is hereby given that Dame Marie Angélique Emma Fafard, wife of Charles François Thomas Letellier de St. Just, of Quebec, merchant, duly authorized to sue, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

FLYNN &amp; DIONNE,

Attorneys for plaintiff.

Quebec, 12th April, 1894. 1214

Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Beauharnois. }  
No. 1282.

Notice is hereby given that Dame Adéline Gravel, of the parish of Saint-Timothée, said district, wife of David Durocher, farmer and heretofore baker, of the same place, has, this day, sued her said husband in separation as to property.

THOMAS BROSSOIT,

Attorney for plaintiff.

Beauharnois, 3rd April, 1894. 1422

Canada, } *Superior Court.*  
Province of Quebec, }  
District of Montréal. }  
No. 312.

Dame Albertine Lefebvre, of the parish of Notre Dame de Grâces, said district, has instituted an action for separation of property against Godfroy Charlebois, her husband, of the same place.

BEAUDIN, CARDINAL &amp; LORANGER,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 2nd April, 1894. 1448

Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Saint Francis. }  
No. 10.

An action for separation of property has been, this day, instituted in the said court, by Dame Amélie Moreau, of the city of Sherbrooke, district of Saint-François, wife of William Murray, trader, of the same place, duly authorized to sue, against her said husband, William Murray.

PANNETON MULVENA &amp; LÉBLANC,

Attorneys for plaintiff.

Sherbrooke, 2nd April, 1894. 1450

Province of Quebec, } *Superior Court, Montreal.*  
District of Montréal. }  
No. 929.

Dame Eliose Daoust, of the city and district of Montreal, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband Louis Lalonde, conductor, of the same place.

PELLAND &amp; GIRARD,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 15th March, 1894. 1478

## Avis de Faillites

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re* J. Bte Corriveau, Failli.  
 Nous, soussignés, comptables, de la cité de Montréal, avons été dûment nommés curateurs aux biens du dit failli, par l'honorable juge Archibald, en date du 23e jour d'avril courant.  
 Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations à notre bureau, No. 15, rue Saint-Jacques, dans un délai de trente jours, à compter du présent avis.

BILODEAU & RENAUD,  
 Curateurs.  
 Montréal, 23 avril 1894. 1695

Province de Québec, }  
 District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*  
 No. 105.  
 Dans l'affaire de Joseph Millette, boucher, de la cité de Saint-Hyacinthe, Failli.  
 Je, soussigné, ai été nommé curateur aux biens du dit Joseph Millette, le 18 avril courant, par ordonnance de la cour supérieure du district de Saint-Hyacinthe.  
 Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau, sous 30 jours de la date du présent avis.

F. X. A. BOISSEAU,  
 Curateur.  
 Saint-Hyacinthe, 19 avril 1894. 1691

## AVIS DE CESSION.

Je, Jean Baptiste Edouard Pampalon, épicier, de la cité de Québec, donne avis par les présentes, que le 21 avril courant, j'ai fait cession judiciaire de mes biens pour le bénéfice de mes créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Québec.

J. B. E. PAMPALON,  
 HENRY A. BEDARD,  
 Gardien provisoire.

Bureau : 125, rue Saint-Pierre.  
 Québec, 24 avril 1894. 1709

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 John T. Lyons, Demandeur :  
 vs.

Thomas B. Lyons, Défendeur.  
 Avis est par le présent donné que je, soussigné, Thomas B. Lyons, hôtelier, des cité et district de Montréal, le 23e jour d'avril 1894, ai fait un abandon judiciaire de mes biens pour le bénéfice de mes créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal.

THOMAS B. LYONS.  
 Montréal, 23 avril 1894. 1715

Province de Québec, }  
 District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*  
*In re* C. Jasmin, de Coaticook, Qué., Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire sujet a objections jusqu'au 15 mai prochain (1894), après laquelle date les dividendes seront payables à notre bureau.  
 J. P. ROYER,  
 R. R. BURRAGE,  
 Curateurs conjoints.

Bureau de Royer & Burrage,  
 87, rue Wellington, Sherbrooke, Qué. 1735

## Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
*In re* J. Bte Corriveau, Insolvent.  
 We, the undersigned, accountants, of the city of Montreal, have been duly appointed joint curators in the estate of said insolvent, by the Honorable judge Archibald, in date of 23rd day of April instant.  
 The creditors of the said insolvent are requested to produce their claims at our office, No. 15, Saint James street, within thirty days, from the present notice.

BILODEAU & RENAUD,  
 Curators.  
 Montreal, 23rd April, 1894. 1696

Province of Quebec, }  
 District of Saint Hyacinthe. } *Superior Court.*  
 No. 105.  
 In the matter of Joseph Millette, butcher, of the city of Saint Hyacinthe, Insolvent.  
 I, the undersigned, have been appointed curator to the estate of the said Joseph Millette, on the 18th of April instant, by judgment of the superior court of the district of Saint Hyacinthe.  
 Creditors of the said insolvent are requested to file their claims in my office, within thirty days from the present notice.

F. X. A. BOISSEAU,  
 Curator.  
 Saint Hyacinthe, 19th April, 1894. 1692

## NOTICE OF ASSIGNMENT.

I, Jean Baptiste Edouard Pampalon, grocer, of the city of Quebec, do hereby give notice that on the 21st of April, 1894, I have made a judicial abandonment of my property for the benefit of my creditors, at the office of the prothonotary of the superior court for the district of Quebec.

J. B. E. PAMPALON,  
 HENRY A. BEDARD,  
 Provisional guardian.

Office : 125, Saint Peter street.  
 Quebec, 24th April, 1894. 1710

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 John T. Lyons, Plaintiff :  
 vs.

Thomas B. Lyons, Defendant.  
 Notice is hereby given that I, the undersigned, Thomas B. Lyons, restaurant keeper, of the city and district of Montreal, did, on the 23rd day of April, 1894, in the office of the prothonotary of the superior court, in the district of Montreal, make a judicial abandonment of my property for the benefit of my creditors.

THOMAS B. LYONS.  
 Montreal, 23rd April, 1894. 1716

Province of Quebec, }  
 District of Saint Francis. } *Superior Court.*  
*In re* C. Jasmin, of Coaticook, Que., Insolvent.

A first and final dividend has been prepared in this matter open to objections until the 15th day of May next (1894), after which date dividends will be payable at our office.  
 J. P. ROYER,  
 R. R. BURRAGE,  
 Joint curators.

Office of Royer & Burrage,  
 87, Wellington street, Sherbrooke, Que. 1736

Province de Québec, }  
 District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*  
*In re* Philéas Benoit, Insolvable ;  
 et  
 F. X. Bilodeau, Curateur.  
 Un second et final bordereau de collocation a été préparé en cette cause, les collocations seront payables à nos bureaux, à partir du 14e jour de mai prochain, 1894.  
 Toute contestation à tel dividende devra être déposée devant nous avant la date susmentionnée.

F. X. BILODEAU,  
 Curateur.  
 15, rue Saint-Jacques,  
 Montréal, 26 avril 1894. 1769

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 N. Laramée, Demandeur ;

vs.  
 Louis Tétreault, commerçant, de Verchères,  
 Défendeur absent.

Avis public est par le présent donné que par ordre de la cour, le 18e jour d'avril 1894, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli absent.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois.

CHS. DESMARTEAU,  
 Curateur.  
 No. 1598, rue Notre-Dame,  
 Montréal. 1765

*Cour Supérieure—Quebec*  
 Avis public est donné que Messieurs Goulet & Frère, de Lévis, marchands épiciers, ont ce jour fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Québec.

D. ARCAND,  
 Gardien provisoire.  
 1773

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re* Alex. Ménard, maître charretier, de Montréal,  
 Failli absent ;

et  
 Chs. Desmarteau, Curateur.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 15e jour de mai 1894, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

C. DESMARTEAU,  
 Curateur.  
 Nos. 1598 et 1608, rue Notre-Dame,  
 Montréal, 28 avril 1894. 1763

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re* Pierre Ste-Marie, épiciier, de Montréal,  
 Failli ;

et  
 Chs Desmarteau, Curateur.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 15e jour de mai 1894, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

CHS. DESMARTEAU,  
 Curateur.  
 No. 1598, rue Notre-Dame,  
 Montréal, 28 avril 1894. 1761

### Règles de Cour

Canada, }  
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
 District de Saint-François. }  
 No. 272.

Le vingt-quatrième jour d'avril mil huit cent quatre-vingt-quatorze.

Présent :—L'honorable M. le juge GILL.  
 James A. Skinner et Robert B. Skinner, tous deux

Province of Quebec, }  
 District of Saint Hyacinthe. } *Superior Court.*  
*In re* Philéas Benoit, Insolvent ;  
 and  
 F. X. Bilodeau, Curator.

A second and final bordereau of dividend has been prepared in this cause, the collections will be payable at our offices, from the 14th day of May next, 1894.

Any contestation to such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

F. X. BILODEAU,  
 Curator.  
 15, Saint James street,  
 Montreal, 26th April, 1894. 1770

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 N. Laramée, Plaintiff ;

vs.  
 Louis Tétreault, trader, of Verchères,  
 Defendant absentee.

Notice is hereby given that on the 18th day of April, 1894, by order of the court, I was appointed curator to the estate of said defendant absentee.

Claims must be filed within a month.

CHS. DESMARTEAU,  
 Curator.  
 No. 1598, Notre Dame street,  
 Montreal. 1766

*Superior Court—Quebec*  
 Public notice is hereby given that Messrs Goulet & Frère, of Lévis, have this day made an abandonment of their assets for the benefit of their creditors at the prothonotary's office of the superior court of the district of Québec.

D. ARCAND,  
 Provisional guardian.  
 1774

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
*In re* Alex. Ménard, master carter, of Montreal,  
 Insolvent absentee ;

and  
 Chs. Desmarteau, Curator.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 15th day of May, 1894, after which date dividend will be payable at my office.

CHS. DESMARTEAU,  
 Curator.  
 Nos. 1598 and 1608, Notre Dame street,  
 Montreal, 28th April, 1894. 1764

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
*In re* Pierre Ste Marie, grocer, of Montreal,  
 Insolvent ;

and  
 Chs Desmarteau, Curator.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 15th day of May, 1894, after which date dividend will be payable at my office.

CHS. DESMARTEAU,  
 Curator.  
 No. 1598, Notre Dame street,  
 Montreal, 28th April, 1894. 1762

### Rules of Court

Canada, }  
 Province of Quebec, } *Superior Court.*  
 District of Saint Francis. }  
 No. 272.

The twenty-fourth day of April, one thousand eight hundred and ninety-four.

Present :—The Honorable Mr. Justice GILL.  
 James A. Skinner and Robert B. Skinner, both of

de la cité de Toronto, dans la province d'Ontario, commerçants et associés, y faisant affaires ensemble comme tels sous les nom et raison de " James A. Skinner & Co., " Demandeurs ;

vs.

H. A. Odell, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, Défendeur.

Il est ordonné sur requête faite par et en faveur des demandeurs, en autant que l'insolvabilité du défendeur est alléguée et que les oppositions au paiement des argents prélevés ont été produites en vertu du bref d'exécution *Fieri Facius de Bonis* dans cette cause, lesquels argents sont entre les mains du protonotaire pour distribution, que les créanciers du dit défendeur soient requis de produire leurs réclamations sous quinze jours de la première insertion de cet ordre à être publié deux fois dans les langues française et anglaise, dans la *Gazette Officielle de Québec*, le tout avec frais distracts en faveur à MM. Hurd & Fraser, procureurs des demandeurs.

1741

CABANA &amp; BOWEN,

P. C. S.

*Cour Supérieure—Québec.*

No. 2593.

La cité de Québec, Requérente en expropriation ;

vs.

Alexandre Robertson, Intimé.

Avis public est par le présent donné que la cité de Québec, requérante en cette affaire, a déposé au bureau du protonotaire, à Québec, une somme de treize cent quatre-vingt-treize piastres, représentant la valeur du lot numéro onze cent quatre-vingt-deux (1182), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, exproprié en cette affaire, et toute réclamation ou opposition afin de conserver devra être produite au bureau du protonotaire, à Québec, dans les huit jours qui suivront la dernière publication du présent avis.

P. MALOUIN,

D. P. C. S.

Bureau du protonotaire,  
Québec, 16 avril 1894.

1667-2

*Cour Supérieure—Québec.*

No. 2587.

La cité de Québec, Requérente en expropriation ;

vs.

John Martin, Intimé.

Avis public est par le présent donné que la cité de Québec, requérante en cette affaire, a déposé au bureau du protonotaire, à Québec, une somme de quinze cent quarante-trois piastres, représentant la valeur du lot numéro onze cent quatre-vingt-trois (1183), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, exproprié en cette affaire, et toute réclamation ou opposition afin de conserver devra être produite au bureau du protonotaire, à Québec, dans les huit jours qui suivront la dernière publication du présent avis.

P. MALOUIN,

D. P. C. S.

Bureau du protonotaire,  
Québec, 16 avril 1894.

1671-2

*Cour Supérieure—Québec.*

No. 2591.

La cité de Québec, Requérente en expropriation ;

vs.

Joseph Brodrigüe, Intimé.

Avis public est par le présent donné que la cité de Québec, requérante en cette affaire, a déposé au bureau du protonotaire, à Québec, une somme de

the city of Toronto, in the province of Ontario, traders and co-partners, doing business there together as such under the name and firm of " James A. Skinner & Co. ", Plaintiffs ;

vs.

H. A. Odell, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, Defendant.

It is ordered on motion by and on behalf of plaintiff, inasmuch as oppositions alleging insolvency of said defendant have been filed, to the payment of moneys levied under the writ of execution *Fieri Facius de Bonis* in this cause, which moneys are in the hands of the prothonotary for distribution, that the creditors of said defendant do file their claims within fifteen days from the first insertion of this order to be published twice in the english and french languages, in the *Quebec Official Gazette*, the whole with costs distracts to Messrs. Hurd & Fraser, plaintiffs' attorneys.

1742

CABANA &amp; BOWEN,

P. S. C.

*Superior Court—Quebec.*

No. 2593.

The city of Québec, Petitioner in expropriation ;

vs.

Alexander Robertson, Respondent.

Public notice is hereby given that the city of Québec, petitioner in this matter, has deposited in the prothonotary's office, at Québec, a sum of one thousand three hundred and ninety-three dollars, representing the value of lot number eleven hundred and eighty-two (1182), of the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of Saint Sauveur of Québec, expropriated herein, and any claim or opposition to secure charges must be filed in the prothonotary's office, at Québec, within eight days from the last publication of the present notice.

P. MALOUIN,

D. P. S. C.

Prothonotary's office,  
Québec, 16th April, 1894.

1668

*Superior Court—Quebec.*

No. 2587.

The city of Québec, Petitioner in expropriation ;

vs.

John Martin, Respondent.

Public notice is hereby given that the city of Québec, petitioner in this matter, has deposited in the prothonotary's office, at Québec, a sum of one thousand five hundred and forty-three dollars, representing the value of lot number eleven hundred and eighty-three (1183), of the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of Saint Sauveur of Québec, expropriated herein, and any claim or opposition to secure charges must be filed in the prothonotary's office, at Québec, within eight days from the last publication of the present notice.

P. MALOUIN,

D. P. S. C.

Prothonotary's office,  
Québec, 16th April, 1894.

1672

*Superior Court—Quebec.*

No. 2591.

The city of Québec, Petitioner in expropriation ;

vs.

Joseph Brodrigüe, Respondent.

Public notice is hereby given that the city of Québec, petitioner in this matter, has deposited in the prothonotary's office, at Québec, a sum of one

seize cent quatre-vingt-dix-huit piastres et quarante cents, représentant la valeur des lots numéros douze cent sept (1207) et douze cent dix (1210), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, exproprié en cette affaire, et toute réclamation ou opposition afin de conserver devra être produite au bureau du protonotaire, à Québec, dans les huit jours qui suivront la dernière publication du présent avis.

P. MALOUIN,  
D. P. C. S.

Bureau du protonotaire,  
Québec, 16 avril 1894.

1669-2

*Cour Supérieure—Québec.*

No. 2589.

La cité de Québec, Requérente en expropriation :  
et

Joseph Brodrigue, Intimé.

Avis public est par le présent donné que la cité de Québec, requérante en cette affaire, a déposé au bureau du protonotaire, à Québec, une somme de quinze cent trente-huit piastres, représentant la valeur du lot numéro douze cent douze (1212), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, exproprié en cette affaire, et toute réclamation ou opposition afin de conserver devra être produite au bureau du protonotaire, à Québec, dans les huit jours qui suivront la dernière publication du présent avis.

P. MALOUIN,  
D. P. C. S.

Bureau du protonotaire,  
Québec, 16 avril 1894.

1673-2

### Licitation

Canada,  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Montréal.

### LICITATION.

Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal, le premier jour de mars mil huit cent quatre-vingt quatorze, dans une cause No. 2416, des dossiers de la dite cour, dans laquelle Dame Catherine O'Brien, de la cité et du district de Montréal, veuve de feu Denis Loughman, en son vivant marchand épiciier, du même lieu, est Demanderesse; et Michael Loughman, commerçant, de la dite cité et district de Montréal, tant personnellement qu'en sa qualité de tuteur aux biens situés en la dite province de Québec, et dit district de Montréal, appartenant aux enfants mineurs de feu John Loughman, en son vivant commerçant, de la ville de Winnipeg, en la province de Manitoba, et issus du mariage de ce dernier avec Dame Margaret McCarthy, son épouse; Dame Mary Ann Loughman, épouse de Michael O'Flaherty, commerçant, de Montréal susdit, et ce dernier aux fins d'autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes, et Dame Catherine Loughman, épouse de Francis Clarke, mécanicien, de Montréal susdit, et ce dernier aux fins d'autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes, sont Défendeurs, ordonnant la licitation de l'immeuble suivant, savoir :

Un terrain situé en la cité de Montréal, au quartier de la Reine, faisant partie du lopin de terre connu sous le nom de Ferme Saint-Gabriel, et désigné sous le No. 648, au plan de division de la dite ferme; tenant par devant à la rue Saint-Patrice, et contenant quarante-cinq pieds de front sur cent vingt de profondeur, le dit immeuble étant main-

thousand six hundred and ninety-eight dollars and forty cents, representing the value of lots numbers twelve hundred and seven (1207) and twelve hundred and ten (1210), of the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of Saint Sauveur of Quebec, expropriated herein, and any claim or opposition to secure charges must be filed in the prothonotary's office, at Quebec, within eight days from the last publication of the present notice.

P. MALOUIN,  
D. P. S. C.

Prothonotary's office,  
Québec, 16th April, 1894.

1670

*Superior Court—Québec.*

No. 2589.

The city of Quebec, Petitioner in expropriation :  
vs.

Joseph Brodrigue, Respondent.

Public notice is hereby given that the city of Quebec, petitioner in this matter, has deposited in the prothonotary's office, at Quebec, a sum of one thousand five hundred and thirty-eight dollars, representing the value of lot number twelve hundred and twelve (1212), of the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of Saint Sauveur of Quebec, expropriated herein, and any claim or opposition to secure charges must be filed in the prothonotary's office, at Quebec, within eight days from the last publication of the present notice.

P. MALOUIN,  
D. P. S. C.

Prothonotary's office,  
Québec, 16th April, 1894.

1674

### Licitation

Canada,  
Province of Quebec, } *Superior Court*  
District of Montreal.

### LICITATION.

Public notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting in the city of Montreal, in the district of Montreal, the first day of March, eighteen hundred and ninety-four, in a cause No. 2416, of the records of said court, wherein Dame Catherine O'Brien, of the city and district of Montreal, widow of the late Denis Loughman, in his lifetime of the same place, grocer, is Plaintiff; and Michael Loughman, of the city and district of Montreal, trader, as well personally as in his quality of tutor to the property situated in the said province of Quebec, and said district of Montreal, belonging to the minor children of the late John Loughman, in his lifetime of the town of Winnipeg, in the province of Manitoba, and born of his marriage with Dame Margaret McCarthy, his wife; Dame Mary Ann Loughman, wife of Michael O'Flaherty, of Montreal aforesaid, trader, and the latter for the purpose of authorizing his said wife to the effect of these presents, and Dame Catherine Loughman, wife of Francis Clarke, of Montreal aforesaid, mechanic, and the latter for the purpose of authorizing his said wife to the effect of these presents, are Defendants, ordering the licitation of the immoveable described as follows, to wit :

A lot of land situate in the city of Montreal, in the Queen's ward, forming part of the lot of land known under the name of Saint Gabriel Farm, and designated under the No. 648, on the division plan of said farm; bounded in front by Saint Patrick's street, and containing forty-five feet in front by one hundred and twenty in depth, the said immoveable

tenant dans le quartier Saint-Gabriel, de la dite cité de Montréal, et le lot de terre connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Montréal, comme lot numéro deux mille huit cent trente-neuf (No. 2839), de la dite paroisse de Montréal.

L'immeuble ci-dessus décrit sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le HUITIÈME jour de MAI prochain (1894), à DIX heures ET DEMIE du matin, cour tenante, dans la salle d'audience de la dite cour supérieure, au palais de justice, en la cité de Montréal; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au bureau du protonotaire de la dite cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au bureau du protonotaire de la dite cour, au moins quinze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

CURRAN & GRENIER,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 2 mars 1894. 913-3  
[Première publication, 3 mars 1894.]

property being now in the Saint Gabriel ward, of the said city of Montreal, and the lot of land known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Montreal, as lot number two thousand eight hundred and thirty-nine (No. 2839), of the said parish of Montreal.

The above described property will be put to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the EIGHTH day of MAY next (1894), at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon, before the said superior court, sitting in the court house, in the city of Montreal; subject to the charges, clause and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, fifteen days at least before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and oppositions for payment must be filed within the six days next after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

CURRAN & GRENIER,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 2nd March, 1894. 914  
[First published, 3rd March, 1894.]

### Ventes par le Sherif—Arthabaska

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposés au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposés en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—Comté de Drummond.

Arthabaska, à savoir: } CHARLES HENRY  
No. 5537. } HARVEY WAD-  
LEIGH, Demandeur; contre JEAN ISAIE ALIAS  
JOHN LETARTE, Défendeur.

1° Un certain morceau de terre situé dans le canton de Kingsey, dans le comté de Drummond, connu comme étant la moitié sud-ouest du lot numéro six, dans le huitième rang du dit canton de Kingsey, contenant cent acres en superficie, plus ou moins; borné en front par le septième rang, en arrière par une ligne transversale au milieu du dit lot, joignant d'un côté au lot numéro cinq, du dit huitième rang, et de l'autre côté au lot numéro sept, du même rang—sans bâtisse.

2° Un morceau de terre situé dans le canton de Kingsey, connu comme étant la moitié sud-est de la moitié sud-ouest du lot numéro sept, dans le huitième rang du canton de Kingsey, contenant cinquante acres, plus ou moins, en superficie; borné en front par le septième rang, en profondeur par une ligne transversale au milieu du dit lot, joignant au sud-est au demi-lot numéro six, et au nord-ouest au reste du dit demi-lot sans bâtisse.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Félix de Kingsey, le CINQUIÈME jour de

### Sheriff's Sales—Arthabaska

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—County of Drummond.

Arthabaska, to wit: } CHARLES HENRY  
No. 5537. } HARVEY WADLEIGH,  
Plaintiff; against JEAN ISAIE ALIAS JOHN  
LETARTE, Defendant.

1° A certain piece of land situate in the township of Kingsey, in the county of Drummond, known as the south west half of lot number six, in the eighth range of said township of Kingsey, containing one hundred acres in superficies, more or less; bounded in front by the seventh range, in rear by a transversal line on the middle of the said lot, joining on one side to the lot number five, of the said eighth range, and on the other side to the lot number seven, of the same range—without any building.

2° A piece of land situate in the township of Kingsey, known as being the south east half of the south west half of the lot number seven, in the eighth range of the township of Kingsey, containing fifty acres, more or less, in superficies; bounded in front by the seventh range, in depth by a transversal line on the middle of said lot, joining to the south east to the half lot number six, and on the north west to the remainder of the said half lot—without any building.

To be sold at the parochial church door of Saint Félix of Kingsey, on the FIFTH day of MAY next,

MAI prochain, à UNE heure de l'après-midi. Le dit bref rapportable le trente et unième jour de mai prochain.

P. L. O. MILOT,  
Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Arthabaskaville, 28 février 1894. 925-3  
[Première publication, 3 mars 1894.]

### Ventes par le Shérif—Beauce

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître en suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions, excepté en cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précèdent immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Brief.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Cour de Circuit—District de Québec.*

Beauce, à savoir : } **LE CREDIT FONCIER**  
No. 358. } **FRANCO-CANADIEN**,  
corps politique et incorporé, ayant son principal établissement en la cité de Montréal, et faisant affaires en la cité de Québec, Demandeur; contre **LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES** pour la municipalité de Sainte-Agnès de Ditchfield, dans le comté de Beauce, ayant élu domicile pour les fins des présentes au bureau du protonotaire de notre cour supérieure, à Québec, Défendeurs, savoir :

1° Un certain morceau de terre ou emplacement formant partie du lot de terre numéro deux, dans le premier rang du canton de Ditchfield, de la contenance de cent pieds de front par cent trente pieds de profondeur, plus ou moins; et borné en front à l'ouest par le chemin principal ou chemin de front du premier rang de Ditchfield, en arrière à l'est par le lot numéro trente-quatre, sur un certain plan de subdivision des lots ou emplacements actuellement en possession des héritiers de feu Dame Mary Hall, d'un côté au sud par le lot numéro deux, sur le même plan, et de l'autre côté au nord par le lot marqué lettre E, sur le même plan de subdivision, tel que le tout se poursuit, comporte et étend de toute part—circonstances et dépendances.

2° Un certain morceau ou lopin de terre formant partie de la moitié nord du lot de terre numéro trente-six, dans le premier rang du canton de Ditchfield, de la contenance de quarante-cinq pieds de front par soixante-dix pieds de profondeur; borné en front au sud-ouest au chemin public du premier rang de Ditchfield, et de tous les autres côtés, à partir du résidu de la dite moitié nord du lot de terre numéro trente-six, tel que le tout est maintenant borné et marqué par des poteaux sur le dit terrain—circonstances et dépendances, sans réserve.

3° Un certain lopin de terre ou emplacement de la contenance de cinquante pieds de front par cinquante pieds de profondeur, et formant partie du lot de terre numéro treize, dans le troisième rang du canton de Ditchfield; borné en front à l'ouest au chemin public du même rang, en arrière à l'est et d'un côté au sud à partir de la balance du lot de terre numéro treize susdit, et de l'autre côté au nord à la ligne de division entre les lots numéros douze et treize du même rang—avec la maison d'école dessus construite, circonstances et dépendances, sans réserve.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Beauce, en la paroisse de Saint-François

at ONE of the clock in the afternoon. Said writ returnable on the thirty-first day of May next.

P. L. O. MILOT,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Arthabaskaville, 28th February, 1894. 926  
[First published, 3rd March, 1894.]

### Sheriff's Sales—Beauce

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Circuit Court—District of Quebec.*

Beauce, to wit : } **LE CREDIT FONCIER**  
No. 358. } **FRANCO-CANADIEN**, a  
body corporate and politic, having its chief place of business in the city and district of Montreal, and carrying on business at the city of Quebec, Plaintiff; against **THE SCHOOL COMMISSIONERS** for the municipality of Sainte-Agnès de Ditchfield, in the county of Beauce, having elected domicile for the purposes thereof in the office of the protonotary of the superior court, at Quebec, Defendants, to wit :

1° A certain piece of land forming part of lot of land number two, in the first range of the township of Ditchfield, measuring one hundred feet in front by one hundred and thirty feet in depth, more or less; bounded in front to the west by the main road or front road of the first range of Ditchfield, in rear to the east by lot number thirty-four, on a certain subdivision plan of the lots now in the possession of the heirs of the late Dame Mary Hall, on one side to the south by the lot number two, on the same plan, and on the other side on the north by the lot marked letter E, on the same subdivision plan, such as the whole is and extends in every direction—circumstances and dependencies.

2° A certain piece or lot of land forming part of the north half of lot of land number thirty-six, in the first range of the township of Ditchfield, measuring forty-five feet in front by seventy feet in depth; bounded in front to the south west by the public road of the first range of Ditchfield, and on all the other sides, starting from the residue of the said north half of lot of land number thirty-six, such as the whole is now bounded and marked by posts on the said land—circumstances and dependencies, without reserve.

3° A certain lot of land containing fifty feet in front by fifty feet in depth, and forming part of lot of land number thirteen, in the third range of the township Ditchfield; bounded in front to the west by the public road of the same range, in rear to the east and on one side to the south starting from the remainder of the lot of land number thirteen aforesaid, and on the other side to the north by the division line between lots numbers twelve and thirteen of the same range—with the school house thereon erected, circumstances and dependencies, without reserve.

To be sold at the registry office of the county of Beauce, in the parish of Saint-François de la Beauce

de la Beauce, le CINQUIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable sans délai.

G. O. TASCHEREAU,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Joseph, Beauce, 24 mars 1894. 1397-2  
[Première publication, 31 mars 1894.]

### Ventes par le Shérif—Beauharnois

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*Cour Supérieure.*

Province de Québec, } GEORGE TRAVER, De-  
District d'Iberville. } mandeur; vs. ROBERT  
No. 191. } KEDDY ET AL., Défendeurs.

Comme appartenant à Robert Keddy :

Une terre située dans le troisième rang du township de Hemmingford, appelé *Granted Land*, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du dit township de Hemmingford, sous le numéro quatre-vingt-dix-sept A (97 A), de la contenance de cinquante-quatre arpents et quatre-vingt-seize perches, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement du comté de Huntingdon, au village de Huntingdon, SAMEDI, le TRENTIEME jour de JUIN prochain, à UNE heure de l'après-midi. Bref rapportable le dix-septième jour de juillet aussi prochain.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Beauharnois, 23 avril 1894. 1699  
[Première publication, 28 avril 1894.]

#### MANDAT DE CURATEUR.

*Cour Supérieure.*

Province de Québec, } IN RE EUSEBE TUR-  
District de Beauharnois. } COT, Failli; et JAMES  
No. 81. } P. BROWN, Curateur.

1 La moitié indivise d'un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jean Chrysostôme, sous le numéro sept cent quatre-vingt-douze (792).

2 Un autre emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Jean Chrysostôme, sous le numéro sept cent soixante et cinq (765).

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Jean Chrysostôme, VENDREDI, le VINGT-NEUVIEME jour de JUIN prochain, à MIDI.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Beauharnois, 24 avril 1894. 1723  
[Première publication, 28 avril 1894.]

on the FIFTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable without delay.

G. O. TASCHEREAU,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint Joseph, Beauce, 24th March, 1894. 1393  
[First published, 31st March, 1894.]

### Sheriff's Sales—Beauharnois

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*Superior Court.*

Province of Quebec, } GEORGETRAVER, Plain-  
District of Iberville. } tiff; vs. ROBERT  
No. 191. } KEDDY ET AL., Defendants.

As belonging to Robert Keddy :

A land situate in the third range of the township of Hemmingford, called *Granted Land*, known and designated on the official plan and book of reference of the said township of Hemmingford, as number ninety-seven A (97 A), containing fifty-four arpents and ninety-six perches, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the registry office of the county of Huntingdon, at the village of Huntingdon, on SATURDAY, the THIRTIETH day of JUNE next, at ONE o'clock in the afternoon. Writ returnable on the seventeenth day of July also next.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Beauharnois, 23rd April, 1894. 1700  
[First published, 28th April, 1894.]

#### CURATOR'S WARRANT.

*Superior Court.*

Province of Québec, } IN RE EUSEBE TUR-  
District of Beauharnois. } COT, Insolvent; and  
No. 81. } JAMES P. BROWN,  
Curator.

1 The undivided half of a lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Jean Chrysostôme, as number seven hundred and ninety-two (792).

2 Another lot known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Jean Chrysostôme, as number seven hundred and sixty-five (765).

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Jean Chrysostôme, on FRIDAY, the TWENTY-NINTH day of JUNE next, at NOON.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Beauharnois, 24th April, 1894. 1724  
[First published, 28th April, 1894.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } DAME ELIZABETH  
 District de Beauharnois. } COWAN CROSS ET  
 No. 1234. } VIE, Demandeurs; contre  
 PIERRE LEDUC, fils de Bazile, Défendeur.

1 Une terre située dans la septième concession de Catherinestown, dans la paroisse de Sainte-Cécile, connue et désignée comme les deux tiers sud-ouest du numéro trois cent quarante-cinq (345), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Cécile, mesurant ce dit lot de terre environ deux arpents en largeur sur environ dix-neuf arpents en longueur, plus ou moins quant à la longueur; bornée en front vers le nord-ouest par la digue (dam) construite par le gouvernement du Dominion, à un demi-arpent de la dite digue (dam), en arrière par le No. 353, d'un côté vers le nord-est par le résidu du No. 345, du côté sud-ouest par le No. 346.

2 Un lot de terre partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la ville Salaberry de Valleyfield, sous le numéro cent quatre (104), superficie environ 3080 pieds; borné comme suit: en front vers le nord par une rue, vers le nord-est par le No. 48, au sud par le résidu du dit lot No. 104, au sud-ouest par le lot No. 105—avec les bâtisses sus-érigées.

3 Un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la ville Salaberry de Valleyfield, sous le numéro cinq cent quatre-vingt-trois (593)—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Cécile, SAMEDI, le CINQUIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Bref rapportable le septième jour de mai aussi prochain.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Beauharnois, 27 février 1894. Shérif, 879-3  
 [Première publication, 3 mars 1894.]

## Ventes par le Shérif—Bedford

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit, comté de Shefford.

Province de Québec, } W. D. STROUD ET FRE-  
 District de Bedford. } DERICK P. GEOR-  
 No. 1915. } GE STROUD, tous deux des  
 cité et district de Montréal, y faisant affaires ensemble en société sous les nom et raison de W. D. Stroud & Sons, Demandeurs; contre les terres et tenements d'ALPHONSE PICARD, du village de Sainte-Pudentienne, dans le comté de Shefford, commerçant, Défendeur.

Un morceau de terre dans le deuxième rang de l'arpentage primitif du canton de Roxton, dans le district de Bedford, et connu comme lot numéro quatre-vingt-cinq (85), des plan et livre de renvoi officiels du village de Sainte-Pudentienne, dans le

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } DAME ELIZABETH  
 District of Beauharnois. } COWAN CROSS ET  
 No. 1234. } VIE, Plaintiffs; against  
 PIERRE LEDUC, son of Bazile, Defendant.

1 A land situate in the seventh concession of Catherinestown, in the parish Sainte Cecile, known and designated as the south west two thirds of number three hundred and forty-five (345), of the official plan and book of reference of the said parish of Sainte Cecile, said lot measuring about two arpents in width by about nineteen arpents in length, more or less as to the length; bounded in front to the north west by the dam built by Dominion government, at one half arpent from the said dam, in rear by No. 353, on one side to the north east by the residue of lot 345, on the south west side by No. 346.

2 A lot of land being part of the lot known and designated on the official plan and book of reference of the town of Salaberry de Valleyfield, as number one hundred and four (104), area about 3080 feet; bounded as follows, in front to the north by a street, on the north east by No. 48, on the south by the residue of said lot No. 104, on the south west by lot No. 105—with the buildings thereon erected.

3 A lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the town of Salaberry de Valleyfield, under number five hundred and ninety-three (593)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of [the parish of Sainte Cécile, on SATURDAY, the FIFTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Writ returnable on the seventh day of May also next.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Beauharnois, 27th February, 1894. Sheriff, 880  
 [First published, 3rd March, 1894.]

## Sheriff's Sales—Bedford

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All opposition *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next, after the return of the writ.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court, county of Shefford.

Province of Quebec, } W. D. STROUD, AND  
 District of Bedford. } FREDERICK P.  
 No. 1915. } GEORGE STROUD, both  
 of the city and district of Montreal, doing business together there in co-partnership under the name and style of W. D. Stroud & Sons, Plaintiffs; against the lands and tenements of ALPHONSE PICARD, of the village of Sainte-Pudentienne, in the county of Shefford, trader, Defendant.

A certain piece of land in the second range of the primitive survey of the township of Roxton, in the district of Bedford, and known as lot number eighty-five (85), of the official plan and book of reference of the village of Sainte-Pudentienne, in said district;

dit district : borné comme suit : au nord-ouest par les lots numéros quatre-vingt-quatre et quatre-vingt-six (84 et 86), au sud-est par le chemin conduisant de Granby à Roxton Falls, au sud-ouest par la rivière Mawcook, et au nord-est par le chemin conduisant du dit village de Sainte-Pudentienne à Sainte-Cécile de Milton, contenant treize mille deux cents (13200) pieds en superficie—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Pudentienne, dans le village de Sainte-Pudentienne, et district de Bedford, le QUATRIEME jour de JUILLET prochain, à NEUF heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dixième jour de juillet prochain.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif,

Sweetsburg, 21 avril 1894.

[Première publication, 28 avril 1894.]

Shérif.

1713

bounded as follows : on the north west by lots numbers eighty-four and eighty-six (84 and 86), on the south east by the road going from Granby to Roxton Falls, on the south west by the Mawcook river, and on the north east by the road going from said village of Sainte-Pudentienne to Sainte-Cécile of Milton, containing thirteen thousand and two hundred feet (13200) in superficies—with buildings and improvements thereon.

To be sold at the parish church door of Sainte-Pudentienne, in the village of Sainte-Pudentienne, and district of Bedford, on the FOURTH day of JULY next, at the hour of NINE of the clock in the forenoon. The said writ is returnable on the tenth day of July next.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office,

Sweetsburg, 21st April, 1894.

[First published, 28th April, 1894.]

Sheriff.

1714

2e ALIAS VENDITIONI EXPONAS.

*Cour Supérieure—District de Bedford.*

Province de Québec,

District de Bedford.

No. 4872.

REVEREND HUGH MONTGOMERY, du village de Philipsburg,

dans la paroisse de Saint-Armand Ouest, dans le district de Bedford, Clerc dans les Saints Ordres, Demandeur : contre les terres et tenements de NAPOLEON DUQUETTE, de la paroisse de Notre-Dame des Anges de Stanbridge, dans le comté de Missisquoi et district de Bedford, Défendeur.

Un morceau de terre connu comme la moitié sud du lot numéro un, dans la douzième concession de la seigneurie de Noyan, dans la paroisse de Notre-Dame des Anges de Stanbridge, dans le district de Bedford, et contenant quarante-neuf acres en superficie, plus ou moins—avec toutes les bâtisses sus-érigées et appartenances. La dite lisière de terre étant maintenant connue sous le numéro cent seize (116), des plan et livre de renvoi de la dite paroisse de Notre-Dame des Anges de Stanbridge, bornée comme suit : à l'ouest par les terres de la onzième concession de la seigneurie de Noyan, à l'est par les terres de William Fraser ou représentants, au nord par les terres de Jacques Duquette, fils, et au sud par les terres de la rivière Pike.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame des Anges de Stanbridge, dans le district de Bedford, le QUATRIEME jour de JUNE prochain, à NEUF heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le neuvième jour de juin prochain, 1894.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif,

Sweetsburg, 21 avril 1894.

[Première publication, 28 avril 1894.]

Shérif.

1711

2nd ALIAS VENDITIONI EXPONAS.

*Superior Court—District of Bedford.*

Province of Quebec,

District of Bedford.

No. 4872.

REVEREND HUGH MONTGOMERY, of the village of Philipsburg, in the parish of Saint Armand West, in the district of Bedford, Clerk in Holy Orders, Plaintiff; against the lands and tenements of NAPOLEON DUQUETTE, of the parish of Notre Dame des Anges de Stanbridge, in the county of Missisquoi and district of Bedford, Defendant.

A certain piece of land known as the south half of lot number one, in the twelfth concession of the seigniory of Noyan, in the parish of Notre Dame des Anges de Stanbridge, in the district of Bedford, and containing forty-nine acres in superficies, be the same more or less—with all the buildings thereon erected and the appurtenances thereto belonging. The said tract of land being now known by number one hundred and sixteen (116), of the plan and book of reference of the said parish of Notre Dame des Anges de Stanbridge, bounded as follows : west by the lands of the eleventh concession of the seigniory of Noyan, east by the lands of William Fraser or representatives, north by the lands of Jacques Duquette, fils, south by the lands of Pike river.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame des Anges de Stanbridge, in the district of Bedford, on the FOURTH day of JUNE next, at the hour of NINE of the clock in the forenoon. The said writ is returnable on the ninth day of June next, 1894.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office,

Sweetsburg, 21st April, 1894.

[First published, 28th April, 1894.]

Sheriff.

1712

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toute oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

Sheriff's Sales—Chicoutimi

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office previous the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed any time within six days next after the return of the writ.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure de Québec.*

Chicoutimi, à savoir : } **D**AME OLIDA LEMIEUX, de la cité de Québec, Demanderesse ; vs. JEAN LOUIS ALIAS JOHNNY ROCHELETTE, cultivateur, de la paroisse de Saint-Joseph d'Alma, comté du Lac Saint-Jean, Défendeur.

Une terre située dans le premier rang du canton Delisle, dans le district de Chicoutimi, comprenant les lots de terre numéro neuf, contenant soixante et cinq acres, numéro dix, contenant vingt-trois acres, numéro onze, contenant treize acres, et numéro douze, contenant quarante-huit acres—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement de la première division du comté du Lac Saint-Jean, à Hébertville, le HUITIEME jour du mois de MAI prochain, 1894, à ONZE heures de l'avant-midi. Bref rapportable le seize du mois de mai prochain.

THOMAS BOSSE,

Bureau du Shérif, Député Shérif,  
Chicoutimi, 27 février 1894. 939-3  
[Première publication, 3 mars 1894.]

## MANDAT DE CURATEUR.

*Cour Supérieure—District de Chicoutimi.*

Chicoutimi, à savoir : } **D**ANS l'affaire de WILFRID SIMARD, marchand, de Saint-Gédéon, Lac Saint-Jean, Failli.

Vente d'immeuble en vertu d'un ordre de l'honorable juge J. A. Gagné, pour faire exécuter un mandat de David Hébert, curateur, et en conformité de l'article 772 du code de procédure civile du Bas-Canada.

Un emplacement contenant environ vingt-cinq perches en superficie, faisant partie du lot numéro dix, du dixième rang du canton de Signai susdit ; borné en front vers l'est par le chemin public, en arrière vers l'ouest et du côté sud par l'immeuble ci-devant décrit et saisi, et du côté nord par Thadée Duchesne—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gédéon, le SEPTIEME jour du mois de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

O. BOSSE,

Bureau du Shérif, Shérif,  
Chicoutimi, 14 avril 1894. 1651-2  
[Première publication, 21 avril 1894.]

## Ventes par le Shérif—Iberville

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux tenus et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit pour le district d'Iberville.*

Saint-Jean, à savoir : } **G**EDEON FREDETTE, No. 975. } **G** père, commerçant, de la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, Demandeur ; contre les terres et tenements de HORMISDAS DESROCHES, ci-devant de la dite

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court of Québec.*

Chicoutimi, to wit : } **D**AME OLIDA LEMIEUX, No. 579. } of the city of Québec, Plaintiff ; vs. JEAN LOUIS ALIAS JOHNNY ROCHELETTE, farmer, of the parish of Saint Joseph d'Alma, county of Lake Saint John, Defendant.

A land situate in the first range of township Delisle, in the district of Chicoutimi, comprising lots of land number nine, containing sixty-five acres, number ten, containing twenty-three acres, number eleven, containing thirteen acres, and number twelve, containing forty-eight acres—together with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office of the first registration division of the county of Lake Saint John, at Hébertville, on the EIGHTH day of MAY next, 1894, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Writ returnable on the sixteenth day of May next.

THOMAS BOSSE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff,  
Chicoutimi, 27th February, 1894. 940  
[First published, 3rd March, 1894.]

## CURATOR'S WARRANT.

*Superior Court—District of Chicoutimi.*

Chicoutimi, to wit : } **I**N the matter of WILFRID No. 314. } SIMARD, merchant, of Saint Gédéon, Lake Saint John, an Insolvent.

Sale of real estate in virtue of one order of the Honorable Judge J. A. Gagné, to force the execution of a warrant of David Hébert, curator, and pursuant to article 772 of the code of civil procedure of Lower Canada.

A lot containing about twenty-five perches in area, forming part of lot number ten, of the tenth range of the township Signai aforesaid ; bounded in front to the east by the main road, in rear to the west and on the south side by the immovable herein above described and seized, and on the north side by Thadée Duchesne—with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Gédéon, on the SEVENTH day of the month of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

O. BOSSE,

Sheriff's Office, Sheriff,  
Chicoutimi, 14th April, 1894. 1652  
[First published, 21st April, 1894.]

## Sheriff's Sales—Iberville

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court for the district of Iberville.*

Saint Johns, to wit : } **G**EDEON FREDETTE, No. 975. } **G** senior, trader, of the town of Saint Johns, in the district of Iberville, Plaintiff ; against the lands and tenements of HORMISDAS DESROCHES, heretofore of the said

ville de Saint-Jean, et maintenant absent de cette province, Défendeur.

Un lot de terre situé au côté nord de la rue Saint-Paul, en la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean, sous le numéro deux cent vingt (No. 220)—avec une maison et autres bâties dessus érigées.

Pour être vendu en mon bureau, dans le palais de justice, en la ville de Saint-Jean susdite, le TROISIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-quatrième jour de juillet prochain.

LOUIS MAYRAND,

Bureau du Shérif,  
Saint-Jean, 25 avril 1894.

Député Shérif.  
1737

[Première publication, 28 avril 1894.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—District d'Iberville.*

Saint-Jean, à savoir : ) DEMOISELLE MARIA  
No. 257. ) BARKER, fille majeure  
et usant de ses droits, de la paroisse de Saint-Bernard de Lacolle, dans le district d'Iberville, Demanderesse ; contre les terres et tenements de HILAIRE PALIN, de la paroisse de Saint-Cyprien, dans le dit district, Défendeur.

1° Une terre située au côté nord-est du chemin de Burtonville, en la paroisse de Saint-Cyprien, dans le district d'Iberville, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Cyprien, sous le numéro deux cent quatre-vingt-un (No. 281), de la contenance de cent treize arpents et quarante perches en superficie—sans bâties.

2° Un terrain situé entre les rues Bernard et Henri, en le village de Napierville, dans le district d'Iberville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit village de Napierville, sous les numéros cent quatre-vingt-douze, cent quatre-vingt-treize, cent quatre-vingt-quatorze, cent quatre-vingt-quinze, deux cent cinquante-six, deux cent cinquante-sept, deux cent cinquante-huit et deux cent cinquante-neuf (Nos. 192, 193, 194, 195, 256, 257, 258 et 259), de la contenance de quatre arpents et quatre-vingt-quinze perches et demie en superficie—avec une maison en pierre et autres bâties y érigées.

3° Un autre terrain situé au côté sud-ouest de la rue Bernard, en le dit village de Napierville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit village de Napierville, sous les numéros cent quatre-vingt-dix et cent quatre-vingt-onze (Nos. 190 et 191), de la contenance de deux arpents et onze perches et un quart en superficie—avec les bâties y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Cyprien susdite, le QUATRIEME jour de JUNE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le neuvième jour de juin prochain.

LOUIS MAYRAND,

Bureau du Shérif,  
Saint-Jean, 24 mars 1894.

Député Shérif.  
1345-2

[Première publication, 31 mars 1894.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Canada, )  
Province de Québec, ) IN RE LA CORPORATION  
District d'Iberville. ) DE LA VILLE DE  
No. 63. ) SAINT-JEAN, Demanderesse ; et la succession de feu LEANDRE LAREAU, en son vivant fondateur, de la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, saisie, à savoir :

Un terrain situé dans la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, de la contenance de soixante et douze pieds de front par cent quatre-vingts pieds de profondeur, connu sous le numéro cinq cent vingt-trois (No. 523), des plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean ; borné à l'est par la rue Grant, à l'ouest par les numéros cinq cent

town of Saint Johns, and now absent of this province, Defendant.

A lot of land situated on the north side of Saint Paul street, in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns, under the number two hundred and twenty (No. 220)—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold in my office, in the court house, in the town of Saint Johns, on the THIRD day of JULY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the twenty-fourth day of July next.

LOUIS MAYRAND,

Sheriff's Office,  
Saint Johns, 25th April, 1894.

Deputy Sheriff.  
1738

[First published, 28th April, 1894.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Iberville.*

Saint Johns, to wit : ) DEMOISELLE MARIA  
No. 257. ) BARKER spinster,  
fille majeure et usant de ses droits, of the parish of Saint Bernard de Lacolle, in the district of Iberville, Plaintiff ; against the lands and tenements of HILAIRE PALIN, of the parish of Saint Cyprien, in the said district, Defendant.

1° A farm situated on the north east side of the Burtonville road, in the parish of Saint Cyprien, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Cyprien, under the number two hundred and eighty-one (No. 281), containing one hundred and thirteen arpents and forty perches in superficies—without buildings.

2° A piece of ground situated between Bernard and Henri streets, in the village of Napierville, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said village of Napierville, under the numbers one hundred and ninety-two, one hundred and ninety-three, one hundred and ninety-four, one hundred ninety-five, two hundred and fifty-six, two hundred and fifty-seven, two hundred and fifty-eight and two hundred and fifty-nine (Nos. 192, 193, 194, 195, 256, 257, 258 and 259), containing four arpents and ninety-five perches and half in superficies—with a stone house and other buildings thereon erected.

3° Another piece of ground situated on the south west side of Bernard street, in the village of Napierville aforesaid, known and designated on the official plan and book of reference of the said village of Napierville, under the numbers one hundred and ninety and one hundred and ninety-one (Nos. 190 and 191), containing two arpents and eleven perches and a quarter in superficies—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Cyprien aforesaid, on the FOURTH day of JUNE next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the ninth day of June next.

LOUIS MAYRAND,

Sheriff's Office,  
Saint Johns, 24th March, 1894.

Deputy Sheriff.  
1346

[First published, 31st March, 1894.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Canada, )  
Province of Québec, ) IN RE THE CORPORATION  
District of Iberville. ) OF THE TOWN  
No. 63. ) OF SAINT JOHNS, Plaintiff ; and the estate of the late LEANDRE LAREAU, in his lifetime founder, of the town of Saint Johns, in the district of Iberville, *saisie*, to wit :

A piece of ground situated in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, containing seventy-two feet in front by one hundred and eighty feet in depth, known under the number five hundred and twenty-three (No. 523), on the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns ; bounded to the east by Grant street, to the

vingt et un et cinq cent vingt-deux, au sud par le numéro cinq cent vingt-quatre, et au nord par le numéro cinq cent dix-neuf—avec maison et autres bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu au bureau du shérif, dans le palais de justice, en la ville de Saint-Jean susdite, le SEPTIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le douzième jour de mai prochain.

LOUIS MAYRAND,

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Saint-Jean, 28 février 1894. 887-3  
[Première publication, 3 mars 1894.]

#### MANDAT DU MAIRE.

Canada, } IN RE LA CORPORATION  
Province de Québec, } DE LA VILLE DE  
District d'Iberville, } SAINT-JEAN, Demande-  
No. 64. } resse; et la succession de  
feu LOUIS DECELLES, saisie, savoir:

1° Un lot et demi de terre situé au côté est de la rue Duchêne, en la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean, sous les numéros trois cent quatre-vingt-sept et trois cent quatre-vingt-huit (Nos. 387 et 388) — avec les bâtisses y érigées.

2° Un demi-lot de terrain situé au côté nord de la rue Saint-Charles, en la dite ville de Saint-Jean, connu et désigné sous le numéro six cents (No. 600), aux dits plan et livre de renvoi—avec les bâtisses y érigées.

3° Six lots de terre situés au côté est de la rue Allan, en la dite ville de Saint-Jean, connus et désignés aux dits plan et livre de renvoi respectivement sous les numéros huit cent quatre-vingt-neuf, huit cent quatre-vingt-douze, huit cent quatre-vingt-treize, huit cent quatre-vingt-seize, huit cent quatre-vingt-dix-sept et neuf cents (Nos. 889, 892, 893, 896, 897 et 900)—sans bâtisses.

4° Un demi-lot de terre situé au côté nord de la rue Lemoine, en la dite ville de Saint-Jean, connu et désigné sous le numéro sept cent quarante-quatre (No. 744), aux dits plan et livre de renvoi officiels—avec les bâtisses y érigées.

5° Un lot de terre situé au côté est de la rue Champlain, en la dite ville de Saint-Jean, connu et désigné sous le numéro cent quatorze (No. 114), aux dits plan et livre de renvoi officiels—avec deux maisons et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendus en mon bureau, dans le palais de justice, en la ville de Saint-Jean susdite, le ONZIÈME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingtième jour de juin prochain.

LOUIS MAYRAND,

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Saint-Jean, 27 mars 1894. 1343-2  
[Première publication, 31 mars 1894.]

#### Ventes par le Shérif—Joliette

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente,

west by the numbers five hundred and twenty-one and five hundred and twenty-two, to the south by the number five hundred and twenty-four, and the north by the number five hundred and nineteen—with the house and other buildings thereon erected.

To be sold in the sheriff's office, in the court house, in the town of Saint Johns aforesaid, on the SEVENTH day of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said warrant returnable on the twelfth day of May next.

LOUIS MAYRAND,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Saint Johns, 28th February, 1894. 888  
[First published, 3rd March, 1894.]

#### MAYOR'S WARRANT.

Canada, } IN RE THE CORPORA-  
Province of Québec, } TION OF THE TOWN  
District of Iberville, } OF SAINT JOHNS, Plain-  
No. 64. } tiff; and the estate of the  
late LOUIS DECELLES, seized, to wit:

1° A lot and half of land situated on the east side of Duchêne street, in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns, under the numbers three hundred and eighty-seven and three hundred and eighty-eight (Nos. 387 and 388)—with buildings thereon erected.

2° Half a lot of land situated on the north side of Saint Charles street, in the said town of Saint Johns, known and designated under the number six hundred (No. 600), on the said plan and book of reference—with the buildings thereon erected.

3° Six lots of land situated on the east side of Allan street, in the said town of Saint Johns, known and designated on the said plan and book of reference respectively under the numbers eight hundred and eighty-nine, eight hundred and ninety-two, eight hundred and ninety-three, eight hundred and ninety-six, eight hundred and ninety-seven and nine hundred (Nos. 889, 892, 893, 896, 897 and 900)—without buildings.

4° Half a lot of land situated on the north side of Lemoine street, in the said town of Saint Johns, known and designated under the number seven hundred and forty-four (No. 744), on the said official plan and book of reference—with the buildings thereon erected.

5° A lot of land situated on the east side of Champlain street, in the said town of Saint Johns, known and designated under the number one hundred and fourteen (No. 114), on the said official plan and book of reference—with two houses and other buildings thereon erected.

To be sold in my office, in the court house, in the town of Saint Johns aforesaid, on the ELEVENTH day of JUNE next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said warrant returnable on the twentieth day of June next.

LOUIS MAYRAND,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Saint Johns, 27th March, 1894. 1344  
[First published, 31st March, 1894.]

#### Sheriff's Sales—Joliette

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are

excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposés au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposés en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit, pour le comté de Montcalm.*

Joliette, à savoir: } **YVOUSSAINT BRICAULT**  
No. 260. } dit LAMARCHE, cultivateur, de la paroisse de Saint-Lin, Demandeur; contre ELIZÉE BRICAULT dit LAMARCHE, es-qualité, Défendeur, à savoir:

Une terre située en la paroisse de Saint-Esprit, dans le district de Joliette, comté de Montcalm, étant le lot numéro soixante-deux (62), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Esprit—avec les bâties dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Esprit, le QUATRIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures avant-midi. Le dit bref rapportable le onzième jour de mai prochain.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Joliette, 26 février 1894. 875-3  
[Première publication, 3 mars 1894.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit, pour le comté de Montcalm.*

Joliette, à savoir: } **MRS. XAVIER MARTEL**,  
No. 259. } bourgeois, de la paroisse de Saint-Esprit, dans le district de Joliette, Demandeur; contre ELIZÉE BRICAULT dit LAMARCHE, Défendeur, es-qualité, par reprise d'instance, à savoir:

Une terre située en la paroisse de Sainte-Julienne, comté de Montcalm, district de Joliette, étant le numéro neuf cent cinquante-huit (958), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Sainte-Julienne—avec bâties et dépendances dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Julienne, le QUATRIÈME jour de MAI prochain, à UNE heure de l'après-midi. Le dit bref rapportable le onzième jour de mai prochain.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Joliette, 26 février 1894. 873-3  
[Première publication, 3 mars 1894.]

**Ventes par le Shérif—Kamouraska**

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposés au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposés en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—District de Québec.*

Kamouraska, à savoir: } **JOSEPH DUBE**, de la  
No. 1009. } Rivière-Ouelle, dans le comté de Kamouraska, charpentier, Demandeur; contre CHS. F. LETELLIER, de Québec, Défendeur, c'est à savoir:

required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court, for the county of Montcalm.*

Joliette, to wit: } **YVOUSSAINT BRICAULT** dit  
No. 260. } LAMARCHE, farmer, of the parish of Saint Lin, Plaintiff; against ELIZÉE BRICAULT dit LAMARCHE, es-qualité, Defendant, to wit:

A lot of land situated in the parish of Saint Esprit, in the district of Joliette, county of Montcalm, being number sixty-two (62), of the official plan and book of reference of cadastre of the parish of Saint Esprit—with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Esprit, on the FOURTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the eleventh day of May next.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office, Shérif.  
Joliette, 26th February, 1894. 876  
[First published, 3rd March, 1894.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court, for the county of Montcalm.*

Joliette, to wit: } **MRS. XAVIER MARTEL**,  
No. 259. } gentleman, of the parish of Le Saint Esprit, in the district of Joliette, Plaintiff; against ELIZÉE BRICAULT dit LAMARCHE, Defendant, es-qualité, by continuance of suit, to wit:

A lot of land situated in the parish of Sainte-Julienne, county of Montcalm, district of Joliette, being number nine hundred and fifty-eight (958), of the official plan and book of reference of cadastre of the parish of Sainte-Julienne—with buildings and dependencies thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Julienne, on the FOURTH day of MAY next, at ONE o'clock in the afternoon. The said writ returnable on the eleventh day of May next.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office, Shérif.  
Joliette, 26th February, 1894. 874  
[First published, 3rd March, 1894.]

**Sheriff's Sales—Kamouraska**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Québec.*

Kamouraska, to wit: } **JOSEPH DUBE**, of River  
No. 1009. } Ouelle, in the county of Kamouraska, carpenter, Plaintiff; against CHS. F. LETELLIER, of Québec, Defendant, to wit:

La jouissance et usufruit des lots numéros cent quatre-vingt-treize, quatre cent deux et quatre cent trois (193, 402 et 403), du plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Kamouraska, pour la paroisse de la Rivière-Ouelle.

A charge par l'acquéreur d'une rente annuelle de cent quatre-vingts piastres (\$180.00), en faveur de Charles Letellier, père, de la Rivière-Ouelle, rentier, payable le deux septembre de chaque année, et créée par actes passés entre Charles Letellier, père, et le défendeur, par devant M<sup>re</sup> Ls. C. Bégin, notaire, l'un, le deux septembre mil huit cent quatre-vingt-sept, et l'autre, le vingt avril mil huit cent quatre-vingt-huit, et dûment enregistrée, et de payer les arrérages de la dite rente, savoir : cent quatre-vingts piastres, échus le deux septembre dernier.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de la Rivière-Ouelle, SAMEDI, le TRENTEIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures avant-midi. Bref rapportable le quatorzième jour de juillet aussi prochain.

F. A. SIROIS,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Fraserville, 23 avril 1894. 1743  
[Première publication, 28 avril 1894.]

**MANDAT DU CURATEUR.  
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Cour Supérieure.

Kamouraska, à savoir : **D**ANS l'affaire de JOSEPH No. 119. **S**EPH MARTIN DAMIENS et BERNARD DAMIENS, marchands, de la ville de Fraserville, et y faisant affaires en société sous les nom et raison de Damiens & Frère, Faillis ; et POLYDORE LANGLAIS, écuyer, notaire, du même lieu, Curateur, c'est à savoir :

Un certain emplacement situé en la ville de Fraserville, contenant : 1<sup>o</sup> quatre-vingts pieds de front sur quatre-vingts pieds de profondeur ; borné au nord à Thimothé LeBel, au sud à la rue Saint-Joseph, au nord-est à la rue du Sault, et au sud-ouest au terrain ci-après décrit : 2<sup>o</sup> trente pieds de front sur la profondeur qu'il peut y avoir de la rue Saint-Joseph, au sud, courant nord, à Joseph Deslauriers, au No. 185 ; et borné au sud-ouest au dit Joseph Deslauriers, et au nord-est au terrain en premier lieu décrit—avec les bâtisses construites sur les dits terrains ; faisant partie, le dit emplacement, du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Temiscouata, pour la dite ville de de Fraserville, sous le numéro deux cent cinquante-neuf (259) ; mais à charge par l'adjudicataire de fournir et faire valoir à compter du premier mai dernier, à Dame Elize Labadie, de Lévis, veuve de N. L. Gonzague Belleau, la rente annuelle et constituée de quarante-cinq piastres (\$45.00), affectant le dit emplacement.

Pour être vendu, le dit emplacement, en mon bureau, en la ville de Fraserville, VENDREDI, le QUATRIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit mandat rapportable le septième jour de mai aussi prochain (1894.)

A. V. CHAMBERLAND,

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Fraserville, 26 février 1894. 897-3  
[Première publication, 3 mars 1894.]

**Ventes par le Shérif—Montmagny**

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du

The enjoyment and usufruct of lots numbers one hundred and ninety-three, four hundred and two and four hundred and three (193, 402 and 403), of the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Kamouraska, for the parish of River Ouelle.

Subject to the charge, upon the purchaser, of a yearly rent of one hundred and eighty dollars (\$180.00) in favor of Charles Letellier, senior, of River Ouelle, rentier, payable on the second of September of every year, and created by deeds passed between Charles Letellier, senior, and the defendant, before M<sup>re</sup> Ls. C. Bégin, notary, one on the second of September, one thousand eight hundred and eighty-seven, and the other on the twentieth of April, one thousand eight hundred and eighty-eight, and duly registered, and to pay the arrears of the said rent, to wit : one hundred and eighty dollars due on the second of September last.

To be sold at the church door of the parish of River Ouelle, on SATURDAY, the THIRTIETH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fourteenth day of July also next.

F. A. SIROIS,

Sheriff's Office, Shérif.  
Fraserville, 23rd April, 1894. 1744  
[First published, 28th April, 1894.]

**CURATOR'S WARRANT.  
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Superior Court.

Kamouraska, to wit : **I**N the matter of JOSEPH No. 119. **J**MARTIN DAMIENS AND BERNARD DAMIENS, merchants, of the town of Fraserville, and carrying on business there in partnership under the style and firm of Damiens & Frère, Insolvents ; and POLYDORE LANGLAIS, esquire, notary, of the same place, Curator, to wit :

A certain lot situate in the town of Fraserville, containing : 1<sup>o</sup> eighty feet in front by eighty feet in depth ; bounded on the north by Thimothé LeBel, on the south by Saint Joseph street, on the north east by Du Sault street, and on the south west by the lot hereinafter described ; 2<sup>o</sup> thirty feet in front by the depth there may be from Saint Joseph street, on the south, running north, by Joseph Deslauriers, by No. 185 ; and bounded on the south west by the said Joseph Deslauriers, and on the north east by the property hereinafter described—with the buildings thereon erected on the said lots ; said lot forming part of a lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Temiscouata, for the said town of Fraserville, as number two hundred and fifty-nine (259) ; but subject to the charge upon the purchaser of paying and guaranteeing from and after the first of May last, to Dame Elize Labadie, of Lévis, widow of N. L. Gonzague Belleau, the yearly constituted rent of forty-five dollars (\$45.00), affecting the said lot.

Said lot to be sold at my office, in the town of Fraserville, on FRIDAY, the FOURTH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon. Said warrant returnable on the seventh day of May also next (1894.)

A. V. CHAMBERLAND,

Sheriff's Office, Deputy Shérif.  
Fraserville, 26th February, 1894. 898  
[First published, 3rd March, 1894.]

**Sheriff's Sales—Montmagny**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar in not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby

code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposés au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposés en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.*

Province de Québec, } NICOLAS POULIOT, de  
District de Québec, } la paroisse de Saint-Ma-  
No. 59. } gloire de Bellechasse, culti-  
vateur; contre LAURENT BILODEAU, autrefois  
du même lieu et maintenant de lieux inconnus.

1<sup>o</sup> Le lot numéro cinquante (50), du canton Roux,  
rang sud-ouest du chemin Mailloux.

2<sup>o</sup> Le lot numéro cinquante et un (51), du canton  
Roux, rang sud-ouest du chemin Mailloux.

Le tout avec bâtiesse dessus construites, circons-  
tances et dépendances.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du  
comté de Bellechasse, SAMEDI, le TRENTIEME  
jour de JUNE prochain, à DIX heures du matin.  
Le dit bref rapportable le deuxième jour de juillet  
aussi prochain.

J. B. A. LEPINE,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montmagny, 23 avril 1894. 1745  
[Première publication, 28 avril 1894.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.*

Province de Québec, } ARTHUR MIVILLE  
District de Montmagny, } A DECHENE, de la  
No. 448. } paroisse de Saint-Roch des  
Aulnais, dans le comté de l'Islet, marchand de bois;

contre JEAN PELLETIER, ci-devant de la paroisse  
de Saint-Pamphile, dans le comté de l'Islet, main-  
tenant du lieu appelé Salem, dans l'Etat de Massa-  
chusetts, l'un des Etats-Unis d'Amérique.

Le lot numéro dix-sept (17), du cinquième rang  
du canton Casgrain, comté de l'Islet; borné à l'est  
au numéro 16, à l'ouest au No. 18, au sud au chemin  
Royal, entre les 5ème et 6ème rangs, et au nord au  
bout de la profondeur du dit 5ème rang, contenant  
cent acres en superficie—avec maison, grange dessus  
construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du  
comté de l'Islet, le HUITIEME jour de MAI pro-  
chain, à DIX heures du matin. Le dit bref rappor-  
table le dix-septième jour de mai prochain.

J. B. A. LEPINE,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montmagny, 24 février 1894. 891-3  
[Première publication, 3 mars 1894.]

#### Ventes par le Shérif—Montréal

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les  
TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés  
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux  
respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes  
personnes ayant à exercer à cet égard des réclama-  
tions que le Régistrateur n'est pas tenu de mention-  
ner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du  
code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le  
présent requises de les faire connaître suivant la loi.  
Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire,  
afin de charge, ou autres oppositions à la vente,  
excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent  
être déposés au bureau du soussigné, avant les quinze  
jours qui précéderont immédiatement le jour de la  
vente; les oppositions afin de conserver peuvent  
être déposés en aucun temps dans les six jours  
après le rapport du Bref.

required to make them known according to law; all  
oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin  
de charge* or other oppositions to the sale, except in  
cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed  
with the undersigned, at his office, previous to the  
fifteen days next preceding the day of sale; oppo-  
sitions *afin de conserver* may be filed at any time  
within six days next after the return of the writ.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.*

Province of Quebec, } NICOLAS POULIOT, of  
District of Quebec, } the parish of Saint Ma-  
No. 59. } gloire de Bellechasse, farmer;  
against LAURENT BILODEAU, formerly of the  
same place and now of parts unknown.

1<sup>o</sup> Lot number fifty (50), of township Roux,  
range south west of the Mailloux road.

2<sup>o</sup> Lot number fifty-one (51), of the township  
Roux, range south west of the Mailloux road.

The whole with the buildings thereon erected,  
circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office for the county of  
Bellechasse, on SATURDAY, the THIRTIETH  
day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.  
The said writ returnable on the second day of July  
next.

J. B. A. LEPINE,

Sheriff's Office, Shérif.  
Montmagny, 23rd April, 1894. 1746  
[First published, 28th April, 1894.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.*

Province of Quebec, } ARTHUR MIVILLE  
District of Montmagny, } A DECHENE, of the  
No. 448. } parish of Saint Roch des  
Aulnais, in the county of L'Islet, lumber mer-  
chant; against JEAN PELLETIER, heretofore of  
the parish of Saint Pamphile, in the county of  
L'Islet, now of the place called Salem, in the State  
of Massachusetts, one of the United States of Amer-  
ica.

Lot number seventeen (17), of the fifth range of  
the township Casgrain, county of L'Islet; bounded  
on the east by number 16, on the west by No. 18,  
on the south by the Queen's highway, between the  
5th and 6th ranges, on the north at the end of the  
depth of the said 5th range, containing one hundred  
acres in area—with a house and barn thereon erected,  
circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office for the county of  
L'Islet, on the EIGHTH day of MAY next, at TEN  
o'clock in the forenoon. Said writ returnable the  
seventeenth day of May next.

J. B. A. LEPINE,

Sheriff's Office, Shérif.  
Montmagny, 24th February, 1894. 892  
[First published, 3rd March, 1894.]

#### Sheriff's Sales—Montreal

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the un-  
dermentioned LANDS and TENEMENTS have  
been seized, and will be sold at the respective times  
and places mentioned below. All persons having  
claims on the same which the registrar is not bound  
to include in his certificate, under article 700 of the  
code of civil procedure of Lower Canada, are hereby  
required to make them known according to law, all  
oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de  
charge*, or other oppositions to the sale, except in  
cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed  
with the undersigned, at his office, previous to the  
fifteen days next preceding the day of sale; oppo-  
sitions *afin de conserver* may be filed at any time  
within six days next after the return of the writ.

## VENDITIONI EXPONAS.

Montréal, à savoir : } **PIERRE POIRIER**, ren-  
No. 258. } tier, de la paroisse de  
Vaudreuil, dans le district de Montréal, Deman-  
deur ; contre les terres et tènements de **PAUL  
ROSE, FILS**, menuisier, de la dite paroisse de Vau-  
dreuil, Défendeur.

Les terres et tènements mentionnés et décrits  
dans la cédula marquée A, annexée au dit bref de  
*Venditioni Exponas*.

Un certain lopin de terre de forme irrégulière,  
situé au fief Choisy, en la paroisse de Vaudreuil,  
dans le comté de Vaudreuil, distrait du lot désignée  
au cadastre hypothécaire de la dite paroisse, sous le  
numéro deux mille treize B (2013 B), tel que le dit  
terrain se trouve compris entre les bornes 12, 13,  
14, 15 A, B, C, D, du plan figuratif qu'en a fait  
Henry Harwood, arpenteur juré, le trente et un de  
mai mil huit cent quatre-vingt-quatre, et contenant  
d'après le procès-verbal d'arpentage dressé le même  
jour par le dit Harwood, cinq arpents, vingt-  
deux perches et cent quatre-vingt-dix pieds en  
superficie—avec pouvoir d'eau, chaussée, écluse, un  
moulin à scie, un moulin à bardeaux, moulin à farine,  
une maison, une écurie, une remise et autres dépen-  
dances érigées sur le dit terrain ; ainsi que tous les  
droits et privilèges inhérents aux dits pouvoirs d'eau,  
chaussée, écluse et tous les ustensiles nécessaires à  
l'exploitation des dits moulins à scie, à bardeau et à  
farine ; et en outre avec le chemin actuellement  
existant pour communiquer à pieds et en voiture  
des dits moulins à la seigneurie de Rigaud ; à la  
charge d'entretenir ce chemin de la même manière  
que le défendeur et ses auteurs y étaient tenus.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale  
de la paroisse de Vaudreuil, en le district de Mont-  
réal, le QUATORZIEME jour de MAI prochain, à  
DIX heures de l'avant-midi. A la folle enchère,  
frais et risque de Avila Chevrier, sous toutes peines  
de droit et même par contrainte par corps. Le dit  
bref rapportable le trente-unième jour de mai pro-  
chain.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 25 avril 1894.  
[Première publication, 28 avril 1894.]

## FIERI FACIAS.

Circuit Court, pour le district de Montréal.

Montréal, à savoir : } **JASSIA TRUCHARD**, ci-  
No. 829. } devant de Montréal, mar-  
chand de tabac, mais maintenant de la cité de Saint-  
Jean de Terrebonne, Demandeur ; contre les terres  
et tènements de **JAMES HENRY MONROE**, ci-  
devant de Montréal, marchand de tabac, mais main-  
tenant absent de cette province, mais y ayant une  
propriété, Défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur James  
Henry Monroe, l'immeuble suivant, à savoir :

Le quart indivis du lot de terre situé dans le  
quartier Hochelaga, dans la cité de Montréal, connu  
comme lot officiel numéro cent onze (111), des plan  
et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga,  
faisant front sur la rue Malborough—avec les bâtis-  
ses sus-érigées.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de  
Montréal, le TROISIEME jour de JUILLET pro-  
chain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref  
rapportable le vingt-sixième jour de juillet prochain.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 24 avril 1894.  
[Première publication, 28 avril 1894.]

## ALIAS FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montréal, à savoir : } **ROBERT EVANS ET HER-**  
No. 1898. } **BERT EVANS**, tous  
deux marchands, de la cité et du district de Mont-  
réal, et y faisant affaires ensemble, en société, sous  
les nom et raison de "Evans Brothers," Deman-  
deurs ; contre les terres et tènements de **JOSEPH**

## VENDITIONI EXPONAS.

Montreal, to wit : } **PIERRE POIRIER**, *rentier*,  
No. 258. } of the parish of Vaudreuil,  
in the district of Montreal, Plaintiff ; against the  
lands and tenements of **PAUL ROSE, JUNIOR**, join-  
er, of the said parish of Vaudreuil aforesaid.  
Defendant.

The lands and tenements mentioned and described  
in the schedule marked A, annexed to the said writ  
of *Venditioni Exponas*.

A certain lot of land of irregular outline, situate  
in the *Fief Choisy*, in the parish of Vaudreuil, in the  
county of Vaudreuil, taken off the lot designated on  
the registration cadastre of the said parish, as num-  
ber two thousand and thirteen B (2013 B), such as  
the said lot is found comprised within the bounda-  
ries 12, 13, 14, 15 A, B, C, D, on the figured plan  
made of it by Henry Harwood, sworn surveyor, on  
the thirty-first of May, one thousand eight hundred  
and eighty-four, and containing according to the  
minutes of survey drawn up on the same day by the  
said Harwood, five arpents and twenty-two perches  
and one hundred and ninety feet in superficies—  
with water-powers, dam, dyke, a saw mill, a  
shingle mill, a flour mill, with a house, a stable,  
shed and other dependencies thereon erected ; as  
well as all the rights and privileges connected with  
the said water-powers, dam, dyke and all the  
implements needed for running the said saw mill,  
shingle mill and flour mill ; and moreover with the  
road there being to communicate on foot and driving  
from the said mills to the Rigaud seigniory ; subject  
to the charge of keeping the road in the same way  
as the defendant and his predecessors were bound  
to do.

To be sold at the false sale, risk and peril, costs  
and charges of Avila Chevrier, under all legal  
penalties, including coercive imprisonment, at the  
parochial church door of the parish of Vaudreuil, in  
the district of Montreal, on the FOURTEENTH  
day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.  
The said writ returnable on the thirty-first day of  
May next.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 25th April, 1894.  
[First published, 28th April, 1894.]

## FIERI FACIAS.

Circuit Court of the district of Montreal.

Montreal, to wit : } **JASSIA TRUCHARD**, for  
No. 829. } merly of Montreal, tobac-  
conist, but now of the city of Saint John, in New  
foundland, Plaintiff ; against the lands and tene-  
ments of **JAMES HENRY MONROE**, heretofore  
of Montreal, tobacconist, but now absent from this  
province, though having property therein, Defen-  
dant.

Seized as belonging to the said defendant James  
Henry Monroe, the following immovable, to wit :

The undivided one fourth of the lot of land  
situated in Hochelaga ward, in the city of Montreal,  
known as lot official number one hundred and  
eleven (111), on the official plan and book of refer-  
ence of the village of Hochelaga, fronting on Mal-  
borough street—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,  
on the THIRD day of JULY next, at TEN of the  
clock in the forenoon. The said writ returnable on  
the twenty-sixth day of July next.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 24th April, 1894.  
[First published, 28th April, 1894.]

## ALIAS FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **ROBERT EVANS AND HER-**  
No. 1898. } **BERT EVANS**, both mer-  
chants, of the city and district of Montreal, and  
there carrying on business together in partnership  
under the style and firm of Evans Brothers, Plain-  
tiffs ; against the lands and tenements of **JOSEPH**

LOUIS BARRE, de la dite cité de Montréal, Défendeur.

Un certain lot de terre situé sur le niveau de la rue Saint-Charles, en la ville de Lachine, dans le comté Jacques-Cartier, dans le district de Montréal, le dit lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro deux cent huit (No. 208), des plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Lachine, dans le comté Jacques-Cartier, dans le district de Montréal—avec les bâtisses et autres dépendances dessus construites.

Pour être vendu en mon bureau, le TRENTIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trente-unième jour de juillet prochain.

J. R. THIBAUDEAU, Sherif.  
Bureau du Shérif, Montréal, 25 avril 1894. 1729  
[Première publication, 28 avril 1894.]

FIERI FACIAS.  
District of Montréal.

Montréal, à savoir : } DAME ISABELLA CARO-  
No. 1436. } LINE DONNELLY, des  
cité et district de Montréal, épouse séparée de  
biens de Edgar Clarence Walters, du même lieu,  
imprimeur, et ce dernier dans le but d'autoriser sa  
dite épouse, Demandeurs ; contre les terres et  
tenements mentionnés et décrits dans la cédule  
marquée A, annexée au bref, de DAME HARRIET  
COOPER, de la ville de la Côte Saint-Louis,  
dans le district de Montréal, épouse séparée de  
biens de Powell Martin, du même lieu, et ce der-  
nier dans le but d'autoriser sa dite épouse, Défen-  
deurs, maintenant entre les mains de George H.  
Kernick, des cité et district de Montréal, député  
protonotaire, en sa qualité de curateur au délaisse-  
ment fait par les dits défendeurs.

Quatre lots de terre ne faisant qu'une seule et même exploitation et situés dans le village incorporé de la Côte Saint-Louis, portant les numéros vingt-trois, vingt-quatre, vingt-cinq, vingt-six, (23, 24, 25, 26), de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante et deux (162), sur les plan et au livre de renvoi officiels de la Côte Saint-Louis, dans le comté d'Hochelega—avec une maison en bois en briques et autres bâtisses dessus érigées. Le dit village de la Côte Saint-Louis ayant été incorporé comme ville et étant maintenant comme ville du Coteau Saint-Louis, dans le district de Montréal ; ces lots sont bornés en front par la rue Berri.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trente-unième jour de juillet prochain.

J. R. THIBAUDEAU, Sherif.  
Bureau du Shérif, Montréal, 24 avril 1894. 1727  
[Première publication, 28 avril 1894.]

FIERI FACIAS.  
District of Montréal.

Montréal, à savoir : } MAITRE J. C. LACOSTE,  
No. 2626. } de Montréal, avocat,  
distrayant dans une certaine cause où DAME  
EMMA PELOQUIN, de Montréal, épouse contrac-  
tuellement séparée de biens d'Adolphe P. Ritchot,  
agent, du même lieu, et ce dernier en autant que  
besoin est pour autoriser sa dite épouse aux présentes,  
était Demanderesse, et Alexandre Charbonneau,  
père, carrier, de la ville de la Côte Saint-Louis, dis-  
trict de Montréal, et maintenant dans la cité de  
Montréal, défendeur en cette cause, et Ferdinand  
Charbonneau, du même lieu, carrier, mis en cause.

Saisi comme appartenant au dit Alexandre Charbonneau, père, un des défendeurs.

Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, ci-devant ville de la Côte Saint-Louis, dans le comté d'Hochelega, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte

LOUIS BARRE, of the said city of Montreal, Defendant.

A certain lot of land situate on the alignment of Saint Charles street, in the town of Lachine, in the county of Jacques Cartier, in the district of Montreal ; said lot of land known and designated as being number two hundred and eight (No. 208), of the official plan and book of reference of the said town of Lachine, in the county of Jacques Cartier, in the district of Montreal—with the buildings and other dependencies thereon erected.

To be sold at my office, on the THIRTIETH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty-first day of July next.

J. R. THIBAUDEAU, Sheriff's Office, Montreal, 25th April, 1894. 1730  
[First published, 28th April, 1894.]

FIERI FACIAS.  
District of Montréal.

Montréal, to wit : } DAME ISABELLA CARO-  
No. 1436. } LINE DONNELLY, of the  
city and district of Montréal, wife separate as to  
property of Edgar Clarence Walters, of the same  
place, printer, and the latter made a party hereto  
for the purpose of authorizing his said wife, Plain-  
tiff ; against the lands and tenements mentioned  
and described in the schedule marked A to the writ  
annexed, of DAME HARRIET COOPER, of the  
town of Cote Saint Louis, in the district of Montréal,  
wife separate as to property of Powell Martin, of the  
same place, and the latter made a party hereto for  
the purpose of authorizing his said wife, Defendants,  
now in the hands of George H. Kernick, of the city  
and district of Montréal, deputy prothonotary, in  
his quality of curator to the *delaissement* herein  
made by said defendants.

Four lots of land forming only one and the same lot and situate in the incorporated village of Côte Saint Louis, being numbers twenty-three, twenty-four, twenty-five and twenty-six (23, 24, 25 and 26), of the official subdivision of lot number one hundred and sixty-two (162), on the official plan and book of reference of La Côte Saint Louis, in the county of Hochelega—with a wooden and brick house and other buildings thereon erected. Said village of La Côte Saint Louis having being incorporated as a town and being now known as the town of Coteau Saint Louis, in the district of Montreal ; these lots are bounded in front by Berri street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty-first day of July next.

J. R. THIBAUDEAU, Sheriff's Office, Montreal, 24th April, 1894. 1728  
[First published, 28th April, 1894.]

FIERI FACIAS.  
District of Montréal.

Montréal, to wit : } MAITRE J. C. LACOSTE,  
No. 2626. } of Montréal, advocate,  
distracting for costs in a cause wherein DAME  
EMMA PELOQUIN, of Montréal, wife separ-  
ated as to property by marriage contract of Adol-  
phe P. Ritchot, agent, of the same place, and  
the latter in so far as may be needed to au-  
thorize his said wife hereunto, was Plaintiff, and  
Alexandre Charbonneau, senior, quarryman, of the  
town of La Côte Saint Louis, district of Montréal,  
and now in the city of Montréal, defendant in this  
suit, and Ferdinand Charbonneau, of the same  
place, quarryman, a party hereunto.

Seized as belonging to the said Alexandre Charbonneau, senior, one of the defendants.

A lot of land situate in Saint Denis ward, of the city of Montréal, in the district of Montréal, formerly town of La Côte Saint Louis, in the county of Hochelega, known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated vil-

Saint-Louis, dans le comté d'Hochelega, sous le numéro deux cent quatre-vingt-sept (287), des dits plan et livre de renvoi ; borné en front par le chemin des Tanneries (rue Carrière)—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le DEUXIEME jour de JUIN prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable le cinquième jour de juin prochain.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 28 mars 1894. [Première publication, 31 mars 1894.]

**FIERI FACIAS.**  
*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **WILLIAM CHAPLIN**,  
No. 1466. } de la cité de Sainte-Catherine, dans la province d'Ontario, manufacturier, Demandeur ; contre les terres et tenements de **THOMAS JOSEPH MOCOCK**, du village de la Côte Saint-Paul, dans le district de Montréal, manufacturier, Défendeur.

Un lot de terre situé dans la ville de la Côte Saint-Paul, ci-devant village de la Côte Saint-Paul, dans le district de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, comme partie du lot numéro trois mille quatre cent neuf (3409) ; borné en front par le chemin le long du canal de Lachine, en arrière au sud-est par le *head rase*, d'un côté au sud-ouest par une partie du dit lot trois mille quatre cent neuf (3409), de cent (100) pieds de largeur voisin du lot officiel trois mille quatre cent vingt-deux (3422), et de l'autre côté au nord-est par le résidu du dit lot officiel trois mille quatre cent neuf (3409), contenant soixante (60) pieds mesure anglaise de largeur par la profondeur qu'il peut y avoir entre le chemin le long du canal de Lachine et le dit *head rase* tel que la dite propriété est présentement—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le DEUXIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le cinquième jour de juin prochain.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 28 mars 1894. [Première publication, 31 mars 1894.]

**FIERI FACIAS.**  
*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **OTAVE PERRIER**,  
No. 198. } cultivateur, de la paroisse de Laprairie, dans le district de Montréal, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de feu Hubert Bourassa, Demandeur ; contre les terres et tenements de **ARTHUR FAILLE**, de la dite paroisse de Laprairie, dans le district de Montréal, Défendeur.

Une terre sise et située en la paroisse de Laprairie, en la Côte Saint-Raphaël, dans le comté de Laprairie, dit district de Montréal, de la contenance de quatre-vingt-dix arpents en superficie, plus ou moins, connu et désignée sous le numéro cinq cent trente-deux (No. 532), sur le plan et dans le livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Laprairie, faits pour les fins d'enregistrement ; bornée en front par le trait carré de la Commune—avec une maison, une grange, une écurie et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Laprairie, le DEUXIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le seizième jour de juin prochain.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 28 mars 1894. [Première publication, 31 mars 1894.]

lage of La Côte Saint Louis, in the county of Hochelega, as number two hundred and eighty-seven (287), of the said plan and book of reference ; bounded in front by the Tanneries road (Quarry street)—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SECOND day of JUNE next, at TWO o'clock in the afternoon. The said writ returnable on the fifth day of June next.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montreal, 28th March, 1894. [First published, 31st March, 1894.]

**FIERI FACIAS.**  
*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **WILLIAM CHAPLIN**, of  
No. 1466. } the city of Sainte-Catherine, in the province of Ontario, manufacturer, Plaintiff ; against the lands and tenements of **THOMAS JOSEPH MOCOCK**, of the village of Côte Saint Paul, in the district of Montreal, manufacturer, Defendant.

A lot of land situate in the town of La Côte Saint Paul, formerly village of La Côte Saint Paul, in the district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, as part of lot number three thousand four hundred and nine (3409) ; bounded in front by the road along the Lachine canal, in rear to the south east by the head rase, on one side to the south west by a part of said lot number three thousand four hundred and nine (3409), of one hundred (100) feet in width adjoining official lot three thousand four hundred and twenty-two (3422), and on the other side to the north east by the residue of said official lot three thousand four hundred and nine (3409), containing sixty (60) feet english measure in width by the depth there may be between the road along the Lachine canal and the said head rase, such as the said property now is—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SECOND day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable the fifth day of June next.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montreal, 28th March, 1894. [First published, 31st March, 1894.]

**FIERI FACIAS.**  
*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **OTAVE PERRIER**,  
No. 198. } farmer, of the parish of Laprairie, in the district of Montreal, in his quality of testamentary executor of the late Hubert Bourassa, Plaintiff ; against the lands and tenements of **ARTHUR FAILLE**, of the said parish of Laprairie, in the district of Montreal, Defendant.

A land situate in the parish of Laprairie, in the Côte Saint Raphaël, in the county of Laprairie, said district of Montreal, containing ninety arpents in area, more or less, known and designated as number five hundred and thirty-two (No. 532), on the official plan and book of reference for the said parish of Laprairie, made for registration purposes ; bounded in front by the division line of the Commune—with a house, barn, stable and outbuildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Laprairie, on the SECOND day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the sixteenth day of June next.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montreal, 28th March, 1894. [First published, 31st March, 1894.]

**FIERI FACIAS.**  
*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **ELIZABETH CAROLINE**  
No. 1861. } **ORKNEY**, des cité et  
district de Montréal, fille majeure et usant de ses  
droits, Demanderesse ; contre les terres et tènements  
de **WILLIAM H. DAVIS**, de la cité  
d'Ottawa, dans la province d'Ontario, entrepreneur,  
Défendeur.

Un lot de terre situé dans la ville de la Côte  
Saint-Antoine, connu et désigné sur le plan de sub-  
division officiel du lot numéro trois cent quatre-vingt-  
deux, de la paroisse de Montréal, comme lots de  
subdivision numéros un et deux ; borné en front  
par la rue Dorchester, d'un côté par la rue Atwater,  
et de l'autre côté par une avenue connue comme lot  
de subdivision numéro sept A, et en arrière par le  
lot de subdivision numéro trois, du dit plan — sans  
bâtisses.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité  
de Montréal, le NEUVIEME jour de JUNE pro-  
chain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref  
rapportable le quinziesme jour de juin prochain.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif,	Shérif.
Montréal, 4 avril 1894.	1351-2
[Première publication, 31 mars 1894, est nulle.]	
[Première publication, 7 avril 1894.]	

**FIERI FACIAS.**  
*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **DUNCAN ALEXANDER**  
No. 1843. } **MCCASKILL**, de la cité  
de Montréal, manufacturier de vernis, Demandeur ;  
contre les terres et tènements de **HENRI GIRARD**,  
marchand, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Un morceau de terre étant la subdivision numéros  
dix-sept et dix-huit (17 et 18), du lot numéro quinze  
cent trente (1530), sur le plan de subdivision et livre  
de renvoi officiels pour le quartier Saint-Antoine, de  
la cité de Montréal ; borné en front par la rue Sher-  
brooke, en arrière au sud-est par une ruelle, étant  
la subdivision numéro onze (11), du dit lot numéro  
quinze cent trente (1530), d'un côté au nord-est par  
la subdivision numéro seize, du dit lot, et de l'autre  
côté au sud-ouest par la rue Mountain—avec les  
bâtisses sus-érigées. Ces deux lots formant un seul  
emplacement.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de  
Montréal, le QUATRIEME jour de MAI pro-  
chain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref  
rapportable le cinquième jour de mai prochain.

La première publication en date du 23 décembre  
1893, est nulle. La première publication en date du  
17 février 1894, est aussi nulle.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif,	Shérif.
Montréal, 28 février 1894.	903-3
[Première publication, 23 décembre 1893, est nulle.]	
[Première publication, 17 février 1894, est nulle.]	
[Première publication, 3 mars 1894.]	

**FIERI FACIAS.**  
*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **HENRY ARCHIBALD**  
No. 172. } **ET AL.**, Demandeurs ; et  
**William Alexander Caldwell**, de la cité de Montréal,  
dûment nommé curateur par ordre de l'honorable  
juge Doherty, en date du dix-neuvième jour d'oc-  
tobre mil huit cent quatre-vingt-treize, aux biens  
du défendeur, dûment autorisé à l'effet des pré-  
sentes en vertu de l'article 772 du code de procédure  
civile pour le Bas-Canada, tel qu'amendé par 48  
Victoria, chapitre 22, section 6, curateur, les immeu-  
bles de **JAMES S. THOMPSON**, des cité et district  
de Montréal, agents d'immeubles, y faisant affaires  
seul sous les nom et raison de **J. S. Thompson & Co.**,  
Défendeur, failli.

Un lot de terre situé en la cité de Montréal,  
dans le district de Montréal, faisant front sur la rue

**FIERI FACIAS.**  
*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **ELIZABETH CAROLINE**  
No. 1861. } **ORKNEY**, of the city and  
district of Montreal, spinster (*filie majeure et usant  
de ses droits*), Plaintiff ; against the lands and tene-  
ments of **WILLIAM H. DAVIS**, of the city of  
Ottawa, in the province of Ontario, contractor,  
Defendant.

A lot of land situate in the town of Côte Saint  
Antoine, known and designated on the official sub-  
division plan of lot number three hundred and eighty-  
two, of the parish of Montreal, as subdivision lots  
numbers one and two ; bounded in front by Dor-  
chester street, on one side by Atwater street, on  
the other side by an avenue known as subdivision  
lot seven A, and in rear by subdivision lot number  
three, of said plan — without buildings thereon  
erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on  
the NINTH day of JUNE next, at TEN o'clock  
in the forenoon. The said writ returnable on the  
fifteenth day of June next.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office,	Sheriff.
Montreal, 4th April, 1894.	1352
[First published, 31st March, 1894, is null.]	
[First published, 7th April, 1894.]	

**FIERI FACIAS.**  
*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **DUNCAN ALEXANDER**  
No. 1843. } **MCCASKILL**, of the city  
of Montreal, varnish manufacturer, Plaintiff ;  
against the lands and tenements of **HENRI**  
**GIRARD**, merchant, of the city and district of  
Montreal, Defendant.

A piece of land being subdivision numbers seven-  
teen and eighteen (17 and 18), of lot number fifteen  
hundred and thirty (1530), on the official subdivi-  
sion plan and book of reference of the Saint Antoine  
ward, of the city of Montreal ; bounded in front by  
Sherbrooke street, in rear to the south east by a  
lane, being subdivision number eleven (11), of said  
lot number fifteen hundred and thirty (1530), on one  
side to the north east by subdivision number sixteen,  
of said lot, and on the other side to the south west  
by Mountain street—with the buildings thereon  
erected. These two lots forming one emplacement  
or block.

To be sold at my office, in the city of Montreal,  
on the FOURTH day of MAY next, at TEN o'clock  
in the forenoon. The said writ returnable on the  
fifth day of May next.

The first publication dated 23rd December, 1893,  
is null. The first publication dated 17th February,  
1894, is null also.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office,	Sheriff.
Montreal, 28th February, 1894.	904
[First publication, 23rd December, 1893, is null.]	
[First publication, 17th February, 1894, is null.]	
[First published, 3rd March, 1894.]	

**FIERI FACIAS.**  
*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **HENRY ARCHIBALD ET**  
No. 172. } **AL.**, Plaintiffs ; and **William**  
**Alexander Caldwell**, of the city of Montreal, duly  
appointed curator by order of the Honorable justice  
Doherty, of date the nineteenth day of October, one  
thousand eight hundred and ninety-three, to the  
property of the defendant, hereto duly authorized  
under the article 772 of the code of civil procedure  
of Lower Canada, as amended by 48 Victoria,  
chapter 22, section 6, curator, the immoveables of  
**JAMES S. THOMPSON**, of the city and district of  
Montreal, real estate agent, there trading above  
under the name, style and firm of **J. S. Thompson**  
& Co., Defendant, insolvent.

A lot of land situate in the city of Montreal,  
in the district of Montreal, fronting on Saint James

Saint-Jacques, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la cité de Montréal, quartier centre, sous le numéro cent quarante-huit (148)—avec les bâtisses sus-érigées.

2° Un autre lot de terre situé au même lieu, faisant front sur la rue Craig, connu et désigné aux susdits plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro cent soixante-six (166)—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 28 février 1894. [Première publication, 3 mars 1894.]

Shérif. 901-3

### Ventes par le Shérif—Ottawa

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente : les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du bref.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*De la Cour Supérieure—Aylmer.*

Canada, Province de Québec, District d'Ottawa, No. 262. } **DAMIEN RICHER**, de la cité de Hull, dans les comté et district d'Ottawa, gentilhomme, Demandeur : contre les terres et tenements de **LOUIS NAPOLEON DORION**, horloger, de la cité de Hull, dans les comté et district d'Ottawa, Défendeur, à savoir :

Un lot de terre situé en la cité de Hull, comté et district d'Ottawa, étant composé de la moitié nord-est du lot numéro quatre cent quarante-quatre, du quartier quatre de la dite cité—avec une maison en pierre à deux étages et autres bâtisses dessus érigées ; borné en front par la rue Principale, en arrière par le lot de Barthélemi Thibodeau, du côté sud-ouest par la moitié sud-ouest du dit lot quatre cent quarante-quatre, et du côté nord-est par le lot appartenant aux Frères Aubry.

Suivant le cadastre de la cité de Hull.

Pour être vendu au bureau du régistrateur pour le comté d'Ottawa, le ONZIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quatorzième jour de juillet mil huit cent quatre-vingt-quatorze.

LOUIS M. COUTLEE,

Bureau du Shérif, Aylmer, 25 avril 1894. [Première publication, 28 avril 1894.]

Shérif. 1775

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*De la Cour de Circuit—Hull.*

Canada, Province de Québec, District d'Ottawa, No. 282. } **EDOUARD LEDUC**, arpenteur, de la paroisse de Saint-André Avellin, dans les comté et district d'Ottawa, Demandeur ; contre les terres et tenements de **JEAN-BAPTISTE DESCHAMPS**, cultivateur, ci-devant du canton de Hartwell, dans les dits comté et district d'Ottawa, et maintenant absent et de partie inconnue, Défendeur, à savoir :

Un certain terrain connu et désigné comme le lot

street, known and designated on the official plan and in the book of reference for the city of Montreal, centre ward, as number one hundred and forty-eight (148)—together with the buildings thereon erected.

2° Another lot of land situate at the same place, fronting on Craig street, known and designated on the said official plan and book of reference, as number one hundred and sixty six (166)—together with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Montreal, 28th February, 1894. [First published, 3rd March, 1894.]

Sheriff. 902

### Sheriff's Sales—Ottawa

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the code of civil procedure of Lower-Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire*, *afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*From the Superior Court—Aylmer.*

Canada, Province de Québec, District d'Ottawa, No. 262. } **DAMIEN RICHER**, of the city of Hull, in the District of Ottawa, county and district of Ottawa, gentleman, Plaintiff ; against the lands and tenements of **LOUIS NAPOLEON DORION**, watchmaker, of the city of Hull, in the county and district of Ottawa, Defendant, to wit :

A lot of land situate in the city of Hull, county and district of Ottawa, being composed of the north east half of lot number four hundred and forty-four, of the fourth ward of the said city—with a two story stone house and other buildings thereon erected ; bounded in front by Principal street, in rear by the lot of Barthélemi Thibodeau, on the south west side by the south west half of said lot number four hundred and forty-four, and on the north east side by the lot belonging to the Brothers Aubry.

According to the cadastre of the city of Hull.

To be sold at the office of the registrar for the county of Ottawa, on the ELEVENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fourteenth July, 1894.

LOUIS M. COUTLEE,

Sheriff's Office, Aylmer, 25th April, 1894. [First published, 28th April, 1894.]

Sheriff. 1776

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*From the Circuit Court—Hull.*

Canada, Province de Québec, District d'Ottawa, No. 282. } **EDOUARD LEDUC**, of the parish of Saint-André Avellin, in the county and district of Ottawa, Plaintiff ; against the lands and tenements of **JEAN-BAPTISTE DESCHAMPS**, farmer, heretofore of the township of Hartwell, in the said county and district of Ottawa, and now absent and of parts unknown, Defendant, to wit :

A certain piece of land known and designated as

numéro treize (13), du cinquième rang du canton de Hartwell, dans le district d'Ottawa, contenant cent acres en superficie—avec les bâties dessus érigées et construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Félix de Valois, de Hartwell, le DIX-SEPTIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le bref rapportable le trente et unième jour de mai mil huit cent quatre-vingt-quatorze.

LOUIS M. COUTLEE,  
Bureau du Shérif, Shérif,  
Aylmer, 27 février 1894. 929-3  
[Première publication, 3 mars 1894.]

### Ventes par le Shérif—Pontiac

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sous-signé avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*De la Cour Supérieure—Aylmer.*

Canada, Province de Québec, District d'Ottawa, No. 166. } **ROBERT CAMPBELL**, du canton de Bristol, dans le comté de Pontiac, et la province de Québec, marchand, Demandeur; contre les terres et tenements de **JOHN THOMSON**, du canton de Litchfield, dans le comté de Pontiac, cultivateur et marchand de bois, Défendeur, savoir :

Tous ces morceaux et lopins de terre sis et situés dans le canton de Litchfield, dans le comté de Pontiac et province de Québec, et là connus et désignés comme suit, savoir :

1° La moitié nord-est du lot numéro quatre, dans le premier rang du dit canton de Litchfield, contenant cent huit acres et deux roods, plus ou moins.

2° Le résidu sud-est du lot numéro cinq, dans le premier rang du dit canton de Litchfield, contenant environ deux cent quarante-huit acres de terre, plus ou moins.

3° La partie nord-ouest du lot numéro cinq, dans le premier rang du dit canton de Litchfield, contenant cent acres, plus ou moins; bornée en devant par la rivière Ottawa, en arrière par le morceau de terre ci-haut décrit en second lieu, d'un côté par le lot numéro quatre, et de l'autre côté par le lot numéro six, dans le dit premier rang—ensemble avec toutes les bâties érigées sur les divers lopins de terre et tous et chacun des membres et dépendances qui leurs appartiennent.

Pour être vendus au bureau du shérif pour le district de Pontiac, dans le village de Bryson, le DOUZIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-cinquième jour de juin 1894.

SIMON McNALLY,  
Bureau du Shérif, Shérif,  
Bryson, 15 mars 1894. 1169-2  
[Première publication, 24 mars 1894.]

lot number thirteen (13), of the fifth range of the township of Hartwell, in the district of Ottawa, containing one hundred acres in superficies—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Félix de Valois, of Hartwell, on the SEVENTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. This writ returnable on the thirty-first day of May, 1894.

LOUIS M. COUTLEE,  
Sheriff's Office, Sheriff,  
Aylmer, 27th February, 1894. 930  
[First published, 3rd March, 1894.]

### Sheriff's Sales—Pontiac

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*From the Superior Court—Aylmer.*

Canada, Province of Québec, District of Ottawa, No. 166. } **ROBERT CAMPBELL**, of the township of Bristol, in the county of Pontiac, and province of Québec, merchant, Plaintiff; against the lands and tenements of **JOHN THOMSON**, of the township of Litchfield, in the county of Pontiac, farmer and lumber merchant, Defendant, to wit :

All those certain pieces, parcels or tracts of land, situate lying and being in the township of Litchfield, in the county of Pontiac and province of Québec, and there known and distinguished as follows, to wit :

1° The north east half of lot number four, in the first range of the said township of Litchfield, containing one hundred and eight acres and two roods, be the same more or less.

2° The south east residue of lot number five, in the first range of the said township of Litchfield, containing about two hundred and forty-eight acres of land, be the same more or less.

3° The north west part of lot number five, in the said first range of the said township of Litchfield, containing one hundred acres, more or less; bounded in front by the Ottawa river, in rear by the parcel of land herein secondly described, one side by lot number four, and on the other side by lot number six, in the said first range—together with all the buildings erected on the said several tracts of land and with and all and every the members and appurtenances thereunto belonging.

To be sold at my office, in the village of Bryson, on the TWELFTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty fifth of June, 1894.

SIMON McNALLY,  
Sheriff's Office, Sheriff,  
Bryson, 15th March, 1894. 1170  
[First published, 24th March, 1894.]

## Ventes par le Shérif—Québec

## Sheriff's Sales—Quebec

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans le cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

## ALIAS FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : { **A** RTHUR MAHEUX, de No. 975. } la paroisse de Beauport, cultivateur; contre ISMAEL MAHEUX, de la paroisse de Beauport, cultivateur, à savoir :

Le lot No. 847, du cadastre officiel de la paroisse de Beauport, comté de Québec, étant un lot de terre situé concession Saint-Michel—avec bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Beauport, le QUATRIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le seizième jour de mai prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif. Québec, 1er mars 1894. 945-3

[Première publication, 3 mars 1894.]

## FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : { **T** HOMAS HETHRINGTON, No. 521. } de la cité de Québec, maître-boulangier; contre WILLIAM HAMILTON, de la cité de Québec, ci-devant douanier de Sa Majesté.

Le lot No. 4251, du cadastre officiel du quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un lot de terre situé rue D'Artigny—avec bâtisses.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Québec, le CINQUIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le quinzième jour de mai prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif. Québec, 1er mars 1894. 947-3

[Première publication, 3 mars 1894.]

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

## ALIAS FIERI FACIAS.

Québec, to wit : { **A** RTHUR MAHEUX, of the No. 975. } A parish of Beauport, farmer; against ISMAEL MAHEUX, of the parish of Beauport, farmer, to wit :

Lot No. 847, of the official cadastre of the parish of Beauport, county of Quebec, being a lot of land situated in the concession Saint Michel—with buildings.

To be sold at the parochial church door of the parish of Beauport, the FOURTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the sixteenth day of May next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff. Québec, 1st March, 1894. 946

[First published, 3rd March, 1894.]

## FIERI FACIAS.

Québec, to wit : { **T** HOMAS HETHRINGTON, No. 521. } of the city of Québec, master baker; against WILLIAM HAMILTON, of the city of Québec, formerly tide waiter in Our Service.

Lot No. 4251, of the official cadastre of Montcalm ward, of the city of Québec, being a lot of land situate on D'Artigny street—with buildings.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the FIFTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifteenth day of May next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff. Québec, 1st March, 1894. 948

[First published, 3rd March, 1894.]

## Ventes par le Shérif—Richelieu

## Sheriff's Sales—Richelieu

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours, qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

## FIERI FACIAS.

*Cour de Circuit du comté de Berthier, district de Richelieu.*

Sorel, à savoir : } **ARTHUR DUBEAU**,  
Nos. 801-946. } Demandeur; contre **DAME**  
**MARIE LOUISE LAVALLEE**, en sa qualité de  
tutrice à Louis Philippe Dubeau, enfant mineur issu  
du mariage de la dite Dame Marie Louise Lavallée  
avec feu Louis Philippe Dubeau, son époux décédé,  
Défenderesse, et Norbert Dauphin, en sa qualité  
de curateur à la substitution créée par et dans la  
donation de François-Xavier Dubeau et Dame  
Elmire Marotte, son épouse, en faveur de leurs fils  
Joseph Xavier Dubeau et Louis Philippe Dubeau,  
mis en cause; et le dit Arthur Dubeau, Deman-  
deur en reprise d'instance, et Alexis Tessier, en sa  
qualité de curateur à la succession vacante de feu  
Louis Philippe Dubeau, défendeur en reprise d'ins-  
tance.

Comme étant en la possession du défendeur par  
reprise d'instance, es qualité, savoir :

Le lot numéro trois cent soixante et dix (No. 370),  
des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la  
paroisse de Saint-Norbert, dans le district de Riche-  
lieu, contenant environ vingt-cinq arpents en super-  
ficie, plus ou moins.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale  
de Saint-Norbert, le VINGT-NEUVIEME jour du  
mois de JUN prochain, à ONZE heures de l'avant-  
midi. Le dit bref rapportable le trentième jour du  
mois de juin prochain.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif,	Shérif.
Sorel, 24 avril 1894.	1777
[Première publication, 28 avril 1894.]	

## FIERI FACIAS.

*Cour de Circuit—District de Richelieu.*

Sorel, à savoir : } **NARCISSE TAILLON**, De-  
No. 19300. } mandeur; vs. **NAPOLEON**  
**GUILBEAU**, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Guillaume  
d'Upton, concession du chemin de Yamaska, connue  
au cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-  
Guillaume d'Upton, sous le numéro quatre cent  
soixante et deux (No. 462)—avec les bâtisses dessus  
érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale  
de la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, le **QUA-**  
**TRIEME** jour du mois de **MAI** prochain, à **DIX**  
heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le  
quinzième jour du mois de mai prochain.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif,	Shérif.
Sorel, 27 février 1894.	937-3
[Première publication, 3 mars 1894.]	

## FIERI FACIAS.

*Cour Supérieure—District de Montréal.*

Sorel, à savoir : } **RAYMOND PREFONTAINE**,  
No. 1861. } Demandeur; contre **THE**  
**GREAT EASTERN RAILWAY COMPANY ET**  
**AL.**, Défendeurs.

Comme appartenant à la dite défenderesse **The**  
**Great Eastern Railway Company** :

Cette ligne de chemin de fer connue comme **The**  
**Great Eastern Railway**, commençant à un point sur  
le chemin de fer du **Pacifique Canadien** (autrefois  
**The South Eastern Railway**) sur le lot de terre  
connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels  
de la paroisse de Saint-Michel d'Yamaska, dans le  
comté de Yamaska, comme lot No. 245, et passant à  
travers la dite paroisse de Saint-Michel d'Yamaska  
et la paroisse de Saint-François du Lac; de là travers-  
ant la rivière Saint-François; de là à travers la  
paroisse de Saint-Thomas de Pierreville et la pa-  
roisse de La Baie du Febvre, tous dans le comté  
d'Yamaska et district de Richelieu; de là passant à  
travers la paroisse de Nicolet jusqu'à la rivière  
Nicolet; de là traversant la rivière Nicolet jusqu'à  
la ville de Nicolet; de là à travers la ville de Nicolet;  
de là à travers la paroisse de Nicolet; de là à travers  
la paroisse de Saint-Grégoire jusqu'à un point de

## FIERI FACIAS.

*Circuit Court for the county of Berthier, district of Richelieu.*

Sorel, to wit : } **ARTHUR DUBEAU**, Plaintiff;  
Nos. 801-946. } against **DAME MARIE**  
**LOUISE LAVALLEE**, in her quality of tutrix to  
Louis Philippe Dubeau, minor child issue of the  
marriage of the said Dame Marie Louise Lavallée  
with the said late Louis Philippe Dubeau, her  
deceased husband, Defendant, and Norbert Dau-  
phin, in his quality of curator to the substitution  
created in and by the donation of François Xavier  
Dubeau and Dame Elmire Marotte, his wife, in  
favor of their sons Joseph Xavier Dubeau and Louis  
Philippe Dubeau, parties to the said suit; and the  
said Arthur Dubeau, plaintiff in continuance of  
suit, and Alexis Tessier, in his quality of curator to  
the vacant estate of the late Louis Philippe Dubeau,  
defendant in continuance of suit.

As being in the possession of the defendant in  
continuance of suit, *es qualité*, to wit :

Lot number three hundred and seventy (No. 370),  
of the official plan and book of reference of the  
cadastre of the parish of Saint Norbert, in the dis-  
trict of Richelieu, containing about twenty-five  
arpents in area, more or less.

To be sold at the parochial church door of the  
parish of Saint Norbert, on the **TWENTY-NINTH**  
day of the month of **JUNE** next, at **ELEVEN**  
o'clock in the forenoon. The said writ returnable  
on the thirtieth day of the month of June next.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office,	Sheriff.
Sorel, 24th April, 1894.	1778
[First published, 28th April, 1894.]	

## FIERI FACIAS.

*Circuit Court—District of Richelieu.*

Sorel, to wit : } **NARCISSE TAILLON**, Plaintiff;  
No. 19300. } vs. **NAPOLEON GUILBEAU**,  
Defendant.

A land situate in the parish of Saint Guillaume  
d'Upton, concession of the Yamaska road, known  
on the official cadastre of the said parish of Saint  
Guillaume d'Upton, as number four hundred and  
sixty-two (462)—together with the buildings thereon  
erected.

To be sold at the parochial church door of the  
parish of Saint Guillaume d'Upton, on the **FOURTH**  
day of the month of **MAY** next, at **TEN** o'clock in  
the forenoon. The said writ returnable on the fif-  
teenth day of the month of May next.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office,	Sheriff.
Sorel, 27th February, 1894.	938
[First published, 3rd March, 1894.]	

## FIERI FACIAS.

*Superior Court—District of Montreal.*

Sorel, to wit : } **RAYMOND PREFONTAINE**,  
No. 1861. } Plaintiff; against **THE GREAT**  
**EASTERN RAILWAY COMPANY ET AL.**, De-  
fendants.

As belonging to the defendant **The Great Eastern**  
**Railway Company** :

That certain line of railway known as the **Great**  
**Eastern Railway**, commencing at a point on the  
**Canadian Pacific Railway** (formerly the **South**  
**Eastern Railway**) on the lot of land known and  
designated on the official plan and book of reference  
of the parish of Saint Michel d'Yamaska, in the  
county of Yamaska, as lot No. 245, and extending  
through said parish of Saint Michel d'Yamaska and  
the parish of Saint François du Lac; thence crossing  
the river Saint Francis; thence through the parish  
of Saint Thomas de Pierreville and the parish of **La**  
**Baie du Febvre**, all in the county of Yamaska and  
district of Richelieu; thence extending through the  
parish of Nicolet to the river Nicolet; thence across  
the river Nicolet to the town of Nicolet; thence  
through the town of Nicolet; thence through the  
parish of Nicolet; thence through the parish of Saint  
Grégoire to a point of junction with the Grand

jonction avec le chemin de fer Grand Tronc près de la station Saint-Grégoire sur le lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Grégoire, sous le No. 305, tous dans le comté de Nicolet et district des Trois-Rivières; la dite ligne de chemin de fer ayant environ vingt-huit milles de longueur, plus ou moins, et le dit chemin de fer étant plus connu et désigné dans les dites municipalités à travers lesquelles il passe, comme suit:

1° Dans la dite paroisse de Saint-Michel d'Yamaska, comme partie des lots Nos. 245, 246, 247, 154, 153, 152, 127, 129, 130, 131 et 132, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Michel d'Yamaska.

2° Dans la dite paroisse de Saint-François du Lac, comme partie des lots Nos. 608, 609, 615, 616, 617, 618, 629, 621, 622, 623, 624, 625, 540, 539, 538, 537, 536, 535, 534, 533, 532, 531, 530, 529, 528, 337, 338, 345, 349, 366 et 370, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-François du Lac.

3° Dans la dite paroisse de Saint-Thomas de Pierreville, comme partie des lots Nos. 1217, 437, 438, 440, 535, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 454, 223, 222, 219, 216, 215, 214, 213, 212, 211, 210, 209, 208, 207, 206, 205, 204, 203, 202, 201, 200, 197, 196, 194, 193, 192, 191, 183, 184 et 185, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Thomas de Pierreville.

4° Dans la dite paroisse de La Baie du Febvre, comme partie des lots Nos. 669, 668, 667, 666, 665, 664, 662, 661, 660, 656, 655, 653, 651, 650, 645, 642, 641, 640, 639, 638, 637, 636, 631, 628, 627, 626, 625, 624, 623, 622, 614, 613, 609, 608, 607, 605, 604, 603, 602, 601, 598, 597, 594, 593, 583, 582, 579, 574, 569, 566, 563, 555, 533, 524 et 512, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de La Baie du Febvre.

5° Dans la dite paroisse de Nicolet, comme partie des lots Nos. 493, 177, 178, 179, 176, 175, 174, 173, 172, 171, 51, 52, 108, 109, 107, 106, 105, 68 et 67, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Nicolet.

6° Dans la dite ville de Nicolet, comme partie d'une subdivision du lot No. 179, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Nicolet.

7° Dans la dite paroisse de Saint-Grégoire, comme partie des lots Nos. 247, 246, 245, 244, 243, 242, 241, 240, 239, 238, 237, 236, 235, 234, 233, 232, 231, 230, 229, 228, 226, 225, 224, 223, 222, 221, 220, 219, 218, 217, 216, 215, 214, 213, 212, 211, 210, 209, 208, 207, 285, 287, 288, 289, 291, 293, 294, 296, 297, 298, 300, 301, 302, 304 et 305, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Grégoire.

Ensemble avec toutes les clôtures et barrières, ponts en fer, en bois et en pierre, piliers et culées, tréteaux et ponceaux, tuyaux de drainage, lisses en acier et en fer et attaches, travers et aiguilles et terrassement formant le remblai du dit chemin de fer et toutes voies d'évitement, tables tournantes, stations, dépôts, hangars pour fret et remises, bâtisses pour outillage et réservoirs construits sur la ligne du dit Great Eastern Railway, et toutes les dépendances et appartenances du dit Great Eastern Railway de toute nature et description quelconque.

Pour être vendus au bureau du shérif pour le district de Richelieu, au palais de justice, dans la cité de Sorel, le DEUXIEME jour du mois de JUNE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-troisième jour du mois de juin prochain.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif  
Sorel, 29 mars 1894. 1365-3  
[Première publication, 31 mars 1894.]

Trunk Railway near Saint Grégoire station on the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Grégoire, as No. 305, all in the county of Nicolet and district of Three Rivers; said line of railway being about twenty-eight miles in length, more or less, and said railway property being further known and designated in the said municipalities through which it passes, as follows:

1° In the parish of Saint Michel d'Yamaska, as part of lots Nos. 245, 246, 247, 154, 153, 152, 127, 129, 130, 131 and 132, on the official plan and book of reference of said parish of Saint Michel d'Yamaska.

2° In the said parish of Saint François du Lac, as part of lots Nos. 608, 609, 615, 616, 617, 618, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 540, 539, 538, 537, 536, 535, 534, 533, 532, 531, 530, 529, 528, 337, 338, 345, 349, 366 and 370, on the official plan and book of reference of said parish of Saint François du Lac.

3° In the said parish of Saint Thomas de Pierreville, as part of lots Nos. 1217, 437, 438, 440, 535, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 454, 223, 222, 219, 216, 215, 214, 213, 212, 211, 210, 209, 208, 207, 206, 205, 204, 203, 202, 201, 200, 197, 196, 194, 193, 192, 191, 183, 184 and 185, on the official plan and book of reference of said parish of Saint Thomas de Pierreville.

4° In the said parish of La Baie du Febvre, as part of lots Nos. 669, 668, 667, 666, 665, 664, 662, 661, 660, 656, 655, 653, 651, 650, 645, 642, 641, 640, 639, 638, 637, 636, 631, 628, 627, 626, 625, 624, 623, 622, 614, 613, 609, 608, 607, 605, 604, 603, 602, 601, 598, 597, 594, 593, 583, 582, 579, 574, 569, 566, 563, 555, 533, 524 and 512, on the official plan and book of reference of said parish of La Baie du Febvre.

5° In the said parish of Nicolet, as part of lots Nos. 493, 177, 178, 179, 176, 175, 174, 173, 172, 171, 51, 52, 108, 109, 107, 106, 105, 68 and 67, on the official plan and book of reference of said parish of Nicolet.

6° In the said town of Nicolet, as part of a subdivision of lot No. 179, on the official plan and book of reference of the said parish of Nicolet.

7° In the said parish of Saint Grégoire, as part of lots Nos. 247, 246, 245, 244, 243, 242, 241, 240, 239, 238, 237, 236, 235, 234, 233, 232, 231, 230, 229, 228, 226, 225, 224, 223, 222, 221, 220, 219, 218, 217, 216, 215, 214, 213, 212, 211, 210, 209, 208, 207, 285, 287, 288, 289, 291, 293, 294, 296, 297, 298, 300, 301, 302, 304 and 305, on the official plan and book of reference of said parish of Saint Grégoire.

Together with all the fences and gates, iron, wooden and stone bridges, piers and abutments, trestles and culverts, pipe drains, steel and iron rails and fastenings, ties, switches and earthwork forming the embankment of said railway and all side-tracks, turntables, stations, depots, freight houses and sheds, tool houses and watertanks constructed on the line of the said Great Eastern Railway and all dependencies and appurtenances of the said Great Eastern Railway of every nature and description whatever.

To be sold at the sheriff's office for the district of Richelieu, at the court house, in the city of Sorel, on the SECOND day of the month of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-third day of the month of June next.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Shérif  
Sorel, 29th March, 1894. 1366  
[First published, 31st March, 1894.]

## Ventes par le Shérif—Rimouski

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Magistrat du comté de Rimouski, siégeant à Saint-Simon.*

Canada, Province de Québec, District de Rimouski. } **D**AME FLORA D'AMOUR, veuve de M. D'Anjou, marchande, à Saint-Simon, et district susdit, Demanderesse; contre GEORGES MORIN, de Saint-Simon, manufacturier de bois, Défendeur, savoir :

1° Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Simon, au premier rang, portant le numéro cent quarante-trois *a* (143a), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Simon—avec un moulin à scie, à bardeaux, à ribler, à fouler, à carder, les accessoires d'iceux, engin, bouilloires et autres mécanismes et outils attachés au dit moulin, et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Un certain terrain situé au même lieu, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la susdite paroisse, sous le numéro cent quarante-cinq (145)—sans bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Simon, le CINQUIÈME jour de MAI prochain (1894), à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinzième jour de mai aussi prochain (1894).

ALF. MARTIN,

Bureau du Shérif,  
Rimouski, 27 février 1894.

Député Shérif.  
899-3

[Première publication, 3 mars 1894.]

## Ventes par le Shérif—St-François

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

## Sheriff's Sales—Rimouski

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Magistrate's Court of the county of Rimouski, sitting at Saint Simon.*

Canada, Province de Québec, District de Rimouski. } **D**AME FLORA D'AMOUR, widow of M. D'Anjou, public trader, at Saint Simon, said district, Plaintiff; against GEORGES MORIN, of Saint Simon, lumberman, Defendant, to wit :

1° A lot situate in the parish of Saint Simon, in the first range, bearing the number one hundred and forty-three *a* (143a), of the official cadastre of the said parish of Saint Simon—with a saw mill, a shingle mill, à ribler (*à découper*), a fulling mill, a carding mill, the accessories pertaining thereto, engine, boiler, and other machinery and apparatus and tools attached to the said mill, and out-buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2° A certain lot of land situate at the same place, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the aforesaid parish, as number one hundred and forty-five (145)—without buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Simon, on the FIFTH day of MAY next (1894), at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable the fifteenth day of May also next (1894).

ALF. MARTIN,

Sheriff's Office,  
Rimouski, 27th February, 1894.

Deputy Sheriff.  
900

[First published, 3rd March, 1894.]

## Sheriff's Sales—St-François

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

## FIERI FACIAS.

*Cour Supérieure—District de Saint-François.*

Saint-François, à savoir : } **D**AVID F. BROWN,  
No. 368. } du canton de Compton, dans le district de Saint-François, cultivateur et propriétaire de moulin, Demandeur ; contre les terres et tenements de SALIME DION, du dit canton de Compton, dans le dit district, Défendeur, à savoir :

1° Toute cette partie de la moitié est du lot numéro treize, dans le huitième rang du dit canton de Compton, qui se trouve sur le côté est de la Moes River, et au nord du chemin allant vers l'est de la Moes River à Clifton, et communément appelé "chemin Ducharme", sauf et excepté l'emplacement avec ses bâties de Dame Sarah H. Hills, veuve de feu Isaac H. Graves, d'un acre et vingt-un centième d'acres de terre, et contenant le susdit terrain après cette réserve environ vingt acres de terre plus ou moins ; et borné à l'est par un terrain appartenant à Emile et à Michel Ducharme, à l'ouest par la dite Moes River, au sud en partie par un chemin public et en partie par le dit emplacement, et au nord par le terrain ci-après décrit :

2° La partie est du lot numéro quatorze, dans le huitième rang du dit canton de Compton, étant cette partie du lot située à l'est de la dite Moes River, qui s'étend jusqu'au détour de la dite rivière, contenant cent acres de terre, plus ou moins, tel que plus au long décrit à l'acte de vente de F. A. Fiske à Romuald Marchessault ; et borné à l'est par le dit terrain appartenant à Emile et à Michel Ducharme, à l'ouest par la dite Moes River, au sud par le morceau de terre plus haut décrit, et au nord par un terrain appartenant à William Patterson—avec toutes les bâties et améliorations faites sur les dits terrains.

Pour être vendus au bureau du régistrateur, de la division d'enregistrement de Sherbrooke, dans la cité de Sherbrooke, dans le dit district, le TRENTEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier jour d'août prochain.

JOSEPH L. TERRILL,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sherbrooke, 25 avril 1894. 1721  
[Première publication, 28 avril 1894.]

## FIERI FACIAS.

*Cour Supérieure—District de Saint-François.*

Saint-François, à savoir : } **D**AME ZOE CHA-  
No. 263. } RETTE, du village de Melbourne, dans le district de Saint-François, veuve de feu Alfred Boisvert, en son vivant du même lieu, forgeron, maintenant décédé, Demanderesse ; contre les terres et tenements de JAMES ALEXANDER McHARDY, du village de Windsor Mills, dans le dit district, Défendeur, à savoir :

Ces étendues ou morceaux de terre situés dans le canton de Windsor, dans le district de Saint-François, connus et désignés comme lots numéros vingt-quatre et vingt-cinq, dans le septième rang, et vingt-quatre et vingt-cinq, dans le huitième rang du dit canton de Windsor, chacun des dits lots contenant deux cents acres en superficie, plus ou moins—avec les bâties sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendus au bureau du régistrateur pour la division d'enregistrement du comté de Richmond, dans la ville de Richmond, dans le dit district, le PREMIER jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-cinquième jour de juin prochain.

JOSEPH L. TERRILL,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sherbrooke, 27 mars 1894. 1361-2  
[Première publication, 31 mars 1894.]

## FIERI FACIAS.

*Superior Court—District of Saint Francis.*

Saint Francis, to wit : } **D**AVID F. BROWN, of  
No. 368. } the township of Compton, in the district of Saint Francis, farmer and mill owner, Plaintiff ; against the lands and tenements of SALIME DION, of the said township of Compton, in said district, Defendant, to wit :

1° All that part of the east half of lot number thirteen, in the eighth range of the said township of Compton, which is on the east side of Moes River, and on the north of the road running east from Moes River to Clifton, and commonly called "Chemin Ducharme", saving and excepting the lot with its buildings of Dame Sarah H. Hills, widow of the late Isaac H. Graves, of one acre and twenty-one hundredths of an acre of land, said lot containing, after deducting this reservation, about twenty acres of land, more or less ; and bounded on the east by a lot belonging to Emile and to Michel Ducharme, on the west by the said Moes River, on the south partly by a public road and partly by the said lot, and on the north by the lot hereinafter described.

2° The east part of lot number fourteen, in the eighth range of the said township of Compton, being that part of lot situate east of said Moes River, which extends to the bend of the said river, containing one hundred acres of land, more or less, such as more fully described in the deed of sale from F. A. Fiske to Romuald Marchessault ; and bounded on the east by the said land belonging to Emile and to Michel Ducharme, on the west by the said Moes River, on the south by the piece of land hereinabove described, and on the north by a lot belonging to William Patterson—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the registry office of the registration division of Sherbrooke, in the city of Sherbrooke, in the said district, on the THIRTIETH day of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of August next.

JOSEPH L. TERRILL,

Sheriff's Office, Shérif.  
Sherbrooke, 25th April, 1894. 1722  
[First published, 28th April, 1894.]

## FIERI FACIAS

*Superior Court—District of Saint Francis.*

Saint Francis, to wit : } **D**AME ZOE CHA-  
No. 263. } RETTE, of the village of Melbourne, in the district of Saint Francis, widow of the late Alfred Boisvert, in his lifetime of the same place, blacksmith, now deceased, Plaintiff ; against the lands and tenements of JAMES ALEXANDER McHARDY, of the village of Windsor Mills, in said district, Defendant, to wit :

Those certain tracts or parcels of land situate in the township of Windsor, in the district of Saint Francis, known and distinguished as lots numbers twenty-four and twenty-five, in the seventh range, and twenty-four and twenty-five, in the eighth range of the said township of Windsor, each of said lots containing two hundred acres in superficies, more or less—with the buildings and improvements to each of the same belonging.

To be sold at the registry office of the registration division of the county of Richmond, in the town of Richmond, in the said district, on the FIRST day of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-fifth day of June next.

JOSEPH L. TERRILL,

Sheriff's Office, Shérif.  
Sherbrooke, 27th March, 1894. 1362  
[First published, 31st March, 1894.]

## FIERI FACIAS.

*Dans la Cour de Magistrat dans et pour le comté de Richmond, à Richmond.*

Saint-François, à savoir : } LA CORPORATION  
No. 735. } DE LA VILLE DE

RICHMOND, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans la dite ville de Richmond, dans le district de Saint François, Demanderesse ; contre les terres et tenements de DAME PHILIP MURPHY, du même lieu, veuve de feu Philip Murphy, maintenant décédé, en son vivant de la dite ville de Richmond, journalier, Défendeur, à savoir :

Ce morceau de terre sis et situé dans la ville de Richmond, dans le dit district, et décrit comme suit :

Partie du lot 16, dans le rang 14, du canton de Cleveland, contenant dix-neuf perches et douze pieds et demi de front sur le chemin Craig, qui le borne au nord ; borné au sud par l'étang du moulin de William Thurber ou ses représentants, du côté ouest par le dit Thurber ou représentants, et du côté est par un nommé Livernois ou représentants—avec toutes les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendue au bureau du registraire pour la division d'enregistrement du comté de Richmond, dans la ville de Richmond, dans le dit district, le QUATRIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour de juin prochain.

JOSEPH L. TERRILL.

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sherbrooke, 27 février 1894. 909-3  
[Première publication, 3 mars 1894.]

## FIERI FACIAS.

*In the Magistrates' Court in and for the county of Richmond, at Richmond.*

Saint Francis, to wit : } THE CORPORATION  
No. 735. } OF THE TOWN OF

RICHMOND, a body politic and corporate, having its chief office and place of business in said town of Richmond, in the district of Saint Francis, Plaintiff ; against the lands and tenements of DAME PHILIP MURPHY, of the same place, widow of the late Philip Murphy, now deceased, in his lifetime of said town of Richmond, laborer, Defendant, to wit :

That piece or parcel of land situate and being in the town of Richmond, in said district, and described as follows :

Part of lot 16, in range 14, of the township of Cleveland, containing nineteen rods and twelve and one half feet in front on Craig's road, which bounds it to the north ; bounded on the south by the mill pond of William Thurber or his representatives, on the west side by said Thurber or representatives, and on the east side by one Livernois or representatives—with all the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the registry office of the registration division of the county of Richmond, in the town of Richmond, in said district, on the FOURTH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirtieth day of June next.

JOSEPH L. TERRILL,

Sheriff's Office, Shérif.  
Sherbrooke, 27th February, 1894. 910  
[First published, 3rd March, 1894.]

## Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 709 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi ; toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans le cas de *Venditum Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du bref.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*Cour Supérieure, dans et pour le district d'Iberville.*

Canada, } LA BANQUE DU  
Province de Québec, } LE PEUPLE, De-  
District de Saint-Hyacinthe. } manderesse ; contre  
No. 294. } JOSEPH GIRARD

ET AL., Défendeurs, à savoir :

Saisis sur le défendeur, Joseph Girard.

1° Une terre située à Sainte-Marie de Monnoir, dans le rang du Ruisseau Barré, étant la moitié nord des numéros trois cent quarante (340) et trois cent quarante a (340 a), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, d'environ deux arpents et quart de front sur trente arpents de profondeur—avec une maison et autres dépendances dessus érigées.

2° Un lot de terre situé dans la dite paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, étant le lot numéro deux cent soixante et trois (263) et partie de deux cent soixante et cinq (265), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Marie de Monnoir—avec bâtisses ; formant la moitié du terrain qui appartenait à Toussaint Alix, d'où est distrait le terrain vendu à Edouard Bachand, le dit terrain

## Sheriff's Sales—St. Hyacinth

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 709 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law ; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, or other oppositions* to the sale, except in cases of *Venditum Exponas* are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*Superior Court, in and for the district of Iberville.*

Canada, } LA BANQUE DU  
Province of Quebec, } LE PEUPLE, Plain-  
District of Saint Hyacinthe. } tiff ; against JOSEPH  
No. 294. } GIRARD ET AL., De-

defendants, to wit :

Seized on defendant, Joseph Girard.

1° A lot of land situated in the parish of Sainte Marie of Monnoir, *Ruisseau Barré* range, being the north half of number three hundred and forty (340) and three hundred and forty a (340 a), of the official plan and book of reference for said parish of Sainte Marie of Monnoir, of about two arpents and a quarter front by thirty arpents in depth—with a house and other buildings thereon erected.

2° A lot of land situated in the said parish of Sainte Marie of Monnoir, being the lot of land number two hundred and sixty-three (263) and part of lot number two hundred and sixty-five (265), on the official plan and book of reference for said parish of Sainte Marie of Monnoir—with buildings ; forming the half of the lot of land which formerly belonged to Toussaint Alix, and of which

tenant devant à Clovis Meunier, derrière au Ruisseau Lojesse, d'un côté à Chrysostôme Guillette, et d'autre côté au dit Edouard Bachand.

3° Un lot de terre de forme irrégulière, situé dans la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, rang du Ruisseau Barré, d'environ un demi-arpent en superficie, à distraire du numéro trois cent quarante a (340 a), des dits plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, le dit lot de terre tenant par devant au dit rang Ruisseau Barré, derrière au Ruisseau Lojesse, d'un côté à Nicolas Brouillet, et de l'autre côté à la terre sus en première lieu décrite.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, le TROISIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Bref rapportable le dix-septième jour de juillet prochain.

V. B. SICOTTE, Shérif.  
Bureau du Shérif, Saint-Hyacinthe, 23 avril 1894. 1697  
[Première publication, 28 avril 1894.]

VENDITIONI EXPONAS.  
*Cour Supérieure.*

Canada, Province de Québec, District de Saint-Hyacinthe, No. 122. } **A MABLE DES-LANDES, Demandeur ; vs. LOUIS BERGERON ET JOSEPH BERGERON, Défendeurs, à savoir :**

Saisi sur le défendeur Joseph Bergeron :  
2° Un terrain situé en la paroisse de Saint-Théodore d'Acton, sur le neuvième rang, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Théodore d'Acton, sous les numéros trois cent cinquante-deux et trois cent cinquante-trois (352 et 353), ne formant qu'une seule exploitation.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Théodore d'Acton susdite, le VINGT ET UNIEME jour de MAI prochain, à UNE heure de l'après-midi. Bref rapportable le vingt-troisième jour de mai prochain.

V. B. SICOTTE, Shérif.  
Bureau du Shérif, Saint-Hyacinthe, 16 avril 1894. 1607-2  
[Première publication, 21 avril 1894.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.  
*Cour Supérieure.*

Canada, Province de Québec, District de Saint-Hyacinthe, No. 203. } **A LEXIS VIL-LANDRI, Demandeur ; contre EUSEBE GAUTHIER DIT LANDREVILLE, Défendeur, à savoir :**

La moitié indivise d'un terrain situé en la paroisse de Saint-André d'Acton, sur la concession du cinquième rang, la totalité de la dite terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-André d'Acton, sous les numéros quatre cent quatre-vingt-un et quatre cent quatre-vingt-deux (481-482), ne formant qu'une seule exploitation—avec bâtisses. Et la jouissance et usufruit, appartenant au dit défendeur, sa vie durant, en vertu du testament solennel de son épouse Marie Beaudouin, reçu devant Mre Lippé, notaire, le vingt-huit octobre mil huit cent quatre-vingt-cinq, et enregistré le vingt novembre mil huit cent quatre-vingt-huit, la dite Marie Beaudouin, décédée le premier novembre mil huit cent quatre-vingt-huit, l'autre moitié indivise des dits lots de terre sus-décrits, savoir : des dits numéros quatre cent quatre-vingt-un et quatre cent quatre-vingt-deux (481-482), des dits plan et livre de renvoi officiels de Saint-André d'Acton susdit ; à distraire (tant de la nue propriété de la dite moitié indivise des dits lots de terre que de la jouissance susdite et l'autre moitié indivise) sous le dit lot No. 481, un emplacement d'un demi-arpent de front sur environ un arpent et trois-quarts de profondeur, plus ou moins ; borné en front par le chemin du quatrième rang d'Acton,

the lot of land sold to one Edouard Bachand was taken (*distrait*), said lot of land adjoining in front to Clovis Meunier, in rear to the Lojesse stream, on one side to Chrysostôme Guillette, and on the other side to Edouard Bachand.

3° Another lot of land of irregular form, situated in the said parish of Sainte Marie of Monnoir, *Ruisseau Barré* range, containing half an arpent in superficies, more or less, to be taken (*à distraire*) from lot three hundred and forty a (340 a), of the official plan and book of reference for said parish of Sainte Marie of Monnoir, said lot of land adjoining in front to the said *Ruisseau Barré* range, in rear to the Lojesse stream, on one side to Nicolas Brouillet, and on the other side to the lot of land herein firstly designated.

To be sold at the church door of the said parish of Sainte Marie of Monnoir, the THIRD day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Writ returnable the seventeenth day of July next.

V. B. SICOTTE, Sheriff.  
Sheriff's Office, Saint Hyacinthe, 23rd April, 1894. 1698  
[First published, 28th April, 1894.]

VENDITIONI EXPONAS.  
*Superior Court.*

Canada, Province of Quebec, District of Saint Hyacinthe, No. 122. } **A MABLE DES-LANDES, Plaintiff ; vs. LOUIS BERGERON AND JOSEPH BERGERON, Defendants, to wit :**

Seized on defendant Joseph Bergeron :  
2° A lot of land situated in the parish of Saint Théodore of Acton, ninth range, known and designated on the official plan and book of reference of said parish of Saint Théodore of Acton, under numbers three hundred and fifty-two and three hundred and fifty-three (352 and 353), forming but one farm.

To be sold at the church door of the said parish of Saint Théodore of Acton, the TWENTY-FIRST day of MAY next, at ONE o'clock in the afternoon. Writ returnable the twenty-third day of May next.

V. B. SICOTTE, Sheriff.  
Sheriff's Office, Saint Hyacinthe, 16th April, 1894. 1608  
[First published, 21st April, 1894.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.  
*Superior Court.*

Canada, Province of Quebec, District of Saint Hyacinthe, No. 203. } **A LEXIS VIL-LANDRI, Plaintiff ; against E U-SEBE GAUTHIER DIT LANDREVILLE, Defendant, to wit :**

The undivided half of a lot of land situated in the parish of Saint André d'Acton, on the concession of the fifth range, the totality of said lot of land known and designated on the official plan and book of reference for said parish of Saint André d'Acton, under numbers four hundred and eighty-one and four hundred and eighty-two (481-482), forming but one farm—with buildings. And the enjoyment and usufruct (*la jouissance et usufruit*), belonging to the defendant, during lifetime, by and in virtue of his wife, Marie Beaudouin's will, received by H. Lippé, notary, the twenty-eighth of October, one thousand eight hundred and eighty-five, and registered November, the twentieth, one thousand eight hundred and eighty-eight; the said Marie Beaudouin, deceased the first of November, one thousand eight hundred and eighty-eight, of the other undivided half of said lots of land herein described, to wit : of said numbers four hundred and eighty-one and four hundred and eighty-two (481-482), of said official plan and book of reference for said parish of Saint André d'Acton ; à *distraire* from said *nue propriété* and usufruct on said lot No. 481, one emplacement containing half an arpent in front by one arpent and three quarters in depth, more or less ; bounded in front by the fourth range of Acton's highway, in

en profondeur et du côté est par le surplus du terrain portant le No. 481, et du côté ouest par le No. 482.

Pour être vendue à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint-André d'Acton, le CINQ JUIN prochain, à UNE heure de l'après-midi. Bref rapportable le quinze juin prochain.

V. B. SICOTTE, Shérif.  
Bureau du Shérif, Saint-Hyacinthe, 27 mars 1894. 1313-2  
[Première publication, 31 mars 1894.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—District de Montréal.*

Canada, ) WILLIAM WAT-  
Province de Québec, ) SON OGIL-  
District de Saint-Hyacinthe. ) VIE, Demandeur :  
No. 811. ) contre GUILLAUME

ROBERT, Défendeur, à savoir :

Une terre située en la paroisse de Sainte-Angèle de Monnoir, sur le rang de la Côte Double, étant les numéros de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de Sainte-Angèle de Monnoir susdite, sous les numéros quatre-vingts et quatre-vingt-un (80 et 81)—avec bâtisses, et ne formant qu'une seule exploitation.

Pour être vendue à la porte de l'église de la dite paroisse de Sainte-Angèle de Monnoir, le QUATRE JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Bref rapportable le vingt juin prochain.

V. B. SICOTTE, Shérif.  
Bureau du Shérif, Saint-Hyacinthe, 24 mars 1894. 1315-2  
[Première publication, 31 mars 1894.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure, pour le district de Montréal.*

Canada, ) HUBERT CHAR-  
Province de Québec, ) LES CADIEUX  
District de Saint-Hyacinthe. ) ET AL., Demandeurs :  
No. 1970. ) contre PASCHAL

BACHAND, Défendeur, à savoir :

1° Un lopin de terre situé sur la concession des Dix de Corbin, en la paroisse de Saint-Michel de Rougemont, de trois arpents sur dix, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Damase, sous les numéros trois cent trente-sept et trois cent trente-huit (337-338), dans la partie de cette dite paroisse annexée à la paroisse de Saint-Michel de Rougemont.

2° Un lopin de terre situé en la paroisse de Saint-Michel de Rougemont, sur la concession des Vingt de Corbin, d'un arpent et demi sur onze, plus ou moins, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Damase, sous le numéro trois cent soixante et un (361), dans la partie de la dite paroisse de Saint-Damase annexée à la paroisse de Saint-Michel de Rougemont.

3° Un lopin de terre situé en la dite paroisse de Saint-Michel de Rougemont, sur le rang des Vingt de Corbin, de cinq arpents en superficie, plus ou moins, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de Saint-Damase susdit, comme faisant partie pour un arpent du numéro trois cent soixante-douze (372) et du numéro trois cent soixante-treize (373) pour le reste, dans la partie de la dite paroisse de Saint-Damase annexée à la paroisse de Saint-Michel de Rougemont; tenant d'un côté à Olivier Forand, du côté nord à Rubens Bachand, Alexis Morin et Joseph Beaugard, et du côté sud à Rubens Bachand, et de l'autre côté à Moïse Dépôt, et un autre terrain du défendeur.

4° Un lopin de terre en bois debout situé en la dite paroisse de Saint-Michel de Rougemont, sur le rang des Vingt de Corbin, de dix arpents en superficie, plus ou moins, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Damase, dans la partie de la dite paroisse de Saint-Damase annexée à Saint-Michel de Rougemont susdit, sous le numéro trois cent quatre-vingt-dix-sept (397.)

rear and on the east side by the balance of lot No. 481, and on the west side by No. 482.

To be sold at the church door of said parish of Saint-André of Acton, the FIFTH of JUNE next, at ONE o'clock in the afternoon. Writ returnable the fifteenth of June next.

V. B. SICOTTE, Sheriff.  
Sheriff's Office, Saint-Hyacinthe, 27th March, 1894. 1314  
[First published, 31st March, 1894.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Montreal.*

Canada, ) WILLIAM WAT-  
Province of Quebec, ) SON OGILVIE,  
District of Saint-Hyacinthe. ) Plaintiff: against  
No. 811. ) GUILLAUME RO-

BERT, Defendant, to wit :

A lot of land situate in the parish of Sainte Angèle of Monnoir, on the Côte Double range, being the lots of land known and designated on the official plan and book of reference for said parish of Sainte Angèle of Monnoir, under numbers eighty and eighty one (80 and 81)—with buildings, and forming but one farm.

To be sold at the church door of the said parish of Sainte Angèle of Monnoir, the FOURTH of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Writ returnable the twentieth of June next.

V. B. SICOTTE, Sheriff.  
Sheriff's Office, Saint-Hyacinthe, 24th March, 1894. 1316  
[First published, 31st March, 1894.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court, for the district of Montreal.*

Canada, ) HUBERT CHAR-  
Province of Quebec, ) LES CADIEUX  
District of Saint-Hyacinthe. ) ET AL., Plaintiffs :  
No. 1970. ) against PASCHAL

BACHAND, Defendant, to wit :

1° A lot of land situated on concession called "Dix de Corbin", in the parish of Saint-Michel de Rougemont, off three arpents by ten, known and designated on the official plan and book for the parish of Saint-Damase, under the numbers three hundred and thirty-seven and three hundred and thirty-eight (337-338), in that part of said parish annexed to the parish of Saint-Michel de Rougemont.

2° Another lot of land situated in the parish of Saint-Michel de Rougemont, in the concession called the "Vingt de Corbin," off one arpent and a half by eleven, more or less, known and designated on the official plan and book of reference for said parish of Saint-Damase, under number three hundred and sixty-one (361), in that part of said parish of Saint-Damase annexed to the parish of Saint-Michel de Rougemont.

3° A lot of land situated in the said parish of Saint-Michel de Rougemont, on said concession of "Des Vingt de Corbin," of five arpents in superficies, more or less, known and designated on the official plan and book of reference for the parish of Saint-Damase aforesaid, as being part for one acre of the number three hundred and seventy-two (372) and off lot number three hundred and seventy-three (373) for the balance, in that part of said parish of Saint-Damase annexed to said parish of Saint-Michel de Rougemont; joining on one side to Olivier Forand, on the north side to Rubens Bachand, Alexis Morin and Joseph Beaugard, on the south side to said Rubens Bachand, and on the other side to Moïse Dépôt, and an other lot of land belonging to the defendant.

4° Another lot of land, wood land, situated in the said parish of Saint-Michel de Rougemont, on said concession called "Les Vingt de Corbin," containing about ten arpents in superficies, known and designated on the official plan and book of reference for said parish of Saint-Damase, in that part annexed to Saint-Michel de Rougemont, under number three hundred and ninety-seven (397.)

Pour être vendus à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint-Michel de Rougemont, le ONZE JUNE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Bref rapportable le vingt juin prochain.

V. B. SICOTTE,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Hyacinthe, 28 mars 1894. 1341-2  
[Première publication, 31 mars 1894.]

### Ventes par le Shérif—Terrebonne

**A** VIS PUBLIC est par présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.*

District de Terrebonne, } ALEXIS VIAU,  
Sainte-Scholastique, savoir : } Demandeur; con-  
No. 512. } tre EDOUARD P.  
GERMAIN, Défendeur, savoir :

1° Un emplacement situé au village de Saint-Janvier, comté et district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Janvier, sous le numéro cent cinquante-six (No. 156)—avec les bâtisses dessus érigées.

2° La partie ouest du numéro quatre cent vingt-huit (No. 428), situé dans la grande ligne de Terrebonne, en la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville, dit district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre hypothécaire du comté de Terrebonne; tenant du côté est à la balance du No. 428, et du côté ouest au No. 427, du côté sud à la première concession du Coteau Saint-Louis, et du côté nord à la côte Saint-Louis, comprenant trois arpents et trois-quart de largeur sur vingt arpents de profondeur.

Pour être vendus, l'emplacement en premier lieu désigné, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Janvier, dit district, le DEUXIEME jour de JUNE prochain, à NEUF heures de l'avant-midi; et le lot en second lieu désigné, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville, dit district, le MEME JOUR, à UNE heure de l'après-midi. Le dit bref rapportable le seizième jour de juin prochain (1894).

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sainte-Scholastique, 27 mars 1894. 1347-2  
[Première publication, 31 mars 1894.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.*

District de Terrebonne, } L'HONORABLE L. F.  
Sainte-Scholastique, } R. MASSON ET AL.,  
savoir : No. 469. } Demandeurs; vs. NAR-  
CISSE MARION ET UXOR, Défendeurs, savoir :

Un emplacement situé en la paroisse de Sainte-Sophie, district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Sophie, sous le numéro cent trente-sept (No. 137)—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale

To be sold at the church door of the said parish of Saint Michel de Rougemont, the ELEVENTH of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. Writ returnable the twentieth of June next.

V. B. SICOTTE,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint Hyacinthe, 28th March, 1894. 1342  
[First published, 31st March, 1894.]

### Sheriff's Sales—Terrebonne

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.*

District of Terrebonne, } ALEXIS VIAU,  
Sainte Scholastique, to wit : } Plaintiff; against  
No. 512. } EDOUARD P. GER-  
MAIN, Defendant, to wit :

1° A lot situate in the village of Saint Janvier, county and district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Janvier, as number one hundred and fifty-six (No. 156)—with the buildings thereon erected.

2° The west part of number four hundred and twenty-eight (No. 428), situate in the Grande Ligne de Terrebonne, in the parish of Sainte Thérèse de Blainville, said district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Terrebonne; bounded on the east side by the residue of No. 428, and on the west side by No. 427, on the south side by the first concession of the Coteau Saint Louis, and on the north side by the Cote Saint Louis, comprising three arpents and three quarters in width by twenty arpents in depth.

To be sold, the lot firstly described, at the church door of the parish of Saint Janvier, said district, on the SECOND day of JUNE next, at NINE of the clock in the forenoon; and the lot secondly described, at the church door of the parish of Sainte Thérèse de Blainville, said district, on the SAME DAY, at ONE o'clock in the afternoon. The said writ returnable on the sixteenth day of June next (1894.)

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sainte Scholastique, 27th March, 1894. 1348  
[First published, 31st March, 1894.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.*

District of Terrebonne, } THE HONORABLE L.  
Sainte Scholastique, } F. R. MASSON ET  
to wit : No. 469. } AL., Plaintiffs; vs. NAR-  
CISSE MARION ET UXOR, Defendants, to wit :

A lot of land situate in the parish of Sainte Sophie, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference of the registration cadastre for the parish of Sainte Sophie, as number one hundred and thirty-seven (No. 137)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of

de la paroisse de Sainte-Sophie, dit district, le QUATRIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dix-huitième jour de mai prochain (1894).

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif,  
Sainte-Scholastique, 27 février 1894. 877-3  
[Première publication, 3 mars 1894.]

Sainte Sophie, said district, on the FOURTH day of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the eighteenth day of May next (1894.)

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sheriff,  
Sainte Scholastique, 27th February, 1894. 878  
[First published, 3rd March, 1894.]

### Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sous-écrivain avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

#### ALIAS FIERI FACIAS.

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : ) **JOHNNY HAMEL**,  
No. 155. ) Demandeur; contre  
**MAGLOIRE JOLICEUR**, Défendeur.

Une terre située dans le treizième rang du township de Maddington, en la paroisse de Sainte-Gertrude, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Nicolet, pour la dite paroisse de Sainte-Gertrude, comme étant la juste moitié latérale et longitudinale sud-est du lot de terre numéro quatre cent soixante et dix-huit—sans bâtisses.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Gertrude, le TRENTIÈME jour de JUNE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le trentième jour de juin prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif,  
Trois-Rivières, 25 avril 1894. 1739  
[Première publication, 28 avril 1894.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : ) **MICHEL BOURASSA**,  
No. 324. ) Demandeur; contre **FERDINAND BLAIS** et **GEORGE BLAIS**, Défendeurs.

Comme appartenant à Ferdinand Blais, un des dits défendeurs :

1° Une terre située en la paroisse de Saint-Barnabé, dans le premier rang de l'augmentation du township de Caston, connue et désignée comme faisant partie du côté sud du numéro cinq cent soixante et seize (576), du cadastre officiel de la dite paroisse, d'un arpent de front sur trente arpents et cinq perches de profondeur; bornée en front par la Grande Rivière Yamachiche, en profondeur par la ligne de division de la paroisse, d'un côté au sud par le numéro cinq cent soixante et quinze (575), et de l'autre côté au nord par le résidu du dit lot numéro 576, appartenant à A. Ricard ou ses représentants.

2° Une terre située en la même paroisse, même rang, connue et désignée comme étant le numéro cinq cent soixante et quinze, du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Barnabé.

Comme appartenant à George Blais, un des dits défendeurs :

1° Une terre située en la même paroisse, même rang, connue et désignée comme étant le numéro

### Sheriff's Sales—Three Rivers

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law, all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

#### ALIAS FIERI FACIAS.

Superior Court—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : ) **JOHNNY HAMEL**, Plain-  
No. 155. ) tiff; against **MAGLOIRE JOLICEUR**, Defendant.

A land situate in the thirteenth range of the township of Maddington, in the parish of Sainte Gertrude, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Nicolet, for the said parish of Sainte Gertrude, as being the exact south east lateral and longitudinal half of lot of land number four hundred and seventy-eight—without buildings.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Gertrude, on the THIRTIETH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirtieth day of June next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff,  
Three Rivers, 25th April, 1894. 1740  
[First published, 28th April, 1894.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : ) **MICHEL BOURASSA**,  
No. 324. ) Plaintiff; against **FERDINAND BLAIS** and **GEORGE BLAIS**, Defendants.

As belonging to Ferdinand Blais, one of the said defendants :

1° A land situate in the parish of Saint Barnabé, in the first range of the gore of the township of Caston, known and designated as forming part of the south side of number five hundred and seventy-six, of the official cadastre for the said parish, containing one arpent in front by thirty arpents and five perches in depth; bounded in front by the Grande Rivière Yamachiche, in depth by the division line of the parish, on one side to the south by lot number five hundred and seventy-five (575), and on the other side to the north by the residue of the said lot number five hundred and seventy-six, to A. Ricard or his representatives.

2° A land situate in the same parish, same range, known and designated as being number five hundred and seventy-five, of the official cadastre of the said parish of Saint Barnabé.

As belonging to George Blais, one of the said defendants :

1° A land situate in the same parish, same range, known and designated as being number five hundred

cinq cent soixante et dix-sept, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Barnabé.

2° Un lot de terre situé en la même paroisse, même rang, connue et désignée connue étant le numéro trois cent trente-trois, du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Barnabé.

3° Une terre située en la même paroisse, même rang, connue et désignée connue étant le numéro trois cent trente-quatre, du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Barnabé.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Barnabé, le SEPTIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le dix-huitième jour de mai prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif. 923-3  
Trois-Rivières, 28 février 1894.  
[Première publication, 3 mars 1894.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit, dans et pour le comté de Nicolet—  
District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } WILLIAM COUR-  
No. 1075. } CHESNE, De-  
mandeur ; vs. ARSENE DANEAU, Défendeur.

Un lot de terre situé en la ville de Nicolet, sur la rue Cressé, autrefois rue Sainte-Marguerite, au nord d'icelle, contenant cinquante-huit pieds de front sur quatre-vingt-deux pieds de profondeur ; borné par devant par la dite rue, par derrière par les représentants de feu Jean Beaubien, joignant du côté nord-est à Joseph L. David, et du côté sud-ouest à Omer Bourque—avec une maison, écurie et autres dépendances dessus construites ; icelui étant le lot numéro deux cent trente-neuf (239), du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la dite ville et paroisse de Nicolet.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet, en la ville de Nicolet, le CINQUIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le septième jour de mai prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif. 921-3  
Trois-Rivières, 28 février 1894.  
[Première publication, 3 mars 1894.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Cour Supérieure—District de Québec.*

Trois-Rivières, à savoir : } JOSEPH HAMEL,  
No. 462. } J ERNEST HAMEL,  
tous deux de la cité de Québec, et JOSEPH  
ELZEAR BEDARD, de la paroisse de Sainte-Foye,  
marchand, et faisant affaires comme tels, en la cité  
de Québec, sous la raison sociale de "Joseph Hamel  
& Co.," Demandeurs ; contre ANTOINE CHRE-  
TIEN, Défendeur.

1° Une terre située en la paroisse de Saint-Alexis des Monts, concession nord-ouest de la Rivière-du-Loup, canton d'Hunterstown, étant les numéros trois cent soixante et douze et trois cent soixante et treize, du cadastre officiel pour la dite paroisse de Saint-Alexis des Monts.

2° Une terre située en la même paroisse, concession sud-est de la Rivière-du-Loup, canton d'Hunterstown, étant les numéros deux cent treize et deux cent quatorze (213 et 214), du cadastre officiel pour la dite paroisse de Saint-Alexis des Monts—avec les bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Alexis des Monts, le DEUXIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le quatorzième jour de juin prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif. 1359-2  
Trois-Rivières, 28 mars 1894.  
[Première publication, 31 mars 1894.]

and seventy-seven, of the official cadastre for the said parish of Saint-Barnabé.

2° A lot of land situate in the same parish, same range, known and designated as being number three hundred and thirty-three, of the official cadastre of the said parish of Saint-Barnabé.

3° A land situate in the same parish, same range, known and designated as being number three hundred and thirty-four, of the official cadastre of the said parish of Saint-Barnabé.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Barnabé, on the SEVENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the eighteenth day of May next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff. 924  
Three Rivers, 28th February, 1894.  
[First published, 3rd March, 1894.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court, in and for the county of Nicolet—Dis-  
trict of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } WILLIAM COUR-  
No. 1075. } CHESNE, Plaintiff ;  
against ARSENE DANEAU, Defendant.

A lot of land situate in the town of Nicolet, on Cressé street, formerly Sainte Marguerite street, on the north side of the said street, containing fifty-eight feet in front by eighty-two feet in depth ; bounded in front by the said street, in rear by the representatives of the late Jean Beaubien, on the north east side by Joseph L. David, and on the south west side by Omer Bourque—together with a house, stable and other dependencies thereon erected ; this lot being lot number two hundred and thirty-nine (239), of the official cadastre for the county of Nicolet, for the said town and parish of Nicolet.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jean Baptiste de Nicolet, in the town of Nicolet, on the FIFTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the seventh day of May next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff. 922  
Three Rivers, 28th February, 1894.  
[First published, 3rd March, 1894.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Superior Court—District of Québec.*

Three Rivers, to wit : } JOSEPH H A M E L,  
No. 462. } J ERNEST HAMEL,  
both of the city of Québec, and JOSEPH ELZEAR  
BEDARD, of the parish of Sainte Foye, merchants,  
and carrying on business as such, in the city of  
Québec, under the style and firm of "Joseph Hamel  
& Co.," Plaintiffs ; against ANTOINE CHRETIEN,  
Defendant.

1° A land situate in the parish of Saint-Alexis des Monts, north west concession of Rivière du Loup, township of Hunterstown, being numbers three hundred and seventy-two and three hundred and seventy-three, of the official cadastre for the said parish of Saint-Alexis des Monts.

2° A land situate in the same parish, of south east concession of Rivière du Loup, township of Hunterstown, being numbers two hundred and thirteen and two hundred and fourteen (213 and 214), of the official cadastre for the said parish of Saint-Alexis des Monts—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Alexis des Monts, on the SECOND day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable the fourteenth day of June next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff. 1360  
Three Rivers, 28th March, 1894.  
[First published, 31st March, 1894.]

## Nominations

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 23 avril 1894, de nommer M. Mathew Geraghty, commissaire d'écoles pour la municipalité de Mann, comté de Bonaventure, en remplacement de M. Philippe Olscamps.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 23 avril 1894, de nommer M. Charles Whitcher, commissaire d'écoles pour la municipalité du village de Rock Island, comté de Stanstead, en remplacement de M. Curtis W. Lynn, décédé.

1749

## Proclamations

Canada, }  
Province de } J. A. CHAPLEAU.  
Québec. }  
[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, défenseur de la foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourraient concerner—SALUT :

## PROCLAMATION.

TH. CHASE CASGRAIN, } ATTENDU qu'en vertu  
Proc.-Général. } des dispositions de l'arti-  
le 2536 des statuts refondus de la province de Québec, il est décrété qu'il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'abolir, par proclamation, la cour de magistrat pour un comté quelconque, ou toute cour de magistrat qu'il juge à propos ; et, à dater du jour fixé à cet effet dans la proclamation la cour cesse d'être tenue à cet endroit ;

ET ATTENDU qu'en vertu des dispositions de l'article 2499 des mêmes statuts il est décrété que lorsqu'il le juge convenable, le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir, par proclamation, dans et pour chaque comté, cité ou ville, dans cette province, une ou plusieurs cours de magistrat qui sont désignées d'après ces comtés, cité ou ville respectivement, où ces cours peuvent être établies comme suit : cour de magistrat pour le comté de, OU la cité de, OU la ville de (SUIVANT LE CAS, NOMMANT LE COMTE, LA CITE OU LA VILLE,) si plus d'une de ces cours sont établies pour un comté, chacune d'elles, après la première, est en outre désignée sous le nom du lieu, du village, de la cité ou de la ville où cette cour, par proclamation ou arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, peut être établie comme suit : La cour de magistrat pour le comté de (NOMMANT LE COMTE) à (NOMMANT LE VILLAGE, LA VILLE, LA CITE OU LE LIEU) ;

ET ATTENDU que Nous avons jugé à propos, pour la bonne administration de la justice et conformément à l'article 2536 ci-dessus cité, d'abolir la cour de magistrat pour le comté de Rimouski, dans la paroisse de Saint-Moïse ;

ET ATTENDU que Nous avons jugé à propos, pour la bonne administration de la justice et conformément à l'article 2499 ci-dessus cité, d'établir une cour de magistrat pour le comté de Rimouski, dans la paroisse de Saint-Pierre du Lac Métapédia (Cedar Hall).

A CES CAUSES, par et de l'avis du Conseil Exécutif de Notre province de Québec, Nous avons réglé et ordonné et, par les présentes, réglons et ordonnons qu'à partir du premier jour du mois de

## Appointments

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 23rd of April, 1894, to appoint Mr. Mathew Geraghty, school commissioner for the municipality of Mann, county of Bonaventure, in the place of Mr. Philippe Olscamps.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 23rd of April, 1894, to appoint Mr. Charles Whitcher, school commissioner for the municipality of the village of Rock Island, county of Stanstead, in the place and stead of Mr. Curtis W. Lynn, deceased.

1750

## Proclamations

Canada, }  
Province of } J. A. CHAPLEAU.  
Quebec. }  
[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, QUEEN, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

## PROCLAMATION.

TH. CHASE CASGRAIN, } WHEREAS in virtue of  
Att'y. Genl. } the provisions of  
article 2536 of the revised statutes of the province of Quebec, it is enacted that it shall be lawful for the lieutenant governor in council, by proclamation, to abolish the magistrate's court for any county, or any magistrate's court he may deem proper ; and, from and after the day fixed by the proclamation for such purpose, the court shall no longer be held in such locality ;

AND WHEREAS in virtue of the provisions of article 2499 of the same statutes it is enacted that the lieutenant governor in council, whenever he thinks proper, may, by proclamation, establish, in and for any county, city or town in this province, one or more magistrate's courts to be designated according to the respective counties, cities or towns wherein the same may be established, as magistrate's court for the county of, OR the city of, OR the town of (AS THE CASE MAY BE, NAMING THE COUNTY, CITY OR TOWN,) and that where more than one such court is established for a county, then each, after the first, shall be further designated by the name of the place, village, city or town where the same may, by proclamation or order of the lieutenant governor in council, be established as the magistrate's court for the county of (NAMING THE COUNTY) at (NAMING THE VILLAGE, TOWN, CITY OR PLACE) ;

AND WHEREAS we have thought proper, for the good administration of justice, and in compliance with article 2536 hereinabove cited, to abolish the magistrate's court for the county of Rimouski, in the parish of Saint Moïse ;

AND WHEREAS we have thought proper, for the good administration of justice, and in compliance with article 2499 hereinabove cited to establish a magistrate's court for the county of Rimouski, in the parish of Saint Pierre du Lac Metapedia (Cedar Hall).

NOW KNOW YE, that by and with the advice of the Executive Council of Our said province of Quebec, we have ruled and ordered, and do hereby rule and order, that from the first day of the month of

mai prochain (mil huit cent quatre vingt-quatorze) la cour de magistrat pour le comté de Rimouski, dans la paroisse de Saint-Moïse est et sera abolie, et, par les présentes Nous révoquons et annulons Notre proclamation en date du quinze avril mil huit cent soixante et treize en autant que la dite proclamation se rapporte à l'établissement de la cour de magistrat pour le comté de Rimouski, dans la paroisse de Saint-Moïse.

Et à ces causes par et de l'avis du Conseil Exécutif de Notre province de Québec, Nous avons réglé et ordonné et, par les présentes, réglons et ordonnons qu'une cour de magistrat pour le comté de Rimouski, dans la paroisse de Saint-Pierre du Lac Métapédiac (Cedar Hall), est et sera établie à partir du premier jour du mois de mai prochain (mil huit cent quatre-vingt-quatorze.)

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de la Province de Québec: TÉMOINS, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable JOSEPH ADOLPHE CHAPLEAU, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT ET UNIÈME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-quatorze, et de Notre Règne la cinquante-septième.

Par ordre,

LOUIS P. PELLETIER,  
Secrétaire.

1755

Canada,  
Province of  
Québec. }  
(L. S.)

J. A. CHAPLEAU.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

#### PROCLAMATION.

TH. CHASE-CASGRAIN, } **A**TTENDU que par l'ar-  
Proc. Général. } ticle 1362 des Statuts  
Refondus de la province de Québec, il est, entre  
autres choses, décrété que le Lieutenant-Gouverneur  
en conseil pourra désigner, par proclamation,  
un jour qui sera observé comme " JOUR DES  
ARBRES," pour la plantation des arbres ;

ET ATTENDU que le climat de Notre province  
de Québec n'est pas uniforme et qu'il ne convien-  
drait pas de fixer le même jour dans toute la  
province pour la plantation des arbres ; Nous avons  
jugé à propos de diviser Notre dite province pour  
les fins du dit article en deux sections, qui seront  
appelées respectivement la " DIVISION OUEST"  
et la " DIVISION EST," et de désigner un jour  
différent pour chacune de ces divisions, comme  
" JOUR DES ARBRES."

A CES CAUSES, nous avons réglé et ordonné,  
et par les présentes réglons et ordonnons que  
MARDI, le PREMIER jour du mois de MAI  
prochain, sera observé comme " JOUR DES  
ARBRES," dans la division ouest susdite, savoir :  
dans les comtés d'Argenteuil, Bagot, Beauharnois,  
Berthier, Brome, Chambly, Châteauguay, Compton,  
Deux Montagnes, Drummond, Hochelaga,  
Huntingdon, Iberville, Jacques-Cartier, Joliette,  
Laprairie, L'Assomption, Laval, Maskinongé, Mis-  
sissquoi, Montcalm, Montréal, Napierville, Ottawa,  
Pontiac, Richelieu, Richmond, Rouville, Shefford,

May next (one thousand eight hundred and ninety-four), the magistrate's court for the county of Rimouski, in the parish of Saint Moïse, is and shall be abolished, and we do hereby revoke and annul our proclamation, dated the fifteenth of April, one thousand eight hundred and seventy-three, in so far as the said proclamation refers to the establishment of the magistrate's court for the county of Rimouski, in the parish of Saint Moïse.

Now know ye, that by and with the advice and consent of the Executive Council of Our said province of Quebec, we have ruled and ordered, and do hereby rule and order that a magistrate's court for the county of Rimouski, in the parish of Saint Pierre du Lac Metapediac (Cedar Hall), is and shall be established from and after the first day of the month of May next (one thousand eight hundred and ninety-four).

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed :  
WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable JOSEPH ADOLPHE CHAPLEAU, member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY-FIRST day of APRIL, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-four, and in the fifty-seventh year of Our Reign.

By command,

LOUIS P. PELLETIER,  
Secretary.

1756

Canada,  
Province of  
Québec. }  
(L. S.)

J. A. CHAPLEAU.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

#### PROCLAMATION.

TH. CHASE CASGRAIN, } **W**HEREAS by article  
Atty. General. } 1362 of the Revised  
Statutes of the province of Quebec, it is, amongst  
other things, enacted that the Lieutenant Governor  
in Council may appoint, by proclamation, a date to  
be observed as " ARBOR DAY," for the planting  
of trees ;

WHEREAS that the climate of Our province of  
Quebec is not uniform, and it would not be proper  
to establish the same day throughout the province  
for the planting of trees, We have deemed it ad-  
visable to divide Our said province for the purposes  
of the said article into two sections, which will be  
called respectively the " WEST DIVISION" and  
the " EAST DIVISION," and to designate a differ-  
ent day for each of these divisions as " ARBOR  
DAY."

WHEREFORE, We have ruled and ordered, and  
by these presents do rule and order that TUES-  
DAY, the FIRST day of the month of MAY next,  
shall be observed as " ARBOR DAY," in the  
aforesaid west division, to wit : in the counties of  
Argenteuil, Bagot, Beauharnois, Berthier, Brome,  
Chambly, Châteauguay, Compton, Two Mountains,  
Drummond, Hochelaga, Huntingdon, Iberville,  
Jacques Cartier, Joliette, Laprairie, L'Assomption,  
Laval, Maskinongé, Missisquoi, Montcalm, Mont-  
réal, Napierville, Ottawa, Pontiac, Richelieu, Rich-  
mond, Rouville, Shefford, Sherbrooke, Soulanges,

Sherbrooke, Soulanges, Stanstead, Saint-Hyacinthe, Saint-Jean, Saint-Maurice, Terrebonne, Trois-Rivières, Vaudreuil, Verchères et Yamaska; et que JEUDI, le DIXIEME jour du même mois de MAI, sera observé comme " JOUR DES ARBRES," dans la division est susdites savoir: dans les comtés de Arthabaska, Beauce, Bellechasse, Bonaventure, Champlain, Charlevoix, Chicoutimi, Dorchester, Gaspé, Kamouraska, Lac Saint-Jean, Lévis, L'Islet, Lotbinière, Mataue, Mégantic, Montmagny, Montmorency, Nicolet, Portneuf, Québec (cité), Québec (comté), Rimouski, Saguenay, Saint-Sauveur, Témiscouata et Wolfe.

Et par les présentes Nous recommandons instamment à tous les habitants de Notre dite province de consacrer les jours ci-dessus désignés à la plantation des arbres; et Nous prions toutes les corporations municipales, religieuses et scolaires de coopérer aux succès de cette œuvre nouvelle dans cette province, et qui promet, dans un avenir prochain, des résultats importants.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable JOSEPH ADOLPHE CHAPLEAU, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-QUATRIEME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-quatorze, et de Notre Règne lacinquante-septième.

Par ordre,

LOUIS. P. PELLETIER,  
Secrétaire.

1757

### Avis du Gouvernement

No 492-94.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Détacher de la paroisse de Saint-Félicien, comté du Lac Saint-Jean, les lots Nos 38, 39, 40 et 41, des 1er et IIe rangs du canton Ashuapmouchouan, et les annexer, pour les fins scolaires, à la paroisse de Saint-Prime, dans le même comté.

Cette annexion ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1894. 1751

DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE ET DE LA COLONISATION, QUÉBEC.

### AVIS PUBLIC.

Avis public est par les présentes donné, que les cercles agricoles ci-après mentionnés, ayant transmis au département de l'agriculture et de la colonisation les déclarations voulues par la loi, et s'étant conformés à toutes les exigences du statut 56 Victoria, chapitre 20, le soussigné autorise la formation de ces cercles qui sont par les présentes constitués en corporations.

Dans le comté d'ARTHABASKA, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir:

Cercle agricole de la paroisse de Notre-Dame du Saint-Rosaire.

Dans le comté de BEAUHARNOIS, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir:

Stanstead, Saint Hyacinthe, Saint John's, Saint Maurice, Terrebonne, Three Rivers, Vaudreuil, Verchères and Yamaska; and that THURSDAY, the TENTH day of the same month of MAY, shall be observed as " ARBOR DAY ", in the aforesaid east division, to wit: in the counties of Arthabaska, Beauce, Bellechasse, Bonaventure, Champlain, Charlevoix, Chicoutimi, Dorchester, Gaspé, Kamouraska, Lake Saint John, Levis, L'Islet, Lotbinière, Mataue, Mégantic, Montmagny, Montmorency, Nicolet, Portneuf, Quebec (city), Quebec (county), Rimouski, Saguenay, Saint Sauveur, Témiscouata and Wolfe.

And by these presents, We do urgently recommend to all the inhabitants of Our said province to set apart the above mentioned day for the plantation of trees; and We beg all municipal, religious and school corporations to cooperate towards the success of the new work in this province, and which promises, in the near future, important results.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable JOSEPH ADOLPHE CHAPLEAU, member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of Our said Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this TWENTY-FOURTH day of APRIL, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-four, and in the fifty-seventh year of Our Reign.

By command,

LOUIS P. PELLETIER,  
Secretary.

1758

### Government Notices

No. 492-94.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

To detach from the parish of Saint Félicien, county of Lake Saint John, lots Nos. 38, 39, 40 and 41, of the ranges I and II, of township Ashuapmouchouan, and annex them, for school purposes, to the parish of Saint Prime, in the same county.

This annexation to take effect only on the 1st of July next, 1894. 1752

DEPARTMENT OF AGRICULTURE AND COLONIZATION, QUEBEC.

### PUBLIC NOTICE.

Public notice is hereby given, that the farmers' clubs hereinafter mentioned, having transmitted to the department of agriculture and colonization the declarations required by law, and having complied with all the requirements of the statute 56 Victoria, chapter 20, the undersigned authorizes the formation of these clubs which are hereby constituted in corporations.

In the county of ARTHABASKA, the following club is authorized under the name given hereafter, to wit:

Farmers' club of the parish of Notre Dame du Saint Rosaire.

In the county of BEAUHARNOIS, the following club is authorized under the name given hereafter, to wit:

Cercle agricole de la paroisse de Saint-Stanislas de Kostka.

Dans le comté de BROME, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

Cercle agricole de la municipalité du canton de Potton.

Dans le comté du LAC SAINT-JEAN, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

Cercle agricole de la municipalité de Saint-Méthode.

Dans le comté d'OTTAWA, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

Cercle agricole de la municipalité de la partie est du canton de Templeton.

Dans le comté de PORTNEUF, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

Cercle agricole de la paroisse de Saint-Joseph de Deschambault.

Dans le comté de RIMOUSKI, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

Cercle agricole de la municipalité du canton Tessier.

Dans le comté de SAINT-JEAN, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

Cercle agricole de la paroisse de Saint-Blaise.

Dans le comté de VAUDREUIL, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

Cercle agricole de la paroisse de Très Saint-Rédempteur.

LOUIS BEAUBIEN,  
Commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation.  
Québec, 26 avril 1894. 1753

Farmers' club of the parish of Saint Stanislas de Kostka.

In the county of BROME, the following club is authorized under the name given hereafter, to wit :

Farmers' club of the municipality of township of Potton.

In the county of LAKE SAINT JOHN, the following club is authorized under the name given hereafter, to wit :

Farmers' club of the municipality of Saint Méthode.

In the county of OTTAWA, the following club is authorized under the name given hereafter, to wit :

Farmer's club of the municipality of the east part of the township of Templeton.

In the county of PORTNEUF, the following club is authorized under the name given hereafter, to wit :

Farmers' club of the parish of Saint Joseph de Deschambault.

In the county of RIMOUSKI, the following club is authorized under the name given hereafter, to wit :

Farmers' club of the municipality of the township Tessier.

In the county of SAINT JOHNS, the following club is authorized under the name given hereafter, to wit :

Farmers' club of the parish of Saint Blaise.

In the county of VAUDREUIL, the following club is authorized under the name given hereafter, to wit :

Farmers' club of the parish of Très Saint Rédempteur.

LOUIS BEAUBIEN,  
Commissioner of Agriculture and Colonization.  
Quebec, 26th April, 1894. 1754

### Avis Divers

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir des lettres patentes sous le grand Sceau, octroyant une charte aux requérants et toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie ainsi créée en corps politique et incorporé.

1° Le nom de la compagnie sera " Prince of Wales Club ".

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée, est pour tenir un " Restaurant " où l'on donnera à manger et où l'on vendra des liqueurs enivrantes.

3° L'endroit dans la province, choisi comme sa principale place d'affaires sera la ville de Lachine, dans le district de Montréal.

4° Le montant proposé du fonds social de la dite compagnie sera de cinq mille piastres (\$5,000.00).

5° Le nombre d'actions de la dite compagnie sera de deux cents, et le montant de chaque action sera de cinquante piastres (\$50.00.)

6° Les noms au long, résidences et professions de chacun des requérants, sont : André Léger, bourgeois ; Arthur Lizotte, marchand plombier ; Aristide B. Champagne, médecin ; Leopold Léger, charretier et marchand de bois ; Odilon Bélanger, électricien ; Joseph C. Blondin, hôtelier ; Michel Léger, hôtelier, et Alfred Sauvé, cordonnier, tous de la dite ville de Lachine, district de Montréal, et que les personnes suivantes ci-dessus désignées seront les premiers directeurs de la dite compagnie, savoir : André Léger, Arthur Lizotte, Aristide B. Champagne, Léopold Léger, Odilon Bélanger et Alfred Sauvé.

Que tous sont résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

1759

CHS. L. CHAMPAGNE,  
Procureur des requérants.

### Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that application will be made to His Honor the lieutenant governor of the province of Quebec, to obtain letters patent under the great Seal, granting a charter to the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body corporate and politic.

1° The proposed corporate name of the company will be " The Prince of Wales Club."

2° The purpose for which incorporation is sought, is to keep a " Restaurant " where meals will be given and intoxicating liquors sold.

3° The place in the province selected for its principal place of business will be in the town of Lachine, in the district of Montreal.

4° The intended amount of the capital stock is five thousand dollars (\$5,000.00).

5° The number of shares is to be two hundred, and the amount of each share is to be of the value of fifty dollars (\$50.00).

6° The names in full, and the address and calling of each of the applicants, are : André Léger, gentleman ; Arthur Lizotte, merchant plumber ; Aristide B. Champagne, physician ; Léopold Léger, carter and lumber merchant ; Odilon Bélanger, electrician ; Joseph C. Blondin, hotel keeper ; Michel Léger, hotel keeper, and Alfred Sauvé, shoemaker, all of the said town of Lachine, district of Montreal, and that the following parties hereinabove described will be the first directors of the said company, to wit : André Léger, Arthur Lizotte, Aristide B. Champagne, Léopold Léger, Odilon Bélanger and Alfred Sauvé.

That all are residents in Canada and subjects of Her Majesty.

1760

CHS. L. CHAMPAGNE,  
Attorneys for petitioners.

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No. 2202.  
 Madame Elizabeth McNeice, des cité et district de  
 Montréal, épouse commune en biens de George  
 Demers, boucher, du même lieu, dñment auto-  
 risée à ester en justice, Demanderesse ;  
 vs.  
 Le dit George Demers, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été ce jour  
 instituée, en cette cause, contre le défendeur.

RAINVILLE, ARCHAMBEAULT  
 & GERVAIS,  
 Avocats de la demanderesse.  
 Montréal, 22 février 1894. 1771

### Avis de Faillites

*In re* Louis Paul Andrew, Failli.  
 Un bordereau de collocation a été préparé dans la  
 présente affaire et sera payable à mon bureau, No.  
 95, rue Saint-Pierre, lundi, le 14 mai prochain.  
 Toute opposition au présent dividende devra être  
 produite devant moi, avant la date plus haut men-  
 tionnée.

G. H. BURROUGHS,  
 Curateur.  
 Québec, 28 avril 1894. 1747

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de James Heney, Demandeur ;  
 vs.  
 J. O. Albert Bourk, des cité et district de Montréal,  
 y faisant affaires seul comme marchand de quin-  
 caillerie sous les nom et raison de Heney & Bourk,  
 Défendeur.  
 Avis est par le présent donné que le dit défen-  
 deur a fait ce jour un abandon judiciaire de ses  
 biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau  
 du protonotaire de la dite cour.

M. PLOURDE,  
 Procureur du demandeur.  
 Montréal, 17 avril 1895. 1767

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 2202.  
 Madame Elizabeth McNeice, of the city and district  
 of Montreal, wife common as to property of  
 George Demers, butcher, of the same place, duly  
 authorized to ester en justice, Plaintiff ;  
 vs.  
 The said George Demers, Defendant.  
 An action for separation as to property has this  
 day been instituted against the defendant in this  
 cause.

RAINVILLE, ARCHAMBEAULT  
 & GERVAIS,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 22nd February, 1894. 1772

### Bankrupt Notices

*In re* Louis Paul Andrew, Insolvent.  
 A dividend sheet has been prepared in this mat-  
 ter, payable at my office, No. 95, Saint Peter street,  
 on Monday, the 14th of May next.  
 Any opposition to the said dividend must be filed  
 with me before the date above mentioned.

G. H. BURROUGHS,  
 Curator.  
 Quebec, 28th April, 1894. 1748

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 In the matter of James Heney, Plaintiff ;  
 vs.  
 J. O. Albert Bourk, of the city and district of Mon-  
 treal, and there doing business alone as hardware  
 dealer under the name and style of "Heney &  
 Bourk", Defendant.  
 Notice is hereby given that the said defendant  
 has this day made at the prothonotary's office of  
 said court, a judicial abandonment of his estate for  
 the benefit of his creditors.

M. PLOURDE,  
 Attorney for plaintiff.  
 Montreal, 17th April, 1894. 1768

## ANNONCES NOUVELLES.

## NEW ADVERTISEMENTS.

	Pages
<b>ANNEXION DE MUNICIPALITÉ :</b>	
Annexer à Saint-Prime divers lots de Saint-Félicien .....	1112
<b>CANTON DENONVILLE :</b>	
Route fermée .....	1069
<b>CERCLES AGRICOLES :</b>	
Divers .....	1112
<b>FAILLIS :</b>	
<i>Cession :</i>	
Bourke .....	1114
Goulet & Frère .....	1079
Lyons .....	1078
Pampalon .....	1078
<i>Dividende :</i>	
Andrew .....	1114
Benoit .....	1079
Jasmin .....	1078
Ménard .....	1079
Ste Marie .....	1079
<i>Nomination de curateur :</i>	
Corriveau .....	1078
Millette .....	1078
Tétreault .....	1079
<b>LETRES PATENTES, DEMANDE DE :</b>	
Cie de Tramways Electriques de Québec..	1074
Prince of Wales Club .....	1113
The Crescent Watch Case Co. ....	1075
<b>LETRES PATENTES ÉMISES :</b>	
The Thomas McDonald Manufacturing Co.	1068
<b>NOMINATIONS :</b>	
<i>Commissaires d'écoles :</i>	
Mann et village de Rock Island .....	1110
<i>Juges de paix :</i>	
District de Chicoutimi .....	1067
District de Montréal .....	1067
District d'Ottawa .....	1067
District de Pontiac .....	1067
District de Québec .....	1067
<b>PROCLAMATIONS :</b>	
Cour de Magistrats du comté de Rimouski .....	1110
Fête des arbres .....	1111
<b>REGLES DE COUR :</b>	
Skinner <i>et al</i> vs. Odell .....	1079
<b>SÉPARATION DE BIENS :</b>	
Dme Côté vs. Dion .....	1075
Dme McNeice vs. Demers .....	1114
Dme Potvin vs. Simard .....	1075

	Pages
<b>MUNICIPALITY ANNEXED :</b>	
To annex to Saint Prime several lots of Saint Félicien .....	1112
<b>TOWNSHIP DENONVILLE :</b>	
By-road closed .....	1069
<b>FARMERS' CLUBS :</b>	
Miscellaneous ..	1112
<b>INSOLVENTS :</b>	
<i>Assignment :</i>	
Bourke .....	1114
Goulet & Frère .....	1079
Lyons .....	1078
Pampalon .....	1078
<i>Dividend :</i>	
Andrew .....	1114
Benoit .....	1079
Jasmin .....	1078
Ménard .....	1079
Ste Marie ..	1079
<i>Appointment of curator :</i>	
Corriveau .....	1078
Millette .....	1078
Tétreault .....	1079
<b>LETTERS PATENT, COMPANY APPLYING FOR :</b>	
Cie de Tramways Electriques de Québec..	1074
Prince of Wales Club .....	1113
The Crescent Watch Case Co. ....	1075
<b>LETTERS PATENT GRANTED :</b>	
The Thomas McDonald Manufacturing Co.	1068
<b>APPOINTMENTS :</b>	
<i>School Commissioners :</i>	
Mann and village of Rock Island .....	1110
<i>Justices of the peace :</i>	
District of Chicoutimi .....	1067
District of Montreal .....	1067
District of Ottawa .....	1067
District of Pontiac .....	1067
District of Quebec .....	1067
<b>PROCLAMATIONS :</b>	
Magistrates court of the county of Rimouski .....	1110
Arbor day .....	1111
<b>RULES OF COURT :</b>	
Skinner <i>et al</i> vs. Odell .....	1079
<b>SEPARATION AS TO PROPERTY :</b>	
Dme Côté vs. Dion .....	1075
Dme McNeice vs. Demers .....	1114
Dme Potvin vs. Simard .....	1075

## TERRES DE LA COURONNE :

*Avis de cancellation, etc. :*

Canton Fox .....	1069
Canton De Calonne... ..	1069
Canton Matapédia.....	1069
Canton Jonquière.....	1069

## VENTES PAR LES SHERIFFS :

## BEAUHARNOIS :

Traver vs. Keddy <i>et al.</i> .....	1084
Turcot, failli.....	1084

## BEDFORD :

Revd Montgomery vs. Duquette... ..	1086
Stroud <i>et al.</i> vs. Picard.....	1085

## IBERVILLE :

Fredette vs. Desroches .....	1087
------------------------------	------

## KAMOURASKA :

Dubé vs. Letellier.....	1090
-------------------------	------

## MONTMAGNY :

Pouliot vs. Bilodeau.. ..	1092
---------------------------	------

## MONTREAL :

Dme Donnelly vs. Dme Cooper.....	1094
Evans <i>et al.</i> vs. Barré.....	1093
Poirier vs. Rose, Fils.....	1093
Truchard vs. Munroe.....	1093

## OTTAWA :

Richer vs. Dorion.....	1097
------------------------	------

## RICHELIEU :

Dubeau vs. Dme Lavallée <i>ès-ql.</i> .....	1100
---	------

## SAINT-FRANÇOIS :

Brown vs. Dion.....	1103
---------------------	------

## SAINT-HYACINTHE :

Banque du Peuple vs. Girard <i>et al.</i> .....	1104
---	------

## TROIS-RIVIÈRES :

Hamel vs. Jolicœur.....	1108
-------------------------	------

## CROWN LANDS :

*Notice of cancellation, etc. :*

Township Fox.....	1069
Township De Calonne .....	1069
Township Matapédia .....	1069
Township Jonquière.....	1069

## SHERIFFS' SALES :

## BEAUHARNOIS :

Traver vs. Keddy <i>et al.</i> .....	1084
Turcot, insolvent.....	1084

## BEDFORD :

Revd Montgomery vs. Dugette.....	1086
Stroud <i>et al.</i> vs. Picard.....	1085

## IBERVILLE :

Fredette vs. Desroches .....	1087
------------------------------	------

## KAMOURASKA :

Dubé vs. Letellier.....	1090
-------------------------	------

## MONTMAGNY :

Pouliot vs. Bilodeau.....	1092
---------------------------	------

## MONTREAL :

Dme Donnelly vs. Dme Cooper.....	1094
Evans <i>et al.</i> vs. Barré.....	1093
Poirier vs. Rose, Son.....	1093
Truchard vs. Munroe.. ..	1093

## OTTAWA :

Richer vs. Dorion. ....	1097
-------------------------	------

## RICHELIEU :

Dubeau vs. Dme Lavallée <i>ès-ql.</i> .....	1100
---	------

## SAINT FRANCIS :

Brown vs. Dion.....	1103
---------------------	------

## SAINT HYACINTH :

Banque du Peuple vs. Girard <i>et al.</i> .....	1104
---	------

## THREE RIVERS :

Hamel vs. Jolicœur.....	1108
-------------------------	------